

Acte N° 28280 //Dossier N° 2022000032// CFB/ML-9329-VENTE
D'IMMEUBLE par la SCI « BORD DE L'EAU » à Madame Daphné DUDEMAINE
et Madame Naya LUCEAU

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX
LE DIX-NEUF MAI

**À MESNILS-SUR-ITON (27240), Damville, Place de la Gare, au siège de
l'Office Notarial,**

Maître Christophe BARRANDON soussigné, notaire associé de la Société
d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée "OFFICE NOTARIAL DE
MESNILS-SUR-ITON" titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à
MESNILS SUR ITON (27240), Damville, Place de la Gare,

A REÇU, à la requête des parties ci-après identifiées, le présent **acte
authentique sur support électronique** contenant :

VENTE

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La société dénommée **BORD DE L'EAU**, Société civile immobilière au
capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT EUROS (7620,00 EUROS), ayant son
siège social à BRETEUIL (27160), Cintray, Le Vieux Chateau, identifiée au SIREN
sous le numéro 437754013 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés
(R.C.S.) d'EVREUX (27000).

Constituée pour une durée de 99 ans, à partir de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés qui a eu lieu le 10 mai 2001 soit jusqu'au **10 mai 2100**, suivant acte reçu par Maître Christophe BARRANDON, Notaire à DAMVILLE (27240), le 18 avril 2001, enregistré à la Recette Principale des Impôts d'EVREUX SUD (27000), le 23 avril 2001, Bordereau n°153, Case 3.

Personne morale ayant la qualité de résidente au sens de la réglementation des changes.

L'objet de la société est ci-après littéralement retranscrit :

« **ART. 2 : OBJET SOCIAL** »

La société a pour objet :

- La propriété, la gestion, l'administration des biens qui sont apportés à la société et de tous ceux dont elle pourrait devenir propriétaire ou locataire par voie d'acquisition, échange, prise à bail, apport ou autrement,

- Et notamment l'acquisition des biens immobiliers sis à DAMVILLE (Eure) 33 Rue de Breteuil,

- Plus généralement toutes opérations mobilières ou immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, ou de nature à favoriser le développement et l'obtention à cet effet de tous prêts, crédits, facilités de caisse avec ou sans garantie ou hypothèque, à condition toutefois que les opérations ne modifient pas le caractère civil de la société. »

Ci-après dénommée « LE VENDEUR ».

ACQUEREUR

1 - Madame **Daphné Déborah Annabelle DUDEMAINE**, professeure de yoga, demeurant à EVREUX (27000), 41, rue du Fer à Cheval, Bâtiment E, appartement 20,

Née à MANTES-LA-JOLIE (78200), le 27 décembre 1986.

Célibataire.

Non soumise à un pacs ou partenariat.

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

2 - Madame **Naya Josy LUCEAU**, coach agile, demeurant à EVREUX (27000), 41, rue du Fer à Cheval, Bâtiment E, appartement 21,

Née à MOURENX (64150), le 7 avril 1988.

Célibataire.

Non soumise à un pacs ou partenariat.

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommées « L'ACQUEREUR », agissant solidairement entre eux.

PRESENCE - REPRESENTATION

- La société **BORD DE L'EAU** est ici représentée par :

1°) Madame Brigitte Renée Odile RICHARD, retraitée, épouse de Monsieur Joël André René Mary THIBAUT, demeurant à BRETEUIL (27160), Cintray, Le

Vieux Chateau,

Née à BRETEUIL (27160), anciennement CINTRAY, le 2 juillet 1953.

Soumise au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BRETEUIL (27160), anciennement CINTRAY, le 3 novembre 1973. Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ici présente.

Madame Brigitte RICHARD épouse THIBAULT agit en sa qualité d'associée et de gérante statutaire unique, nommée à cette fonction pour une durée illimitée.

2°) Monsieur Joël André René Mary THIBAULT, retraité, époux de Madame Brigitte Renée Odile RICHARD, demeurant à BRETEUIL (27160), Cintray, Le Vieux Chateau,

Né à LAMBLORE (Eure-et-Loir) le 1er août 1952.

Soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BRETEUIL, anciennement CINTRAY (27160), le 3 novembre 1973. Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ici présent.

Monsieur Joël THIBAULT agit en sa qualité d'associé.

Tous deux agissant en leur qualité de seuls associés de ladite société conformément aux dispositions de l'article 1854 du Code civil et conformément aux dispositions du titre IV des statuts de ladite société qui énonce sous le paragraphe « **Modes de consultation, convocation, participation aux décisions et représentations** : » ce qui suit littéralement retranscrit par extrait : « *a) Mode de consultation : les décisions collectives des associés résultent au choix de la gérance soit d'une Assemblée Générale, soit d'une consultation écrite. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé par acte authentique ou sous seings privés.* »

- Madame Daphné **DUDEMAINE** est ici présente.

- Madame Naya **LUCEAU** est ici présente.

VENTE

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR, qui accepte, les biens et droits immobiliers ci-après dénommés « LE BIEN », et le cas échéant les biens mobiliers, dont la désignation suit :

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Sur la commune de MESNILS-SUR-ITON (27240), Damville, 33, Rue de Breteuil,

Une propriété bâtie composée de :

*Une maison de ville, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, comprenant :

-Au rez-de-chaussée : une entrée, deux pièces, un dégagement, une chaufferie, un placard et un water-closet ;

- À l'étage auquel on accède par un escalier intérieur : un palier, trois chambres, une cuisine et une salle d'eau ;
- Un grenier au-dessus.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AB	213	Rue de Breteuil - Damville	0	00	65
Contenance Totale :			0ha 00a 65ca		

Plan cadastral :

Un extrait du plan cadastral, matérialisant l'assiette foncière du BIEN vendu, **demeure ci-joint et annexé.**

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé « LE BIEN ».

Renseignements complémentaires :

LE VENDEUR précise à L'ACQUEREUR que LE BIEN vendu est doté des éléments d'équipements suivants : eau courante de ville, électricité, ligne téléphonique et chauffage central au fuel.

Il est ici également précisé que LE BIEN **n'est pas doté** d'un assainissement collectif ou individuel.

Le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, et avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser LE VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation du BIEN et de ses éventuels éléments d'équipements, déclarant parfaitement le connaître pour l'avoir vu et visité dès avant ce jour.

ABSENCE DE MOBILIER

Avec le présent BIEN ne sont vendus ni meubles, ni objets mobiliers ainsi déclaré par les parties.

DESTINATION ET USAGE

Destination et usage actuel du BIEN

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu est actuellement **à un usage d'habitation.**

Destination et usage du BIEN

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner LE BIEN **à un usage d'habitation.**

NATURE ET QUOTITE

Nature et quotité des droits vendus :

LE BIEN est vendu par la société BORD DE L'EAU à concurrence de **la totalité en pleine propriété.**

Nature et quotité des droits acquis :

LE BIEN est acquis :

- par Madame Daphné DUDEMAINE à concurrence de **LA MOITIE (1/2) indivise en pleine propriété.**
- par Madame Naya LUCEAU à concurrence de **LA MOITIE (1/2) indivise en pleine propriété.**

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître Christophe BARRANDON, Notaire à DAMVILLE, devenue MESNILS-SUR-ITON (27240), le 3 octobre 2001, dont une copie authentique a été publiée au Bureau des hypothèques d'EVREUX (27000), le 26 novembre 2001, volume 2001 P, numéro 7441.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu **à compter de ce jour.**

Il en aura la jouissance **à compter de ce jour** par la prise de possession réelle et effective, LE BIEN vendu étant libre de toute location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

REMISE DES CLEFS

Conformément à l'article 1605 du Code civil, il a été remis, ce jour, à L'ACQUEREUR, qui le reconnaît, toutes les clefs du BIEN vendu.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de **CINQUANTE-QUATRE MILLE (54 000,00 €).**

Le paiement aura lieu de la manière ci-après.

Observation étant ici faite que le prix ci-dessus stipulé ne tient pas compte :

- des frais et émoluments du présent acte, y compris des frais de publicité foncière ;
- des frais d'hypothèque et charges financières des emprunts qui seront contractés le cas échéant par L'ACQUEREUR ainsi qu'il pourra être dit ci-après

PAIEMENT DU PRIX

L'ACQUEREUR a payé ce prix comptant, aujourd'hui même, **ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'Office Notarial de MESNILS-SUR-ITON dénommé en tête des présentes.**

Ainsi que LE VENDEUR le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

ORIGINE DES FONDS

L'ACQUEREUR déclare que le paiement du prix constaté aux termes des présentes a été effectué au moyen de deniers lui appartenant personnellement.

Il reconnaît par ailleurs avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561- 1 à L.574-4 du Code monétaire et financier récemment modifiées par l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009. En application de ces dispositions, il déclare :

-que les fonds engagés par lui ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa)

-que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1^{er} alinéa).

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, LE VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes ont été négociées par l'agence dénommée SAS OPTIMHOME, dont le siège se situe au 639, Rue du Mas de Verchant, Immeuble DIVER'CITY à CASTELNAU-LE-LEZ (34170), représentée par Monsieur Matthieu HENRION, conseiller en immobilier indépendant, titulaire d'un mandat de vente donné par LE VENDEUR, sous le numéro **503592** en date du **6 septembre 2021**.

En conséquence, LE VENDEUR, qui en a seul la charge, verse une rémunération, Taxe sur la Valeur Ajoutée incluse, de **CINQ MILLE EUROS (5 000,00 €)**.

LE VENDEUR donne tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet de régler par sa comptabilité ladite commission.

= L'ACQUEREUR reconnaît que l'annonce immobilière comportait l'indication de la performance énergétique du BIEN vendu, et qu'il a pu ainsi en prendre connaissance lors de sa consultation.

DECLARATIONS FISCALES

1°) Déclaration sur les Plus-values

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code, le représentant de la société BORD DE L'EAU déclare :

- que le siège social de la société venderesse est en FRANCE à l'adresse indiquée en tête des présentes et que les bénéfices réalisés sont déclarés auprès du service des impôts de : SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS d'EVREUX 11, rue Georges Politzer – 27022 EVREUX CEDEX ;

- que LE BIEN vendu sis à MESNILS-SUR-ITON (27240), lieudit : Damville, 33, Rue de Breteuil appartient à la société venderesse ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" et qu'il avait alors une valeur de CINQUANTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-SEPT EUROS ET SEIZE CENTIMES (53 357,16 €), cette valeur ne concernait que LE BIEN objet des présentes.

En outre, il reconnaît être informé :

- que la société venderesse relève des articles 8 à 8 ter du Code général des impôts ;

- qu'aucun impôt sur le revenu afférent à la plus-value en report n'est dû ;

En effet, il résulte des différents calculs préalablement effectués que la vente ne génère aucune plus-value quelconque.

Conformément à l'article 150-VG-III du Code Général des impôts, aucune déclaration de plus-value ne sera déposée auprès du Service de la publicité foncière compétent lors de la publication du présent acte.

2°) Impôt sur la Mutation

Régime applicable

Pour la perception des droits, LE VENDEUR déclare :

- ne pas être assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

- que LE BIEN vendu est achevé depuis plus de cinq (5) ans ;

En conséquence, la présente vente est exonérée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en application de l'article 261, 5-2° du Code général des impôts mais est soumise à la taxe de publicité foncière au taux de droit commun prévu par l'article 1594 D du Code général des impôts.

Cette taxe sera liquidée sur le prix exprimé ci-dessus.

Base taxable

En conséquence l'assiette de la taxe exigible sur la présente mutation est de **CINQUANTE-QUATRE MILLE EUROS (54 000,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

Base Taxable : 54 000,00 €

Nature des taxes	Assiette	Taux	Taxe
Taxe Départementale	54 000,00 €	4,50 %	2 430,00 €
Taxe Communale	54 000,00 €	1,2 %	648,00 €
Frais d'Assiette	2 430,00 €	2,37 %	58,00 €
TOTAL DROITS :			3 136,00 €

Contribution de sécurité immobilière :

La contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme de **CINQUANTE-QUATRE EUROS (54,00 €)**.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte authentique, ayant pour objet l'acquisition par un non professionnel de l'immobilier d'un BIEN immobilier destiné à un usage d'habitation, **entre dans le champ d'application de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation.**

Pour satisfaire à ces dispositions, les parties déclarent que le présent acte a été précédé d'un avant-contrat sous signature privée en date du **03 mars 2022** rédigé par l'Office Notarial de MESNILS-SUR-ITON (27240).

Chaque ACQUEREUR, ayant préalablement donné son accord pour que toutes notifications utiles et nécessaires concernant la présente opération, lui soit communiqué par lettre recommandée adressée par courrier électronique, reconnaît que cet acte et ses annexes lui ont été notifiés par lettre recommandée électronique le **04 mars 2022**, et qu'il a été clairement informé de la possibilité qui lui était donnée de se rétracter dans un délai de **DIX (10)** jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre lui notifiant l'acte.

Chaque ACQUEREUR reconnaît et déclare :

- avoir pris connaissance de l'avant-contrat et de ses annexes qui lui ont été notifiés et notamment du contrôle de conformité du système d'assainissement autonome établi par le SPANC compétent le **16 février 2022** ;
- avoir bénéficié du délai de rétractation prévu à l'article L. 271-1 du Code susvisé et **ne pas avoir exercé cette faculté de rétractation.**

= Les courriels de notification ainsi que les preuves de dépôt et d'envoi des lettres recommandées électroniques avec accusé de réception et les preuves de réception des lettres recommandées électroniques avec accusé de réception **demeurent ci-joints et annexés.**

DECLARATIONS GENERALES DES PARTIES

Les parties déclarent :

- que leur identité est conforme à celle indiquée en tête des présentes ;
- qu'elles ne font l'objet d'aucune procédure de conciliation ;
- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

L'ACQUEREUR déclare avoir visité LE BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage du BIEN et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat.

LE VENDEUR déclare :Concernant son état civil et sa capacité

*Qu'il n'est pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de ses biens, et notamment :

- qu'il a été dûment constitué, qu'il a la personnalité morale, et qu'il n'a pas fait l'objet d'une procédure de nullité ;
- qu'il n'est pas en cours de dissolution ou de liquidation ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement ;
- qu'il ne fait pas à ce jour l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;

*Qu'il n'est pas associé dans une autre société mise en liquidation ou en redressement judiciaire et dans laquelle il serait tenu indéfiniment et solidairement du passif social.

-que les seuls associés de la société venderesse sont, à ce jour, savoir :

*Monsieur Joël THIBAULT, propriétaire de 38 parts sociales en pleine propriété, numérotées de 1 à 38 ;

*Madame Brigitte RICHARD épouse THIBAULT, propriétaire 724 parts sociales en pleine propriété, numérotées de 39 à 762.

-Quant au gérant et aux associés de la société venderesse, chacun déclare :

*ne pas être en faillite personnelle, ne pas être interdit de diriger, de gérer, d'administrer ou de contrôler, directement ou indirectement, une entreprise commerciale ou artisanale, toute exploitation agricole et toute personne morale ;

-qu'il n'est pas sous un régime de protection des majeurs incapables (majeur sous tutelle, sous curatelle ou sous sauvegarde de justice) ;

-qu'il n'est pas soumis à une mesure d'habilitation familiale ;

-qu'il n'a pas régularisé un mandat de protection future en état de prendre effet dans les termes de l'article 481 du Code civil.

Concernant LE BIEN vendu

-que LE BIEN ne fait l'objet, à sa connaissance et à ce jour, d'aucune action en justice de quelque personne que ce soit (physique ou morale, privée ou publique) ;

Il transfère néanmoins comme accessoire à son obligation de délivrer la chose vendue, à compter de ce jour, toute action en justice ou tout droit de créance attaché au BIEN ;

Mais la vente de ce BIEN immobilier n'emporte pas cession au profit de L'ACQUEREUR des droits et actions à fin de dommages et intérêts qui ont pu naître au profit du VENDEUR en raison des dommages affectant ledit BIEN immobilier antérieurement à ce jour ;

-que LE BIEN ne fait pas partie d'un programme de restauration immobilière ou n'a pas bénéficié des avantages fiscaux attachés à la loi du 4 août 1962 dite « Loi MALRAUX » ;

-ne pas avoir souscrit à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements sur le revenu foncier ou d'une déduction forfaitaire accrue sur le revenu foncier ou de la réduction d'impôt pour investissement dans le secteur locatif privé ;

-que LE BIEN ne rentre pas dans le cadre de l'article 1055 bis du Code général des impôts ;

-que LE BIEN ne fait pas l'objet d'un arrêté de péril ni d'un arrêté d'insalubrité ;

- que LE BIEN n'est pas actuellement l'objet d'une procédure d'expropriation ;
- que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux ;
- qu'aucun élément bâti n'empiète sur le fonds voisin ;
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que L'ACQUEREUR, un droit quelconque sur LE BIEN résultant d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, ou autre empêchement à cette vente.

Chaque ACQUEREUR déclare :

-qu'il n'est pas frappé d'une incapacité civile ou commerciale pouvant l'empêcher de faire la présente acquisition, et notamment :

*qu'il n'est pas soumis à un régime de protection des majeurs incapables (majeur sous tutelle, sous curatelle ou sous sauvegarde de justice) ;

*qu'il n'est pas soumis à une mesure d'habilitation familiale ;

*qu'il n'a pas régularisé un mandat de protection future prévu à l'article 477 du Code civil, ou que s'il en a régularisé un, celui-ci n'est pas en état de prendre effet dans les termes de l'article 481 du Code civil ;

*qu'il n'est pas sous le coup d'un jugement ayant ouvert ou prononcé la liquidation judiciaire de ses biens, et qui, à ce jour, ne serait pas définitivement clôturé au sens de l'article L.643-9 du Code de commerce ;

*qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ouverte conformément à l'article L.711-1 du Code de la consommation provenant de la loi dite « NEIERTZ » suite à une situation de surendettement ;

*qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire, sur la base de l'article L.724-1 et suivants du Code de la consommation.

INDIVISION – RAPPEL DES QUOTITES D'ACQUISITION

-Rappel des quotités d'acquisition arrêtées entre les ACQUEREURS :

Les ACQUEREURS ont déclaré, en partie normalisée du présent acte, acquérir LE BIEN immobilier objet des présentes, dans les proportions suivantes :

*Madame **Daphné DUDEMAINE** à concurrence de **la moitié (1/2) indivise en pleine propriété** ;

*Madame **Naya LUCEAU** à concurrence de **la moitié (1/2) indivise en pleine propriété**.

Les ACQUEREURS reconnaissent avoir reçu toutes précisions et avertissement du notaire soussigné quant aux conséquences de leurs déclarations sur le financement de la présente acquisition, et plus particulièrement quant à la réalité de leurs apports personnels.

Ils se reconnaissent également informés de l'importance, notamment en vue de la revente du BIEN objet de leur achat et du partage du prix devant en résulter, de conserver la preuve de leurs contributions respectives au financement de cette acquisition, ce dont ils déclarent faire leur affaire personnelle.

-Autres conventions :

Les ACQUEREURS sont informés et conviennent de ce qui suit :

* Indivision pour une durée indéterminée

Les ACQUEREURS décident, de convention expresse, de maintenir dans l'indivision LE BIEN présentement acquis, à concurrence des proportions ci-dessus

indiquées, **pour une durée indéterminée.**

En conséquence, le partage pourra être demandé à tout moment pourvu que ce ne soit pas de mauvaise foi ou à contretemps.

*Répartition du prix en cas de revente

Les ACQUEREURS conviennent, sauf accord contraire, à l'époque du partage ou de la revente, **que les quotités de propriété convenues entre eux et ci-dessus indiquées** seront celles qui seront utilisées pour la répartition du prix de revente ou du partage.

*Améliorations - impenses

Si l'un des indivisaires améliore l'état du BIEN immobilier indivis ou y fait des impenses nécessaires de ses deniers personnels par obligation ou avec l'accord du co-indivisaire, il lui en sera tenu compte, pour la partie du financement des travaux qui va au-delà de celle qu'il lui appartient de financer.

La somme prise en compte sera du nominal, par dérogation à l'article 815-13 du Code civil.

De plus, les ACQUEREURS conviennent que leur industrie personnelle et celle de leurs ayants droit dans les travaux effectués sur LE BIEN immobilier, qu'ils soient d'entretien ou non, ne seront ni cause de récompense ni cause d'indemnité.

*Remboursement des emprunts

Les ACQUEREURS indivisaires déclarent être informés que si le ou les emprunts réalisés pour financer la présente acquisition ou pour le financement de travaux ne sont pas remboursés proportionnellement aux quotes-parts indivises d'acquisition indiquées aux présentes, une créance existera entre eux.

Ils conviennent que ladite créance sera liquidée selon les règles suivantes :

Si l'un des indivisaires assure de ses deniers le remboursement d'un emprunt contracté, **conjointement et solidairement avec l'autre co-indivisaire**, pour le financement du BIEN objet des présentes, il lui sera tenu compte du nominal remboursé en capital et intérêts pour le compte de l'indivisaire n'ayant pas réglé sa quote-part de remboursement.

*Attributions préférentielles en cas de décès

Conformément à l'article 1873-13 du Code civil, les ACQUEREURS en indivision aux présentes conviennent qu'en cas de décès de l'un d'eux, le survivant pourra exiger d'acquérir la quote-part du défunt ou s'il est ayant-droit de se la faire attribuer, à charge d'en tenir compte à sa succession d'après sa valeur à l'époque de l'acquisition ou de l'attribution ; il est rappelé que les dispositions ci-dessus ne peuvent préjudicier à l'application des articles 831 à 832-2 du Code civil.

-Rappel des textes en matière d'indivision :

Chaque ACQUEREUR reconnaît que le Notaire soussigné l'a parfaitement informé des dispositions légales applicables en matière d'indivision et plus particulièrement du droit de préemption reconnu aux indivisaires en matière de cession à titre onéreux à une personne étrangère à l'indivision.

Pour compléter l'information de L'ACQUEREUR, sont rappelés ci-après les dispositions des articles 815, 815-14, 815-16 et 815-18 du Code civil :

Article 815

« Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué, à moins qu'il n'y ait été sursis par jugement ou convention. »

Article 815-14

« L'indivisaire qui entend céder, à titre onéreux, à une personne étrangère à l'indivision, tout ou partie de ses droits dans les biens indivis ou dans un ou plusieurs de ces biens est tenu de notifier par acte extrajudiciaire aux autres indivisaires le prix et les conditions de la cession projetée ainsi que les nom, domicile et profession de la personne qui se propose d'acquérir.

Tout indivisaire peut, dans le délai d'un mois qui suit cette notification, faire connaître au cédant, par acte extrajudiciaire, qu'il exerce un droit de préemption aux prix et conditions qui lui ont été notifiés.

En cas de préemption, celui qui l'exerce dispose pour la réalisation de l'acte de vente d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de sa réponse au vendeur. Passé ce délai, sa déclaration de préemption est nulle de plein droit, quinze jours après une mise en demeure restée sans effet, et sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent lui être demandés par le vendeur.

Si plusieurs indivisaires exercent leur droit de préemption, ils sont réputés, sauf convention contraire, acquérir ensemble la portion mise en vente en proportion de leur part respective dans l'indivision.

Lorsque des délais de paiement ont été consentis par le cédant, l'article 828 est applicable. »

Article 815-16

« Est nulle toute cession ou toute licitation opérée au mépris des dispositions des articles 815-14 et 815-15. L'action en nullité se prescrit par cinq ans. Elle ne peut être exercée que par ceux à qui les notifications devaient être faites ou par leurs héritiers. »

Article 815-18

« Les dispositions des articles 815 à 815-17 sont applicables aux indivisions en usufruit en tant qu'elles sont compatibles avec les règles de l'usufruit.

Les notifications prévues par les articles 815-14, 815-15 et 815-16 doivent être adressées à tout nu-propriétaire et à tout usufruitier. Mais un usufruitier ne peut acquérir une part en nue-proprieté que si aucun nu-proprietaire ne s'en porte acquereur ; un nu-proprietaire ne peut acquérir une part en usufruit que si aucun usufruitier ne s'en porte acquereur. »

VOCATION HEREDITAIRE ENTRE ACQUEREURS CONCUBINS

Le notaire soussigné précise aux ACQUEREURS que, n'étant ni mariés, ni liés par un Pacte Civil de Solidarité (PACS), en cas de décès de l'un d'entre eux, le concubinage **ne confère aucun droit héréditaire quelconque au survivant.**

Etant simples indivisaires, une éventuelle qualité héréditaire entre eux ne peut résulter que d'une disposition à cause de mort établie dans le respect des droits des héritiers réservataires.

Enfin, s'ils se confèrent une qualité héréditaire aux termes d'un testament, ils devront acquitter les droits de mutation à titre gratuit, au taux actuel de **60 %** sur la valeur des biens transmis.

INFORMATION CONCERNANT L'ACTION EN NULLITE RELATIVE

Si pour une raison quelconque, une personne titulaire d'une action en nullité relative telle que définie à l'article 1179 du Code civil, envisageait de l'exercer, il pourrait y être remédié :

- soit par la signature d'un acte aux termes duquel celui qui peut se prévaloir de la nullité y renonce conformément aux dispositions de l'article 1182 du Code civil ;
- soit par la mise en œuvre de l'action interrogatoire de l'article 1183 du Code civil.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour LE VENDEUR et L'ACQUEREUR.

Et qu'il ne ressort de ces consultations **aucune procédure collective**.

PACTE DE PREFERENCE – ACTION DECLARATOIRE

LE VENDEUR déclare **qu'il n'existe aucun pacte de préférence**.

Si malgré cette déclaration, il est révélé l'existence d'un pacte de préférence, le Notaire soussigné informe les parties qu'en vertu de l'ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016, un tiers et notamment L'ACQUEREUR pourra demander au bénéficiaire du pacte de préférence, de confirmer l'existence de ce pacte et s'il entend s'en prévaloir.

Cette demande doit être effectuée par écrit et le tiers doit fixer un délai raisonnable au bénéficiaire du pacte pour répondre à sa demande. Cet écrit doit en outre mentionner qu'à défaut de réponse dans ce délai, le bénéficiaire ne pourra plus solliciter du juge sa substitution dans le contrat conclu avec le tiers ou agir en nullité.

INFORMATION SUR L'INSAISSABILITE DE LA RESIDENCE PRINCIPALE

Le notaire soussigné rappelle à L'ACQUEREUR que l'insaisissabilité de la résidence principale est de droit opposable aux créanciers professionnels, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L.526-1 du Code de commerce.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en leurs demeures respectives.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Cette mutation a lieu sous les conditions ordinaires et de droit, et notamment sous celles suivantes que L'ACQUEREUR s'oblige à exécuter :

ETAT DU BIEN IMMOBILIER VENDU

De prendre LE BIEN immobilier vendu dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours, ni répétition contre LE VENDEUR pour raison :

- soit de mitoyenneté, soit de défaut d'alignement ;
- soit de mauvais état des bâtiments, du sol ou du sous-sol ;
- de l'existence de tous insectes xylophages, termites et ennemis des matériaux tels que champignons parasitaires dans les boiseries, dans la mesure où les

prescriptions légales sont respectées ;

-soit de vices de toute nature pouvant affectés LE BIEN, apparents ou cachés, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires contraires analysées le cas échéant ci-après ;

-soit d'erreur ou omission dans la désignation qui précède ;

-soit même de la surface du terrain sur lequel l'immeuble est édifié, la différence en plus ou en moins s'il en existe entre la contenance sus-indiquée et celle réelle devant faire le profit ou la perte de L'ACQUEREUR sans aucun recours contre LE VENDEUR, quand bien même cette différence excédât-elle un vingtième.

Néanmoins, dans le cas où des travaux bénéficiant de garanties décennales auraient été réalisés depuis moins de 10 ans, L'ACQUEREUR sera subrogé dans le bénéfice des garanties prévues par les articles 1792 et suivants du Code civil pour celles susceptibles d'être encore mises en jeu.

LE VENDEUR ne pourra pas se retrancher derrière les clauses d'exonération de garanties envers L'ACQUEREUR s'il venait à être considéré :

-soit comme un professionnel de l'immobilier ;

-soit de mauvaise foi, laquelle peut notamment consister à dissimuler ou omettre d'indiquer à L'ACQUEREUR un vice dont il a connaissance.

== L'ACQUEREUR déclare bien comprendre l'étendue de la présente clause.

ETAT DES BIENS MOBILIERS VENDUS

Les meubles-meublants et objets mobiliers, **s'il en existe**, sont vendus dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance, sans que L'ACQUEREUR ne puisse élever aucune réclamation, demander aucune garantie ou diminution de prix, ni exercer aucun recours ni répétition quelconque contre LE VENDEUR, notamment en raison de mauvais fonctionnement, de mauvais état, de défaut d'entretien ou de vétusté.

GARANTIE D'EVICITION

LE VENDEUR sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit et s'oblige à rapporter à ses frais les certificats de radiations des inscriptions hypothécaires pouvant grever LE BIEN vendu.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LE BIEN vendu, sauf à s'en défendre, et il profitera de celles actives, sans recours contre LE VENDEUR, mais sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la Loi.

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune **à l'exception de celles** pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur LE BIEN vendu et qu'il n'aurait pas indiqué aux présentes.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE – ABSENCE

LE VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur LE BIEN, ce que reconnaît L'ACQUEREUR.

CONTRAT D'ASSURANCE

L'ACQUEREUR devra résilier toutes polices d'assurances en cours, de façon que LE VENDEUR ne soit pas inquiété à ce sujet.

Le Notaire soussigné rappelle que :

-En cas d'aliénation d'une chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit du nouveau propriétaire, à charge par celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat,

-Selon le troisième alinéa de l'article L.121-10 du Code des assurances, en cas d'aliénation de la chose assurée, celui qui aliène reste tenu vis-à-vis de l'assureur au paiement des primes échues, mais il est libéré, même comme garant des primes à échoir, à partir du moment où il a informé l'assureur de l'aliénation par lettre recommandée.

= À ce sujet, LE VENDEUR déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable : **GROUPAMA**.

ABONNEMENTS

L'ACQUEREUR fera son affaire personnelle à compter du jour de l'entrée en jouissance de tous abonnements existants.

Il déclare avoir reçu du VENDEUR toutes informations, **s'ils existent**, sur les contrats de distribution d'électricité, d'eau et de gaz.

LE VENDEUR déclare **qu'il n'a souscrit aucun contrat** lié à la propriété du BIEN immobilier objet des présentes et pris d'engagement particulier en tant que propriétaire et dont l'exécution est liée à cette qualité de propriétaire.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN vendu.

Et, il remboursera ces charges au VENDEUR, à compter de cette date, tant que la mutation de propriété de ce BIEN n'aura pas été effectuée par les Services Fiscaux compétents.

-Concernant la TAXE FONCIERE et la taxe ordures ménagères éventuelle :

Pour l'année courante, il est convenu de procéder entre les parties au décompte jour pour jour de leur quote-part respective en tenant compte de la date d'entrée en jouissance.

D'un commun accord entre les parties, L'ACQUEREUR a réglé ce jour au VENDEUR qui lui en donne quittance, **PAR la comptabilité de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes**, le prorata-temporis de la taxe foncière et de la taxe ordures ménagères éventuelle, le cas échéant arrêté sur le montant du dernier avis d'imposition connu à ce jour.

Calcul du prorata pour l'année en cours (**base 2021**) :

$$\frac{648 \text{ €} \times 226 \text{ jours}}{365 \text{ jours}} = \underline{\underline{401,23 \text{ €}}}$$

Pour les parties, ce règlement éteint définitivement cette créance quelle que soit la modification éventuelle à la hausse ou à la baisse de ces taxes pour l'année en cours.

== Il est toutefois rappelé à L'ACQUEREUR que le montant ci-dessus relaté de la taxe foncière peut varier, d'un redevable à un autre, selon le bénéfice ou non d'exonération partielle ou totale, temporaire ou de dégrèvements, attaché à chaque foyer fiscal.

-Concernant la TAXE D'HABITATION, si elle est exigible, elle sera acquittée et supportée définitivement par l'occupant au premier janvier de l'année en cours.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, en application de l'article 1593 du Code civil, **à l'exception du coût des diagnostics obligatoires qui reste à la charge du VENDEUR.**

REMISE DE TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

*La correspondance auprès du VENDEUR devra s'effectuer **en son siège social** ;

*La correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devra s'effectuer **à l'adresse du BIEN vendu** constituant son nouveau domicile aux termes de la loi.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU

***DROIT DE DISPOSER**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

***SITUATION HYPOTHECAIRE**

Il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré par le Service de la publicité foncière d'EVREUX (27000), le **31 mars 2022**, que **LE BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription hypothécaire ou autre sûreté réelle.**

= LE VENDEUR déclare, à ce sujet, que la situation hypothécaire résultant des renseignements susvisés est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

***LOGEMENT DECENT**

Le notaire soussigné avertit L'ACQUEREUR qu'aux termes des dispositions légales actuellement en vigueur, le logement dit « décent » se caractérise soit par une pièce principale d'au moins neuf mètres carrés et d'une hauteur sous plafond au moins égale à deux mètres vingt, soit un volume habitable de vingt mètres cubes au minimum. La pièce principale doit être dotée d'une ouverture à l'air libre, d'une cuisine ou d'un

coin cuisine, d'une douche ou d'une baignoire, d'un water-closet séparé.

Étant précisé que ces conditions sont obligatoires pour toute location, sauf une location saisonnière ou une mise à disposition gratuite. À défaut, le locataire pourra demander la mise en conformité du logement ou la révision du loyer auprès du Tribunal compétent.

***LOCATION OU OCCUPATION DU BIEN**

LE VENDEUR déclare :

- que LE BIEN vendu **est libre** de toute location ou occupation de personne ou d'objet, réquisition ou préavis de réquisition ;

- que LE BIEN était loué **à bail mixte professionnel et d'habitation** à Madame Agnès COURBOIS au cours de l'année 2013, laquelle a quitté les lieux de son propre chef en décembre 2013.

Par conséquent, aucun congé en vue de vendre n'a été notifié par lui, dans le cadre de l'article 15-II de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

***RAPPEL DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

Pour la bonne information de L'ACQUEREUR, LE VENDEUR déclare qu'il a été obtenu pour LE BIEN immobilier les autorisations administratives suivantes :

→ En ce qui concerne le changement de destination

LE VENDEUR déclare avoir déposé le **17 mars 2022** à la mairie de la commune de **MESNILS-SUR-ITON (27240 - Eure)** une déclaration préalable pour un changement de destination d'un local professionnel en maison d'habitation.

Ladite déclaration a été enregistrée en mairie le **17 mars 2022** sous la référence **DP 027 198 22 I0026**.

La Commune de MESNILS-SUR-ITON (27240) ne s'est pas opposée à ladite déclaration préalable dans le délai légal d'un mois qui lui était imparti ainsi qu'il résulte d'un **arrêté de non-opposition** à une déclaration préalable délivré par le Maire de la Commune de MESNILS-SUR-ITON, au nom de la commune de **MESNILS-SUR-ITON (27240)**, le **31 mars 2022**.

Demeurent ci-joints et annexés :

-La Déclaration préalable enregistrée sous le DP 027 198 22 I 0026 **datée du 16 mars 2022** ;

-Le Récépissé de dépôt de la déclaration préalable daté du **17 mars 2022**.

-L'accord de l'Architecte des Bâtiments de France daté du **19 mars 2022**.

-L'arrêté de non-opposition à une Déclaration Préalable daté du **31 mars 2022**.

LE VENDEUR ajoute que lesdits « travaux » ont été achevés le **16 mai 2022**, **ainsi qu'il résulte de** la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (D.A.A.C.T.) datée du **16 mai 2022** et déposée à la Mairie de **MESNILS-SUR-ITON**, le **16 mai 2022**.

Ladite Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (D.A.A.C.T.) **demeure ci-jointe et annexée**.

LE VENDEUR ajoute sous son entière responsabilité :

-qu'il a affiché le **1^{er} avril 2022** ledit arrêté de non-opposition sur LE BIEN vendu ;

-ne pas avoir reçu, **à ce jour**, de la Préfecture ou de la Sous-Préfecture, un recours gracieux ou contentieux exercé par cette autorité administrative **à l'encontre de l'arrêté de non-opposition à ladite déclaration préalable**, et que le préfet est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation conformément à l'article R. 600-1 du Code de l'urbanisme ;

-ne pas avoir reçu, **à ce jour**, d'un tiers une notification de recours gracieux ou contentieux **à l'encontre de l'arrêté de non-opposition à ladite déclaration préalable**, compte tenu que l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation conformément à l'article R. 600-1 du Code de l'urbanisme ;

-ne pas avoir reçu, **à ce jour**, de l'autorité compétente **qui a délivré la déclaration préalable** une notification d'exercice du droit de retrait par ladite autorité **pour illégalité de l'arrêté de non opposition à la déclaration préalable** qui peut être exercé dans un délai de **trois mois** commençant à courir à compter de la date de cette décision de non-opposition, le tout conformément à l'article L. 424-5 du Code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, lequel article est ci-après littéralement rapporté :

« La décision de non-opposition à une déclaration préalable ou le permis de construire ou d'aménager ou de démolir, tacite ou explicite, ne peuvent être retirés que s'ils sont illégaux et dans le délai de trois mois suivant la date de ces décisions. Passé ce délai, la décision de non-opposition et le permis ne peuvent être retirés que sur demande expresse de leur bénéficiaire.

La délivrance antérieure d'une autorisation d'urbanisme sur un terrain donné ne fait pas obstacle au dépôt par le même bénéficiaire de ladite autorisation d'une nouvelle demande d'autorisation visant le même terrain. Le dépôt de cette nouvelle demande d'autorisation ne nécessite pas d'obtenir le retrait de l'autorisation précédemment délivrée et n'empêche pas le retrait implicite de cette dernière. »

= L'ACQUEREUR reconnaît avoir reçu toutes explications du notaire soussigné sur les délais de recours des tiers et des autorités administratives à l'encontre de la décision de non-opposition à la déclaration préalable précitée.

L'ACQUEREUR déclare :

-avoir requis le notaire soussigné de poursuivre son instrumentation, **alors que les délais de recours et les délais du contrôle de légalité précités ne sont pas expirés**, voulant et entendant faire son affaire personnelle de la situation qui pourrait exister en cas de recours ou de retrait.

***ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE**

LE VENDEUR déclare :

-que la construction du BIEN vendu **a été achevée depuis plus de dix ans** ;

-qu'il n'a pas été réalisé sur LE BIEN vendu et qu'il n'a pas connaissance qu'il en ait été réalisé, au cours des dix dernières années, des ouvrages au sens des dispositions des articles 1792 et suivants du Code civil tel que notamment construction, surélévation ou addition d'éléments d'équipement faisant corps avec l'immeuble et entrant dans le champ d'application des dispositions des articles L.241-1 et L.242-1 du Code des assurances.

En conséquence, **il n'est pas soumis** aux obligations résultant des dispositions du Code des assurances relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

***CONTRAT D'AFFICHAGE**

LE VENDEUR déclare qu'il n'a consenti **aucun contrat d'affichage** pouvant grever à ce titre LE BIEN vendu.

***AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT**

LE VENDEUR déclare qu'il **n'a pas conclu** de convention avec l'agence nationale de l'habitat pour des travaux de réparation et d'amélioration sur LE BIEN vendu.

***PISCINE PRIVATIVE - DISPOSITIF DE SECURITE**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu **n'est pas équipé** d'une piscine de plein air enterrée, relevant des dispositions des articles L. 134-10 et D. 134-51 à D. 134-54 du Code de la construction et de l'habitation.

***VESTIGES ARCHEOLOGIQUES IMMOBILIERS**

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions de l'article L.541-1 du Code du patrimoine qui prévoit que par exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil, les vestiges archéologiques immobiliers éventuellement découverts dans son terrain seront présumés appartenir à l'État.

Cette présomption étatique de propriété ne peut être combattue que par un titre ou par la prescription.

***DETECTEUR DE FUMEE**

L'article R.142-2 du Code de la construction et de l'habitation prescrit d'équiper chaque logement, qu'il se situe dans une habitation individuelle ou dans une habitation collective, d'au moins un détecteur de fumée normalisé.

L'article R.142-3 du même Code précise que la responsabilité de l'installation du détecteur de fumée normalisé mentionné à l'article R.142-2 incombe au propriétaire et la responsabilité de son entretien incombe à l'occupant du logement.

Le détecteur de fumée doit être muni du marquage CE et être conforme à la norme européenne harmonisée NF EN 14604.

L'existence d'un tel dispositif doit être notifiée à l'assureur garantissant les dommages d'incendie.

Le défaut de notification à l'assureur pourrait engendrer un défaut de prise en charge de sinistre.

LE VENDEUR déclare, ce que L'ACQUEREUR aux présentes a pu constater de lui-même dès avant ce jour, que LE BIEN **n'est pas équipé de détecteur de fumée**.

***CHEMINEE**

LE VENDEUR déclare **qu'il existe une cheminée à foyer ouvert** dans LE BIEN vendu.

Il précise n'avoir jamais utilisé cette cheminée depuis son acquisition en 2001.

***CUVE A FUEL DOMESTIQUE**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu **est équipé d'une cuve à fuel domestique en état de fonctionnement et non enterrée**.

Il est par ailleurs précisé que le contenu de la cuve **est inclus dans le prix de la vente**.

À toutes fins utiles, et pour la parfaite information de L'ACQUEREUR, sont ici reproduits les articles 27, 28 et 29 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public :

« Article 27 - Il appartient à l'utilisateur de l'installation d'entretenir celle-ci de manière à éviter tout épandage de produit.

La cuvette de rétention doit être maintenue dans un état satisfaisant de manière à rester étanche et à garder sa contenance initiale (exemple d'objet ou de liquide réduisant sa capacité).

Tout réservoir ou canalisation en service dont le manque d'étanchéité est constaté doit être immédiatement réparé ou remplacé. Il convient de limiter au minimum la migration du produit en cas de pollution.

Article 28 - Tout abandon (définitif ou provisoire) d'un réservoir doit faire l'objet de dispositions conduisant à éviter tout risque de formation de vapeurs :

- vidange, dégazage et nettoyage ;*
- comblement du réservoir (le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir) ;*
- ou retrait de celui-ci.*

L'entreprise qui intervient dans ce cadre fournit un certificat à l'utilisateur garantissant la bonne exécution des opérations d'inertage citées ci-dessus.

Si l'abandon est consécutif à la modification de l'installation de chauffage, il appartient à l'entreprise intervenante de respecter ces dispositions.

Article 29 - Avant la remise en service d'un réservoir qui a fait l'objet de la procédure citée à l'article 28 ci-dessus, les opérations suivantes doivent être effectuées:

- nettoyage des parois intérieures si nécessaire ;*
- contrôle d'étanchéité ;*
- vérification de la conformité de l'installation au présent arrêté en l'absence du certificat défini à l'article 25 ci-dessus et remise d'un certificat de conformité le cas échéant ».*

LE VENDEUR déclare :

- n'avoir apporté aucune modification sur cette cuve ;
- qu'elle est en état fonctionnelle comme concourant à la production du chauffage ;
- qu'il n'a jamais été constaté de fuite de produits pétroliers et qu'il n'a jamais été porté à sa connaissance qu'il y en ait eu dans le passé ;
- qu'il n'a pas effectué de contrôle facultatif de cette cuve.

L'ACQUEREUR déclare, quant à lui, faire son affaire personnelle de la conformité de cette cuve au regard des dispositions de l'arrêté du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers.

***EOLIENNE**

LE VENDEUR déclare qu'**aucune éolienne domestique individuelle** n'est installée sur LE BIEN vendu.

***Panneaux solaires - photovoltaïques**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN **ne comporte pas** d'installation de

panneaux solaires et/ou photovoltaïques.

***PUITS ET FORAGES DOMESTIQUES**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN **ne comporte pas** de puits ni de forage domestiques.

***BORNAGE – CLOTURE**

LE VENDEUR déclare :

- que le bornage n'a pas été effectué pour les besoins de la présente vente ;
- que la surface du terrain est entièrement couverte par le bâtiment ;**
- que depuis que LE BIEN lui appartient aucun litige n'est survenu concernant les limites de celui-ci.

Le notaire soussigné rappelle que la contenance cadastrale et les limites du plan cadastral n'ont qu'une valeur indicative, le cadastre n'étant pas un document à caractère juridique mais fiscal, servant essentiellement au calcul de l'impôt.

La superficie réelle est obtenue à partir de mesures prises sur le terrain et entre limites réelles, c'est à dire avec les propriétaires riverains. Seules les limites et superficies réelles ainsi déterminées par un Géomètre-Expert sont garanties.

***INFORMATION RELATIVE AUX RISQUES LIES AUX LEGIONELLES DANS LES INSTALLATIONS DE CLIMATISATION ET DE REFROIDISSEMENT, BASSINS ET FONTAINES**

Le notaire soussigné rappelle que la légionellose est une infection provoquée par des bactéries du genre Legionella susceptibles de se trouver, notamment dans les installations sanitaires (douches, robinets...), les installations de climatisation et les dispositifs de refroidissement (tours aéroréfrigérantes, circuits de refroidissement industriel), les bassins et fontaines.

LE VENDEUR déclare qu'il n'existe dans LE BIEN vendu aucune tour aéroréfrigérante et qu'il n'existe à sa connaissance aucun cas de légionellose déclaré dans ledit BIEN.

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE (D.D.T.)

Conformément aux dispositions de l'article L.271-4. I du Code de la construction et de l'habitation, LE VENDEUR a fourni à L'ACQUEREUR, qui le reconnaît, un diagnostic technique comprenant les documents relatés ci-après.

Ces documents ont été établis par un technicien répondant aux critères de compétences prévus par la loi, ainsi qu'il résulte du certificat et/ou de l'attestation de compétences qui **demeure ci-joint et annexé**.

Demeurent également ci-joints et annexés les documents suivants :

- Attestation sur l'honneur du diagnostiqueur ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle du diagnostiqueur.

Les parties confirment que le prix de la présente vente a été fixé en prenant en considération les conclusions de ce diagnostic technique.

Préalablement, le notaire soussigné rappelle aux parties qu'il y a lieu de distinguer, parmi les diagnostics techniques immobiliers, ceux :

- exonérant LE VENDEUR de la garantie des vices cachés, savoir :

*le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la santé publique ;

*l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la santé publique ;

*l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 126-24 du Code de la construction et de l'habitation ;

*l'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-9 du Code de la construction et de l'habitation ;

*l'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la construction et de l'habitation ;

*le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L.1331-11-1 du Code de la santé publique ;

- garantissant au VENDEUR le prix demandé et la non-résolution du contrat, savoir :

*l'état des risques naturels et technologiques prévu au I de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ;

*lorsque LE BIEN est situé dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit des aéroports prévu à l'article L. 112-6 du code de l'urbanisme, un document comportant l'indication claire et précise de cette zone ainsi que les autres informations prévues au I de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

- et ceux n'ayant qu'une valeur purement informative, savoir :

*l'information sur la présence d'un risque de mэрule dans les zones prévues à l'article L.131-3 du Code de la construction et de l'habitation.

L'information porte sur des diagnostics relatifs au BIEN vendu lui-même et à ses équipements.

Du fait de la délivrance, **dès avant la signature de l'avant-contrat de vente qui a précédé la présente vente**, des différents diagnostics énumérés ci-après, et en complément de ce qui est indiqué au paragraphe « CHARGES ET CONDITIONS GENERALES », LE VENDEUR est exonéré de la garantie des vices cachés correspondante conformément aux dispositions du II de l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitation.

Le contenu du dossier relatif au BIEN vendu, **demeuré ci-joint et annexé**, est ci-après relaté :

Réglementation relative au saturnisme – Plomb

LE BIEN vendu ayant été construit **avant le 1^{er} janvier 1949** et étant destiné, en tout ou partie par L'ACQUEREUR, à un usage d'habitation **entre** dans le champ d'application des articles L.1334-5 et L.1334-6 du Code de la santé publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.1334-5 du Code de la santé publique, un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (C.R.E.P.) a été établi par la SAS BATICONTROL, dont le siège est à SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT (27180) 5, rue du Général de Gaulle, le **02 février 2022, après visite du même jour**, qui **demeure ci-joint et annexé**.

Les conclusions de ce constat sont notamment ci-après littéralement retranscrites par extrait :

« Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future. »

L'ACQUEREUR déclare avoir pris connaissance de ce diagnostic par la remise qui lui en a été faite par LE VENDEUR lors de la signature de l'avant-contrat.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir pris connaissance des recommandations figurant dans ce constat, rappelant l'intérêt de veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.

Son attention a été également attirée par le notaire soussigné sur les mesures de précaution préconisées par la notice d'information jointe à ce constat.

L'ACQUEREUR déclare vouloir faire son affaire personnelle de l'ensemble des frais et responsabilités liés au risque d'exposition au plomb sans aucun recours contre LE VENDEUR.

Réglementation relative à l'amiante

LE VENDEUR déclare :

- que LE BIEN vendu **entre** dans le champ d'application des articles L.1334-12-1 et suivants du Code de la santé publique et des articles R. 1334-14 et suivants du même Code ;

- qu'aux termes des recherches effectuées, conformément aux dispositions prévues par les articles L. 1334-13 et R. 1334-14 et suivants du Code de la santé publique, **il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante**, ainsi qu'il résulte d'un diagnostic établi par la SAS BATICONTROL, dont le siège est à SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT (27180), 5, rue du Général de Gaulle, **le 02 février 2022, après visite du même jour, qui demeure ci-joint et annexé.**

L'ACQUEREUR déclare avoir pris connaissance de ce diagnostic par la remise qui lui en a été faite par LE VENDEUR lors de la signature de l'avant-contrat.

L'ACQUEREUR déclare vouloir en faire son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, sans aucun recours contre LE VENDEUR.

Réglementation relative aux termites

LE BIEN vendu **n'est pas inclus** dans une zone délimitée par un arrêté préfectoral comme étant contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites à court terme, en application de l'article L. 131-3 du Code de la construction et de l'habitation.

Toutefois, le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR de l'obligation qui lui est faite pour lui et ses occupants, tant à titre onéreux qu'à titre gratuit, de déclarer à la Mairie le cas échéant la présence de termites dans l'immeuble, en application de l'article L.126-4 du Code de la construction et de l'habitation.

LE VENDEUR déclare qu'à ce jour :

-il n'a pas connaissance de la présence de tels insectes dans LE BIEN vendu ;
-il n'a pas reçu du Maire de la commune de la situation dudit BIEN une injonction de rechercher des termites ou de procéder à des travaux préventifs ou d'éradication ;

-il n'a pas effectué une telle déclaration à la Mairie.

En cas de conclusion d'un bail, de quelque nature qu'il soit, L'ACQUEREUR devenu bailleur devra indiquer à l'acte s'il a fait ou non une telle déclaration et dans la négative rappeler cette obligation à son locataire.

Le notaire soussigné informe enfin L'ACQUEREUR que le Maire peut enjoindre les propriétaires d'immeubles se trouvant dans certains secteurs délimités par le Conseil Municipal de procéder à des recherches ainsi qu'aux travaux préventifs d'éradication.

Réglementation relative à la mérule

L'ACQUEREUR confirme avoir été informé par le notaire soussigné que les champignons de type lignivores (mérule) sont des champignons qui peuvent s'infiltrer dans les murs, détruire de manière irrémédiable toutes les structures bois, et nécessitent un traitement lourd, onéreux et curatif.

À toutes fins utiles, le notaire soussigné a rappelé aux parties l'obligation incombant à l'occupant ou à défaut au propriétaire de l'immeuble de déclarer la présence de mérule en mairie, en application de l'article L.126-5 du Code de la construction et de l'habitation.

À ce sujet, LE VENDEUR déclare qu'à sa connaissance :

- aucun arrêté préfectoral, émis en vertu de l'article L.131-3 du Code de la construction et de l'habitation, pris sur proposition ou après consultation du conseil municipal du lieu de situation du BIEN vendu, n'a délimité des zones de présence d'un risque de mérule dans lesquelles LE BIEN vendu se trouverait ;
- LE BIEN vendu ne présente pas de traces de mérules ;
- il n'a réalisé aucun traitement antiparasitaire ;
- il n'a pas effectué de déclaration à la Mairie.

Etat de l'installation intérieure de gaz

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu **ne comporte aucune installation intérieure de gaz.**

En conséquence, la présente vente **n'entre pas** dans le champ d'application de l'article L.134-9 du Code de la construction et de l'habitation.

Diagnostic de Performance Energétique (D.P.E.)

LE BIEN vendu **entre** dans le champ d'application du Diagnostic de Performance Energétique visé à l'article L. 126-26 du Code de la construction et de l'habitation.

Un Diagnostic de Performance Energétique a été établi par la SAS BATICONTROL, dont le siège est à SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT (27180), 5, rue du Général de Gaulle, le **09 juin 2017, après visite du même jour, soit avant le 1er juillet 2021**, date de l'entrée en application de la nouvelle réglementation en matière de Diagnostic de Performance Energétique.

Ledit diagnostic **demeure ci-joint et annexé.**

Il en résulte notamment ce qui suit repris par extrait :

« DPE vierge ».

Selon l'article D. 126-19 du Code de la construction et de l'habitation créé en vertu du décret n°2021-872 du 30 juin 2021, et **applicable depuis le 1^{er} juillet 2021**,

le Diagnostic de Performance Energétique susvisé **est valide jusqu'au 31 décembre 2022**, comme ayant été réalisé **entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2017**.

Le notaire soussigné a averti les parties des conséquences :

- de l'utilisation d'un D.P.E. établi **avant le 1er juillet 2021**, lequel présente **un caractère simplement informatif** ;

- de la réforme du Diagnostic de Performance Energétique **entrée en vigueur le 1er juillet 2021**.

Cette réforme a d'une part modifié sa méthode de calcul pouvant conduire à la déchéance du BIEN dans une classe inférieure et d'autre part consacré l'opposabilité du D.P.E.

LE VENDEUR déclare que depuis l'établissement de ce diagnostic aucune modification du BIEN immobilier objet des présentes de nature à affecter la validité de ce diagnostic n'est, à sa connaissance, intervenue.

Informations complémentaires et avertissements :

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné que si la déchéance du BIEN **en classe E, F ou G** venait à intervenir suite à l'établissement d'un nouveau Diagnostic de Performance Energétique (D.P.E.), **ce nouveau classement aurait pour conséquence**, s'il envisage de mettre LE BIEN objet des présentes en location, savoir :

- que depuis le 1^{er} janvier 2022**, si la consommation énergétique primaire du BIEN est supérieure à 330 kilowattheures par mètre carré (étiquette F) et par an, l'acte de vente ou le contrat de location devra mentionner l'obligation de réaliser des travaux permettant de rendre cette consommation énergétique primaire inférieure ou égale à 330 kilowattheures par mètre carré et par an avant le 1er janvier 2028 ;

Puis, à compter du 1^{er} janvier 2028, dans ces mêmes actes, sera mentionné, le cas échéant, le non-respect par le vendeur ou le bailleur de l'obligation de réaliser ces travaux ;

- qu'à compter du 1^{er} janvier 2025**, si la consommation énergétique primaire du BIEN est supérieure à 450 kilowattheures par mètre carré et par an (étiquette G), **LE BIEN sera interdit à la location** ;

- qu'à compter du 1^{er} janvier 2028**, si la consommation énergétique primaire du BIEN est supérieure à 330 kilowattheures par mètre carré (étiquette F) et par an, **LE BIEN sera interdit à la location** ;

- qu'à compter du 1^{er} janvier 2034**, si la consommation énergétique primaire du BIEN est supérieure à 230 kilowattheures par mètre carré (étiquette E) et par an, **LE BIEN sera interdit à la location** ;

- une interdiction d'augmenter les loyers des logements classés en catégorie F et G** dans le cadre d'une nouvelle location ou d'un renouvellement de bail, que le logement soit en zone tendue ou non, à compter du 25 août 2022 conformément aux dispositions du décret n° 2020-1818 du 30 décembre 2020 ;

- de ne plus permettre au logement de satisfaire aux conditions de décence** compte tenu d'une consommation en énergie primaire supérieure à 450 kWh par mètre carré et par an, (article 3 bis du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 modifié par le décret n°2021-19 du 11 janvier 2021) et cela dès le 1^{er} janvier 2023.

Ces mesures **sont applicables** non seulement aux logements loués vides mais également aux logements loués en meublés à usage de résidence principale du locataire (article 25-3 al 2 de la loi du 6 juillet 1989) ou loués par le biais d'un bail à mobilité

réduite (article 25-12 al 3 de la loi du 6 juillet 1989).

= Les parties ont été informées de la possibilité de refaire un diagnostic au regard de la nouvelle réglementation **et déclarent maintenir leur volonté de se référer au Diagnostic de Performance Energétique (D.P.E.) réalisé avant ladite réforme**, malgré les explications et avertissements donnés.

Etat de l'installation intérieure d'électricité

LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu comporte **une installation intérieure d'électricité réalisée depuis plus de quinze (15) ans.**

En conséquence, conformément à l'article L.134-7 du Code de la construction et de l'habitation, il a été établi un diagnostic de cette installation par la SAS BATICONTROL, dont le siège est à SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT (27180), 5, rue du Général de Gaulle, **le 02 février 2022, après visite du même jour**, soit depuis moins de trois ans, révélant une ou plusieurs anomalies reprises par extrait, savoir :

« E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

(...)

☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

(...)

☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.

☒ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

☒ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.

☒ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

☒ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement. »

(...)

E.3. Les constatations diverses concernent :

☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés. »

Ledit diagnostic **demeure ci-joint et annexé.**

L'ACQUEREUR déclare vouloir faire son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, des prescriptions qu'il contient, renonçant à exercer de ce chef quelque recours que ce soit à l'encontre du VENDEUR.

Il est rappelé à L'ACQUEREUR qu'en cas d'accidents électriques consécutifs aux anomalies pouvant être révélées par l'état annexé, sa responsabilité pourrait être engagée tant civilement que pénalement, de la même façon que la compagnie d'assurances pourrait invoquer le défaut d'aléa afin de refuser de garantir le sinistre électrique.

D'une manière générale, le propriétaire au jour du sinistre est seul responsable

de l'état du système électrique.

Exposition au bruit

En application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme, lorsque des immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles **situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit** font l'objet de vente, un document informant de cette situation est communiqué au futur ACQUEREUR dans les conditions prévues au II de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

Selon l'article L. 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, lorsque LE BIEN vendu est situé dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit des aérodromes prévu à l'article L. 112-6 du Code de l'urbanisme, un document comportant l'indication claire et précise de cette zone ainsi que les autres informations prévues au I de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme est fourni par LE VENDEUR.

L'ACQUEREUR ne peut se prévaloir à l'encontre du VENDEUR des informations contenues dans ce document qui n'a qu'une valeur indicative.

En cas de manquement à l'obligation prévue au II de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme, L'ACQUEREUR peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix.

=À ce sujet, LE VENDEUR déclare que ledit BIEN **n'est pas situé dans l'une des zones de bruit** sus-définie ainsi qu'il résulte de la cartographie du Plan d'Exposition au Bruit faisant partie du dossier « NOTARISQUES » **ci-annexé et ci-après plus amplement relaté.**

Un état des nuisances sonores aériennes, **datant de moins de six mois, demeure ci-joint et annexé.**

INFORMATION DE L'ACQUEREUR EN CAS D'ANOMALIE

L'ACQUEREUR déclare ici avoir pris connaissance des anomalies révélées par les diagnostics techniques immobiliers obligatoires dont les rapports sont annexés, et il déclare avoir été informé par le notaire soussigné, préalablement à la signature des présentes, notamment :

- des conséquences de ces anomalies au regard du contrat d'assurance qui sera souscrit pour la couverture du BIEN immobilier en question ;
- de la nécessité, soit de faire effectuer par un professionnel compétent les travaux permettant de remédier à ces anomalies, soit de faire état auprès de la compagnie d'assurance qui assurera LE BIEN, du contenu et des conclusions desdits diagnostics ;
- qu'à défaut d'avoir, dans les formes et délais légaux, avisé la compagnie d'assurance préalablement à la signature du contrat d'assurance, il pourrait être fait application de l'article L.113-8 du Code des assurances ci-dessous reproduit, cet article prévoyant la nullité du contrat d'assurance en cas de sinistre.

Et qu'en conséquence, L'ACQUEREUR pourrait perdre tout droit à garantie et toute indemnité en cas de sinistre même sans lien avec les anomalies en question.

Reproduction de l'article L.113-8 du Code des assurances :

« Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L.132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou

de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie. »

INFORMATION DU NOUVEAU PROPRIETAIRE AU TITRE DES DIAGNOSTICS

Le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR que, dans l'hypothèse où il envisagerait de louer LE BIEN, il devra fournir au locataire le Dossier de Diagnostic Technique (D.D.T.) prévu par l'article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989 et les différents décrets subséquents.

Pour ce faire, il est rappelé que les diagnostics dressés à l'occasion des présentes peuvent valablement être utilisés pour la signature du bail d'habitation à condition qu'ils soient toujours en cours de validité au jour de la signature du bail.

ASSAINISSEMENT

La Commune du lieu de situation du BIEN immobilier vendu est pourvue d'un réseau d'assainissement collectif, et ledit BIEN est desservi par ledit réseau.

= À ce sujet, LE VENDEUR déclare, sous son entière responsabilité, que LE BIEN immobilier vendu **n'est pas raccordé individuellement** à ce réseau d'assainissement collectif.

À cet égard, LE VENDEUR déclare qu'un contrôle de conformité du dispositif d'assainissement autonome a été effectué par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de l'INTERCO NORMANDIE SUD EURE, dont le siège est à VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON (27130), Verneuil-sur-Avre, 84, Rue du Canon, **depuis plus de trois ans**, ainsi qu'il résulte du rapport édité le **1^{er} juin 2017, après visite du même jour**, et de son courrier d'accompagnement également daté du **1^{er} juin 2017, tous deux demeurés ci-joints et annexés**.

Il résulte notamment de ce diagnostic ce qui suit littéralement retranscrit par extrait :

« PROBLEMES CONSTATES SUR L'INSTALLATION

☑ ABSENCE D'INSTALLATION

☑ NON-RESPECT DE L'ARTICLE L 1331-1-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

➤ MISE EN DEMEURE DE REALISER UNE INSTALLATION CONFORME

➤ TRAVAUX DANS LES MEILLEURS DELAIS ».

LE VENDEUR précise que conformément aux dispositions de l'avant-contrat, **un nouveau contrôle de conformité du dispositif d'assainissement autonome a été effectué** par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de l'INTERCO NORMANDIE SUD EURE, dont le siège est à VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON (27130), Verneuil-sur-Avre, 84, Rue du Canon, depuis moins de trois ans, ainsi qu'il résulte du rapport édité le **16 février 2022, après visite du même jour**, et

de son courrier d'accompagnement également daté du **16 février 2022**, tous deux **demeurés ci-joints et annexés**.

Il résulte notamment de ce nouveau diagnostic, qui a été notifié à chaque ACQUEREUR au titre de l'ouverture du délai de rétractation de l'article L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ce qui suit littéralement retranscrit par extrait :

« PROBLEMES CONSTATES SUR L'INSTALLATION

☒ **ABSENCE D'INSTALLATION**

☒ **DEFAUT DE SECURITE SANITAIRE** (*contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes*)

☒ **NON-RESPECT DE L'ARTICLE L 1331-1-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**

➤ **MISE EN DEMEURE DE REALISER UNE INSTALLATION CONFORME**

➤ **TRAVAUX DANS LES MEILLEURS DELAIS** ».

== L'ACQUEREUR, dûment informé de cette situation dès avant ce jour, déclare faire son affaire personnelle, **à ses frais exclusifs**, des prescriptions s'imposant à lui dans le cadre de la mise aux normes de l'assainissement, sans recours contre LE VENDEUR.

LE VENDEUR, ayant rempli son obligation, L'ACQUEREUR exonère ledit VENDEUR de toute garantie des vices cachés à ce sujet.

L'ACQUEREUR a pris bonne note qu'il devra faire procéder aux travaux de mise en conformité dans le délai d'un an à compter du jour de la signature de l'acte authentique de vente, par application de l'article L.271-4 II du Code de la construction et de l'habitation, le tout sans préjudice des obligations et informations qui suivent.

=> Compte tenu de l'existence d'un réseau d'assainissement collectif passant devant LE BIEN vendu, le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR de ce qui suit:

-que le Code de la santé publique, dans ses articles L. 1331-1 et suivants, prévoit que le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, **est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte** ;

-que faute par le propriétaire de respecter les obligations de raccordement, la Commune peut, **après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables** (article L.1331-6 du Code de la santé publique) ;

-que tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 du Code de la santé publique, par application des articles L. 1331-1 et L.1331-8 du code de la santé publique, **il est astreint au paiement d'une somme** au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de **400 %**.

Cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues

aux mêmes articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 sont satisfaites dans **un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité** (article 1331-8 du Code de la santé publique).

-que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont **à la charge exclusive des propriétaires** et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement. La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

-que dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire (article L.1331-5 du Code de la santé publique).

= L'ACQUEREUR déclare faire son affaire personnelle, à ses frais, des prescriptions qui vont s'imposer à lui ultérieurement en vertu des articles précités.

À ce sujet, LE VENDEUR précise avoir reçu le 12 novembre 2020 un devis du Syndicat d'Eau Potable et d'Assainissement Collectif du Sud de l'Eure (SEPASE) concernant le raccordement au réseau d'assainissement collectif qui **demeure ci-joint et annexé.**

L'ACQUEREUR déclare en avoir eu une parfaite connaissance, dès avant la signature de l'avant-contrat, et vouloir en faire son affaire personnelle sans aucun recours contre LE VENDEUR.

L'ACQUEREUR précise avoir également approuvé un nouveau devis établi à BRETEUIL, le 06 avril 2022 par le Syndicat d'Eau Potable et d'Assainissement Collectif du Sud de l'Eure (SEPASE) concernant le raccordement au réseau d'assainissement collectif, lequel demeure ci-joint et annexé.

= Il est par ailleurs précisé que l'absence d'assainissement et l'absence de raccordement au réseau d'assainissement collectif et les obligations qui s'ensuivent ont été des éléments pris en compte dans la détermination du prix entre les parties.

DECLARATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

Exploitation minière

Conformément aux dispositions de l'article L.154-2 du Code minier, LE VENDEUR déclare, en l'état actuel de ses connaissances, **qu'aucune mine n'a été exploitée dans le tréfonds du BIEN vendu.**

Exploitation industrielle

Conformément à l'article L.514-20 du Code de l'environnement, LE VENDEUR déclare que sur LE BIEN vendu, à sa connaissance, et depuis qu'il en est propriétaire, **aucune installation** (usine, ateliers, dépôts, chantiers présentant des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la salubrité publiques soit pour l'agriculture soit pour la protection de la nature et de l'environnement soit pour la conservation des sites et des monuments) **soumise à autorisation n'a été exploitée.**

Consultation de bases de données environnementales

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- 1°) La consultation de la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de services) ;
- 2°) La consultation de la base de données BASOL (Base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) ;
- 3°) La consultation de la base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du Ministère compétent.

Un exemplaire de chacune de ces consultations **demeure ci-joint et annexé** comme faisant partie du dossier « NOTARISQUES » ci-après visé.

Risques naturels, miniers et technologiques

LE VENDEUR déclare, au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire de la commune, que **la commune sur laquelle est situé LE BIEN vendu n'est pas concernée par un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques.**

Zone de sismicité

LE BIEN vendu se situe en zone de sismicité **TRES FAIBLE (zone n°1).**

= Une cartographie du zonage sismique de la France **demeure ci-jointe et annexée**, comme faisant partie du dossier « NOTARISQUES » ci-après visé.

Zone de radon

Une ordonnance n°2016-128 du 10 février 2016 mentionne l'obligation pour LE VENDEUR d'indiquer le risque d'exposition au radon dans l'état des risques naturels, miniers et technologiques à compter du 1^{er} juillet 2017.

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches, qui peut s'accumuler dans les espaces clos. Le radon est classé comme cancérigène.

L'activité volumique du radon (ou concentration de radon) à l'intérieur des habitations s'exprime en becquerel par mètre cube (Bq/m3).

LE BIEN vendu se trouve dans une zone à potentiel radon de catégorie faible (catégorie 1) et n'est donc pas concerné par cette réglementation.

= Une carte du potentiel radon des formations géologiques **demeure ci-jointe et annexée**, comme faisant partie du dossier « NOTARISQUES » ci-après visé.

Catastrophe naturelle ou technologique

En application de l'article L.125-5 IV du Code de l'environnement, LE VENDEUR déclare **qu'aucun sinistre** ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance suite à un arrêté de catastrophe naturelle ou technologique (article L.125-2 ou article L.128-2 du Code des assurances) **n'est survenu** depuis qu'il est propriétaire du BIEN immobilier vendu ou dont il aurait été informé par le ou les précédents propriétaires.

Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions, datant de **moins de six mois**, **demeure ci-**

joint et annexé.

NOTARISQUES

Les pièces ci-dessus énoncées et notamment celles qui suivent, savoir :

- Base de données BASIAS,
- Base de données BASOL,
- Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du Ministère compétent,
- Cartographie indiquant le zonage réglementaire sur la sismicité,
- Carte du potentiel radon des formations géologiques,
- Etat des risques et pollutions et ses annexes,
- Dossier d'information « GEORISQUES »,
- Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit,
- Etat des nuisances sonores aériennes,

Demeurent toutes intégrées au dossier « NOTARISQUES » téléchargé et édité le **25 février 2022** sur le site <https://www.nota-risques-urba.fr>, lequel dossier **demeure ci-joint et annexé.**

LE VENDEUR informe en outre L'ACQUEREUR :

Cavités souterraines : qu'il n'a jamais eu connaissance de l'existence d'une cavité ou d'une carrière souterraine et notamment de l'existence de marnière sous LE BIEN vendu objet des présentes et qu'aucune ne s'est révélée à lui depuis qu'il en est propriétaire.

Demeure ci-jointe et annexée une cartographie extraite de l'atlas des cavités souterraines dans l'EURE en date d'impression du **14 mai 2022**.

Il résulte de la consultation de cette carte **qu'il n'existe aucune carrière ou cavité souterraine sous LE BIEN vendu.**

= Étant ici précisé qu'il s'agit d'un recensement non exhaustif des indices de cavités souterraines et mouvements de terrain et que les cavités souterraines ne sont pas toutes localisées dans le département de l'EURE et que les conséquences résultant de l'effondrement de celles-ci sont imputables au propriétaire du sol à ce moment-là.

Inondation : que depuis qu'il en est propriétaire LE BIEN vendu **n'a jamais fait l'objet d'inondation.**

URBANISME

ENONCIATION DES DOCUMENTS OBTENUS :

1°) CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

Le Notaire soussigné a donné lecture à L'ACQUEREUR, qui le reconnaît, d'un Certificat d'Urbanisme d'information de l'article **L. 410-1 a) du Code de l'urbanisme** portant le numéro **CUa 027 198 22 I0044** délivré par la Commune de **MESNILS-SUR-ITON (27240 Eure)**, le **15 mars 2022**, qui **demeure ci-joint et annexé**, demandé en vue de connaître les dispositions d'urbanisme générales s'appliquant au BIEN objet de la vente.

Il résulte notamment de ce certificat d'urbanisme ce qui suit littéralement

retranscrit par extrait :

« Article 1 »

(...)

Le terrain est situé dans une commune régie par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

art. L.111-6 et L.111-7, art. L.111-9 et L.111-10, art. R.111-2, R.111-4, R.111-20 à R.111-27.

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes.

-AC.1 : Servitude de protection des monuments historiques classés.

Pour information :

La parcelle est située dans une zone de présomption de prescription archéologique.

La parcelle est située dans le lit majeur de l'Iton.

Pour les informations concernant les risques, le pétitionnaire est invité à consulter le site internet suivant : www.georisques.gouv.fr ».

L'ACQUEREUR :

-s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées en ce document prévu par le Code de l'urbanisme mais **au caractère purement informatif** ;

-déclare en avoir parfaitement connaissance tant par la lecture qu'il en a faite, que par les explications du Notaire soussigné, sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations ;

-reconnaît que le notaire soussigné lui a expliqué que ce certificat d'urbanisme d'information ne répond en aucun cas à la constructibilité ou non du BIEN objet de la vente et qu'il est différent du Certificat d'urbanisme opérationnel de l'article L.410-1 b) du Code de l'urbanisme qui est, pour ce dernier, demandé et délivré en vue de savoir si le terrain est constructible ;

-déclare qu'il n'a jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme opérationnel de l'article L.410-1 b) du Code de l'urbanisme et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, une condition des présentes.

2°) NOTE D'INFORMATIONS COMMUNALES

Une Note d'Informations Communales concernant LE BIEN vendu, délivrée par le Maire de la Commune de **MESNILS-SUR-ITON (27240) le 15 mars 2022**, demeure ci-jointe et annexée.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir pris connaissance de cette note d'informations communales **purement informative** délivrée par la Commune du lieu de situation du BIEN vendu, avant la signature de cet acte, tant par la lecture qu'il en a faite, que par les explications du Notaire soussigné sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations.

3°) ALIGNEMENT

Il résulte d'un courrier délivré par le Maire de la commune de **MESNILS-SUR-ITON (27240) le 15 mars 2022** que LE BIEN vendu ne fait pas l'objet d'un

arrêté d'alignement et que l'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par l'alignement de fait.

Ledit courrier **demeure ci-joint et annexé.**

SERVITUDES DE PROTECTION DES ABORDS D'UN MONUMENT HISTORIQUE

LE BIEN immobilier vendu étant situé dans un rayon de 500 mètres ou dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques, le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR des obligations résultant des articles L. 621-30 et suivants du Code du patrimoine sur les monuments historiques et notamment de l'obligation d'obtenir une autorisation préalable pour tout projet susceptible de modifier l'aspect extérieur de l'immeuble.

DROITS DE PRÉEMPTION

1°) DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

La présente vente **ne donne pas** ouverture au droit de préemption résultant des articles L. 211-1 et L. 213-1 du Code de l'urbanisme, LE BIEN immobilier vendu **n'entrant pas** dans le champ d'application de ce droit ou n'étant pas inclus dans une zone à l'intérieur de laquelle un droit de préemption urbain a été institué.

2°) DROIT DE PRÉEMPTION DE LA S.A.F.E.R.

La présente vente **ne donne pas** ouverture au droit de préemption institué par l'article L.143-1 du Code rural et de la pêche maritime au profit des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural.

En effet, LE BIEN vendu **est situé en dehors de la zone de préemption** de la S.A.F.E.R de NORMANDIE, territorialement compétente.

De plus, LE VENDEUR déclare que LE BIEN vendu :

- n'a aucun usage agricole, ni aucune vocation agricole ;
- ne fait pas partie d'une exploitation agricole ;
- n'a pas été utilisé pour l'exercice d'une activité agricole au cours des cinq dernières années qui précèdent ;
- est strictement à usage d'habitation.**

RECONSTRUCTION APRES SINISTRE

Il a été institué par la loi SRU, un droit de reconstruire à l'identique tout bâtiment détruit par sinistre, aux termes d'une disposition codifiée, sous l'article L.111-15 du Code de l'urbanisme, dont les termes sont ci-après littéralement retranscrits :

« Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement. »

Bien que le principe du « droit à reconstruire à l'identique » soit consacré par le législateur, le notaire soussigné a précisé à L'ACQUEREUR :

1°) que, pour être « régulièrement édifié », le bâtiment détruit ou démoli doit avoir été édifié en vertu, soit :

- d'un permis de construire légalement délivré ;

- ou d'un permis de construire illégalement délivré mais qui est devenu définitif car n'ayant fait l'objet dans les délais et selon les modalités prescrits, ni d'une annulation contentieuse, ni d'une mesure de retrait ;

- ou, sans permis, mais à une époque où un permis de construire n'était pas exigible.

En outre, l'immeuble bâti ayant fait l'objet d'un permis de construire, devra avoir bénéficié d'un certificat de conformité.

2°) et que la reconstruction à l'identique après sinistre nécessite l'obtention d'un nouveau permis de construire, qui peut être refusé au regard des contraintes imposées par le pouvoir réglementaire lors de l'élaboration de la carte communale, du Plan Local d'Urbanisme ou du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune dans laquelle le bâtiment doit être reconstruit.

L'ACQUEREUR déclare être parfaitement informé des modalités d'exercice de ce principe spécial du droit positif, et en connaître ses limites pouvant être instaurées dans les documents d'urbanisme locaux.

ORIGINE DE PROPRIETE

LE BIEN immobilier objet des présentes appartient, en totalité et en pleine propriété, à la Société Civile Immobilière dénommée « BORD DE L'EAU » par suite de l'acquisition faite de :

Monsieur Joël André René Mary THIBAUT, agriculteur, et Madame Brigitte René Odile RICHARD, kinésithérapeute, son épouse, demeurant ensemble à CINTRAY (27160 Eure), Le Vieux Château.

Nés, savoir :

Le mari à LAMBLORE (Eure-et-Loir), le 1^{er} août 1952,

L'épouse à CINTRAY (Eure), le 2 juillet 1953.

Soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de CINTRAY (27160 Eure), le 3 novembre 1973. Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.

Tous deux de nationalité française.

Suivant acte reçu par Maître Christophe BARRANDON, Notaire à DAMVILLE (27240 Eure), le 3 octobre 2001.

Cette acquisition a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de CINQUANTE TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE SEPT EUROS ET SEIZE CENTIMES (53.357,16 €) qui a été payé comptant et quittancé audit acte.

Dans cet acte, il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au Bureau des hypothèques d'EVREUX (27000 Eure), le 26 novembre 2001, volume 2001 P, numéro 7441.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

LE BIEN immobilier objet des présentes dépendait de la communauté existant entre Monsieur Joël THIBAUT et Madame Brigitte RICHARD, son épouse, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite, au cours de leur communauté, de :

-Madame Jeannine Renée Jacqueline NEVEU, infirmière, demeurant à

CHECY (Loiret), 2 rue de la Vallée, veuve en premières noces de Monsieur Marius Arthur GUILLEMAIN.

Né à DAMVILLE (Eure) le 30 mars 1923.

-Monsieur Jacques René NEVEU, garagiste, demeurant à DAMVILLE (Eure) rue de Breteuil, époux de Madame Maria Albertine Joséphine APPELMANS.

Né à DAMVILLE (Eure) le 04 juillet 1929.

Marié sous le régime légal ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de CHAVIGNY-BAILLEUL (Eure) le 17 septembre 1952.

Suivant acte reçu par Maître Pierre BAÏSSAS, Notaire à DAMVILLE (Eure), le 26 avril 1980.

Cette acquisition a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT SOIXANTE CINQ MILLE FRANCS (165.000,00 Francs) qui a été payé comptant et quittancé audit acte.

Le prix a été payé en partie au moyen d'un prêt d'un montant de CENT TRENTE-DEUX MILLE FRANCS (132 000,00 Francs) qui a été consenti à l'acquéreur par la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE. En garantie de ce prêt, il a été inscrit une hypothèque conventionnelle au Bureau des hypothèques d'EVREUX (Eure), le 19 mai 1980, Volume 2782, Numéro 122, avec effet jusqu'au 26 avril 1997.

Ladite inscription est périmée, n'ayant pas fait l'objet d'un renouvellement.

Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au Bureau des hypothèques d'EVREUX (27000 Eure), le 19 mai 1980, volume 10357, numéro 8.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière du ressort du BIEN vendu, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN vendu est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

Les parties sont informées que le système de transmission informatique des données télé@ctes impose, aux fins de publicité foncière, l'envoi aux services de publicité foncière de données à caractère personnel.

Ces informations ne seront pas transférées à des tiers autres que les partenaires habilités du notariat.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs

nécessaires à tout clerc de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance notamment avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

Les parties autorisent en conséquence le mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte de plusieurs parties au contrat.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties, souhaitant expressément que le présent contrat de vente ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX - ORIGINE DES FONDS

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le Notaire soussigné des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier.

L'ACQUEREUR déclare financer la totalité du prix d'acquisition et des frais d'acquisition au moyen de ses deniers personnels résultant de ses économies.

Chaque partie en ce qui la concerne déclare que les opérations résultant des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L. 561-16 premier alinéa).

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du

6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MEDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige pouvant résulter soit du contenu du présent acte soit même de sa validité, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur.

En conséquence, elles s'engagent, d'ores et déjà, à rechercher une solution amiable en cas de différend et à soumettre celui-ci à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <https://mediation.notaires.fr>.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

- les établissements financiers concernés,

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégué, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les

concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit Code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

En ce qui concerne la société dénommée « **BORD DE L'EAU** » au vu d'un extrait K-bis de son inscription au Registre du commerce et des sociétés.

CASIER JUDICIAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.551-1 du Code de la construction et de l'habitation, le notaire soussigné a procédé à la consultation du casier judiciaire de L'ACQUEREUR.

Il en résulte que Madame **DUDEMAINE** Daphné et Madame **LUCEAU** Naya n'ont fait l'objet d'aucune condamnation définitive à la peine d'interdiction d'acheter mentionnée au I de l'article L.551-1 susvisé.

Les documents délivrés sur cette consultation **demeurent ci-joints et annexés.**

CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

Toutes les annexes susrelatées ont été portées à la connaissance des parties.

L'acte étant reçu en la forme électronique, la signature du notaire en fin d'acte confère aux annexes le caractère authentique, lesquelles font partie intégrante de la minute.

AUTORISATION DE REMISE DE PIECES ET DOCUMENTS

Les parties autorisent le notaire soussigné à remettre à L'ACQUEREUR, qui accepte, les originaux et/ou copies de toutes pièces et documents figurant de manière dématérialisée en annexe du présent acte établi sur support électronique, à l'exclusion de toute procuration et de toute notification ; considérant que le présent acte contient l'intégralité des conventions et pièces auxquelles elles ont entendu donner le caractère

d'authenticité.

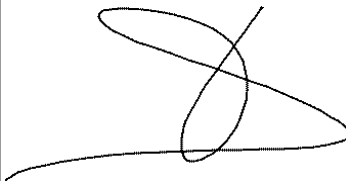
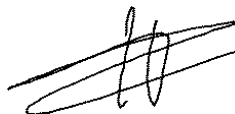
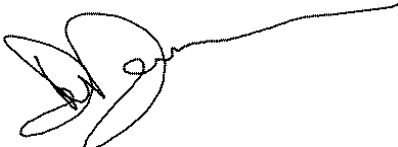

DONT ACTE

Sans renvoi.

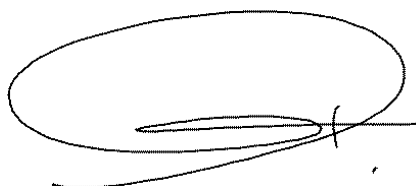
Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an indiqués en tête des présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Recueil de signatures par Maître Christophe BARRANDON

<p>Mme Brigitte RICHARD, représentante de SCI BORD DE L'EAU A signé A l'office Le 19 mai 2022</p>	
<p>M. Joël THIBAUT, représentant de SCI BORD DE L'EAU A signé A l'office Le 19 mai 2022</p>	
<p>Mme Daphné Déborah Annabelle DUDEMAINE A signé A l'office Le 19 mai 2022</p>	
<p>Mme Naya Josy LUCEAU A signé A l'office Le 19 mai 2022</p>	

et le notaire Me BARRANDON
Christophe
A signé
A l'office
L'AN DEUX MILLE
VINGT-DEUX
LE DIX-NEUF MAI

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and a small vertical stroke.

Commune :
MESNILS-SUR-ITON

Section : AB
Feuille : 000 AB 01

Échelle d'origine : 1/ 1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 17/05/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

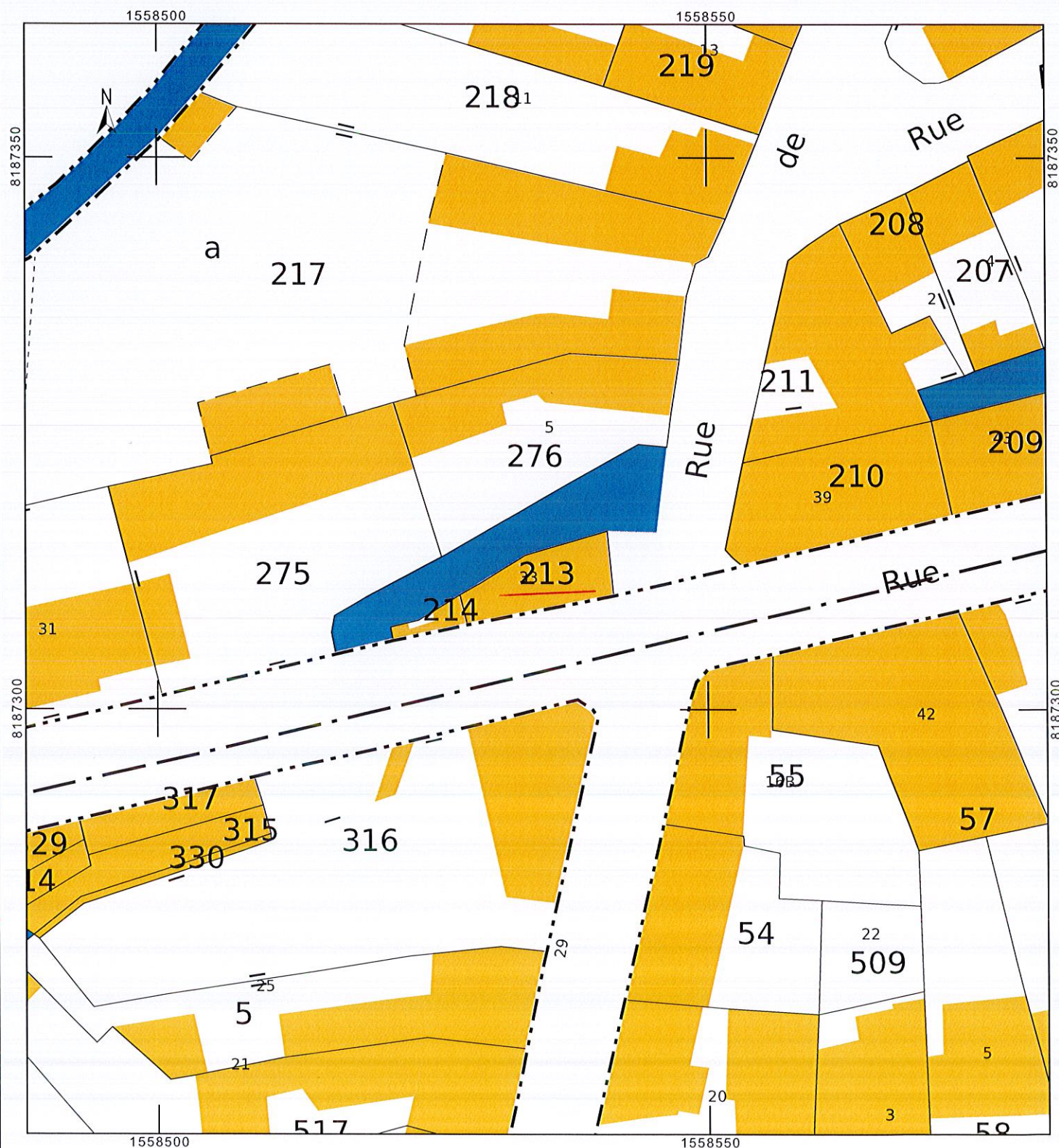
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DE L'EURE
Centre des Finances publiques PLACE
DE LA DEMI LUNE 27405
27405 LOUVIERS CEDEX
tél. 02-32-25-71-13 -fax
ptgc.270.louviers@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Chère Madame,

Pour faire suite à l'avant contrat de vente régularisé par mon intermédiaire le **3 mars 2022**, concernant l'acquisition d'un immeuble situé à : **MESNILS SUR ITON (Eure 27240), 33, rue de Breteuil - Damville.**

Selon vos déclarations et en votre qualité de non-professionnel, j'ai l'honneur de vous notifier avec ce courrier recommandé avec accusé de réception, **la copie de l'avant-contrat signé à votre profit ainsi que l'intégralité de ses annexes, conformément aux dispositions du 1er aliéna de l'article L271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.**

En effet, je vous rappelle que conformément à ce que nous avons vu ensemble lors de la signature de l'avant contrat, vous disposez d'un délai de **dix jours** pour user de la faculté qui vous est accordée par la loi, de vous rétracter sans avoir à fournir un quelconque motif.

Cette faculté de rétractation doit être impérativement exercée par vos soins soit par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes (tel que exploit d'huissier, remise en main propre), le tout adressé en mon étude en vertu de la disposition conventionnelle contenue dans l'avant contrat, avant un délai qui expire à la fin du dixième jour du lendemain de la première présentation de la présente lettre.

Le délai de dix jours est un délai utile et en conséquence, si le dernier jour tombe un dimanche, un jour férié ou clôturé, il sera automatiquement prorogé de manière à terminer sur un jour utile.

En cas de rétractation de votre part exercée, conformément aux règles ci-dessus et dans le délai légal, l'avant contrat sera caduc et ne pourra recevoir aucune exécution même partielle.

En outre, l'acompte et les frais de l'avant contrat et éventuellement l'avance sur frais d'acquisition vous seront adressés dans les meilleurs délais.

Je vous souhaite bonne réception des présentes et reste à votre entière disposition pour toute explication utile à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Chère Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Ci-dessous copies des articles L. 271- 1 et L. 271-2 du Code de la construction et de l'habitation reproduit intégralement.

***Article L.271-1 modifié par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 :**

«Pour tout acte ayant pour objet la construction ou l'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation ou la vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière, l'acquéreur non professionnel peut se rétracter dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre lui notifiant l'acte.

Cet acte est notifié à l'acquéreur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes pour la détermination de la date de réception ou de remise. La faculté de rétractation est exercée dans ces mêmes formes.

Lorsque l'acte est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, cet acte peut être remis directement au bénéficiaire du droit de rétractation. Dans ce cas, le délai de rétractation court à compter du lendemain de la remise de l'acte, qui doit être attestée

AR24

PREUVE DE RÉCEPTION

D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION

AR19130540-7cc2c77b8239675fcf714e014f749125b239c984a864de9e663fd95c8c0537b5



INFORMATIONS EXPÉDITEUR

sonia.hamoudi.27010@notaires.fr
HAMOUDI Sonia
Place de la Gare
27240 MESNILS SUR ITON

Informations complémentaires :
BARRANDON CHRISTOPHE Sonia HAM...

DESTINATAIRE

Daphné DUDEMAINE
daphne.dudemaine@gmail.com
Statut : particulier
Réf. dossier : Vente SCI DU BORD DE
L'EAU/DUDEMAINE et LUCEAU n°9329

DATE ET HEURE DE RÉCEPTION

04/03/2022
19:02:07 CET (Central European Time)

MOYEN D'AUTHENTIFICATION

OTP-11469671-B9PISEFTLRYHY1E86B4I
Statut du compte : particulier

AR24 SAS

RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-Sur-Seine

PIÈCES JOINTES

- compromis sci du bord de l'eau.pdf (21.43 MB)
- annexes sci du bord de l'eau.pdf (47.08 MB)

DATE D'ENVOI ET DE 1ÈRE PRÉSENTATION

04/03/2022
15:00:03 CET (Central European Time)

RCS CRETEIL - 809 480 122

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

AR24

PREUVE DE DÉPÔT ET D'ENVOI D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION

EV19130540-7cc2c77b8239675fcf714e014f749125b239c984a864de9e663fd95c8c0537b5



INFORMATIONS EXPÉDITEUR

sonia.hamoudi.27010@notaires.fr
HAMOUDI Sonia
Place de la Gare
27240 MESNILS SUR ITON

Informations complémentaires :
BARRANDON CHRISTOPHE Sonia HAM...

DESTINATAIRE

Daphné DUDEMAINE
daphne.dudemaine@gmail.com
Statut : particulier
Réf. dossier : Vente SCI DU BORD DE
L'EAU/DUDEMAINE et LUCEAU n°9329

DATE D'ENVOI ET DE 1ÈRE PRÉSENTATION

04/03/2022
15:00:03 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES

- compromis sci du bord de l'eau.pdf (21.43 MB)
- annexes sci du bord de l'eau.pdf (47.08 MB)

AR24 SAS

RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-Sur-Seine

RCS CRETEIL - 809 480 122

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

Chère Madame,

Pour faire suite à l'avant contrat de vente régularisé par mon intermédiaire le **3 mars 2022**, concernant l'acquisition d'un immeuble situé à : **MESNILS SUR ITON (Eure 27240), 33, rue de Breteuil - Damville.**

Selon vos déclarations et en votre qualité de non-professionnel, j'ai l'honneur de vous notifier avec ce courrier recommandé avec accusé de réception, **la copie de l'avant-contrat signé à votre profit ainsi que l'intégralité de ses annexes, conformément aux dispositions du 1er aliéna de l'article L271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.**

En effet, je vous rappelle que conformément à ce que nous avons vu ensemble lors de la signature de l'avant contrat, vous disposez d'un délai de **dix jours** pour user de la faculté qui vous est accordée par la loi, de vous rétracter sans avoir à fournir un quelconque motif.

Cette faculté de rétractation doit être impérativement exercée par vos soins soit par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes (tel que exploit d'huissier, remise en main propre), le tout adressé en mon étude en vertu de la disposition conventionnelle contenue dans l'avant contrat, avant un délai qui expire à la fin du dixième jour du lendemain de la première présentation de la présente lettre.

Le délai de dix jours est un délai utile et en conséquence, si le dernier jour tombe un dimanche, un jour férié ou clôturé, il sera automatiquement prorogé de manière à terminer sur un jour utile.

En cas de rétractation de votre part exercée, conformément aux règles ci-dessus et dans le délai légal, l'avant contrat sera caduc et ne pourra recevoir aucune exécution même partielle.

En outre, l'acompte et les frais de l'avant contrat et éventuellement l'avance sur frais d'acquisition vous seront adressés dans les meilleurs délais.

Je vous souhaite bonne réception des présentes et reste à votre entière disposition pour toute explication utile à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Chère Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Ci-dessous copies des articles L. 271- 1 et L. 271-2 du Code de la construction et de l'habitation reproduit intégralement.

***Article L.271-1 modifié par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 :**

«Pour tout acte ayant pour objet la construction ou l'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation ou la vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière, l'acquéreur non professionnel peut se rétracter dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre lui notifiant l'acte.

Cet acte est notifié à l'acquéreur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes pour la détermination de la date de réception ou de remise. La faculté de rétractation est exercée dans ces mêmes formes.

Lorsque l'acte est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, cet acte peut être remis directement au bénéficiaire du droit de rétractation. Dans ce cas, le délai de rétractation court à compter du lendemain de la remise de l'acte, qui doit être attestée

AR24

PREUVE DE RÉCEPTION

D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION

AR19131749-7cc2c77b8239675fcf714e014f749125b239c984a864de9e663fd95c8c0537b5



INFORMATIONS EXPÉDITEUR

sonia.hamoudi.27010@notaires.fr
HAMOUDI Sonia
Place de la Gare
27240 MESNILS SUR ITON

Informations complémentaires :
BARRANDON CHRISTOPHE Sonia HAM...

DESTINATAIRE

Naya Luceau
yana147@gmail.com
Statut : particulier
Réf. dossier : Vente SCI DU BORD DE
L'EAU/DUDEMAINE et LUCEAU n°9329

DATE ET HEURE DE RÉCEPTION

04/03/2022
15:24:08 CET (Central European Time)

MOYEN D'AUTHENTIFICATION

OTP-11461934-7XQRWVIJ2Z5WRNZ98RSS
Statut du compte : particulier

AR24 SAS

RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-Sur-Seine

PIÈCES JOINTES

- compromis sci du bord de l'eau.pdf (21.43 MB)
- annexes sci du bord de l'eau.pdf (47.08 MB)

DATE D'ENVOI ET DE 1ÈRE PRÉSENTATION

04/03/2022
15:15:16 CET (Central European Time)

RCS CRETEIL - 809 480 122

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

AR24

PREUVE DE DÉPÔT ET D'ENVOI D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION

EV19131749-7cc2c77b8239675fcf714e014f749125b239c984a864de9e663fd95c8c0537b5



INFORMATIONS EXPÉDITEUR

sonia.hamoudi.27010@notaires.fr
HAMOUDI Sonia
Place de la Gare
27240 MESNILS SUR ITON

Informations complémentaires :
BARRANDON CHRISTOPHE Sonia HAM...

DESTINATAIRE

Naya Luceau
yana147@gmail.com
Statut : particulier
Réf. dossier : Vente SCI DU BORD DE
L'EAU/DUDEMAINE et LUCEAU n°9329

DATE D'ENVOI ET DE 1ÈRE PRÉSENTATION

04/03/2022
15:15:16 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES

- compromis sci du bord de l'eau.pdf (21.43 MB)
- annexes sci du bord de l'eau.pdf (47.08 MB)

AR24 SAS

RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-Sur-Seine

RCS CRETEIL - 809 480 122

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande :

Déposée le :

Références du dossier :

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Identité¹ : Maître Christophe BARRANDON, Notaire (27010)

Adresse : Place de la Gare, Damville

2 7 2 4 0 MESNILS SUR ITON

Courriel² : office27010.damville@notaires.fr

Téléphone : 0232345008

À MESNILS SUR ITON, le 25/03/2023

Signature (obligatoire) :

Demande de renseignements
pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de
publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels
les renseignements sont demandés.(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des
demandes de renseignements hypothécaires et d'information
sur les tarifs).

Vente SCI BORD DE L'EAU / DUDEMAINE Daphné et L...

n°2022000032 CFB/NB

Service de publicité foncière :

EVREUX

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'État – art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié).
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom (en majuscules) Dénomination (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ³	Date et lieu de naissance N° SIREN
1				
2				
3				

DESIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'État – art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié).
Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de suite.

N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété
1	MESNILS SUR ITON Damville, 33, Rue de Breteuil	AB 213		
2				
3				
4				
5				

PÉRIODE DE DÉLIVRANCE

CAS GÉNÉRAL

Période allant du 1^{er} janvier 1956⁴ à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

CAS PARTICULIER

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) : 01/01/1956

- le point d'arrivée, au plus tard le / DATE/DEPOT

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? ☐ (si oui, cochez la case)¹ Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). ² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.³ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. ⁴ ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles.

COÛT ET FACTURATION (voir notice n° 3241-NOT-SD)			
	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles	1	x 12 € =	12,00 €
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €	€
- nombre de personnes au-delà de 3 :	0	x 5 € =	+ 0 €
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :	0	x 2 € =	+ 0 €
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+ €
		TOTAL =	12,00 €

MODE DE PAIEMENT		
<input type="checkbox"/> chèque à l'ordre du Trésor public	<input checked="" type="checkbox"/> virement	<input type="checkbox"/> numéraire (pour un total inférieur à 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :	
<input type="checkbox"/> insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles <input type="checkbox"/> défaut ou insuffisance de provision <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> autre :	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière</i>



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

EVREUX

Numéro de dossier Télé@ctes : 202202323253
Demande de renseignements n° 2704P01 2022H15131 (35)
déposée le 28/03/2022, par Maître BARRANDON

Réf. dossier : 2022000032 - Vente SCI BORD DE L EAU / DUDE

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1956 au 16/05/2021 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 16 faces de copies ci-jointes,
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 17/05/2021 au 28/03/2022 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A EVREUX, le 31/03/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Gilles JOURDAN

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Cet état est dématérialisé et transmis par Télé@ctes.

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

[illegible]

I - IMMEUBLES URBAINS (Références aux fiches d'immeubles, modèle II)				II - IMMEUBLES RURAUX			
N° du plan	Adresses (Rues et numéros) ou, à défaut, Dénoms	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan
1	AB 213	1	AB 213	1	AB 213	1	AB 213
2		2		2		2	
3		3		3		3	
4		4		4		4	
5		5		5		5	
6		6		6		6	
7		7		7		7	
8		8		8		8	
9		9		9		9	
10		10		10		10	
11		11		11		11	
12		12		12		12	
13		13		13		13	
14		14		14		14	
15		15		15		15	
16		16		16		16	
17		17		17		17	
18		18		18		18	

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)					A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104	151		1	50/10.12.1939 vol. 10.19.20.13	112.6			
56		105	151			attestation de l'acte notarié d'acquisition				
57		106	151			le Bureau 2. Darnville sur la base				
58		107	151			le 23.1.1939. de NEVEU et de 15.1.1942				
59		108	151			faux pour l'acte				
60		109	151			NEVEU et de 30.3.1923				
61		110	151			NEVEU et de 24.7.1920				
62		111	151			vol. 10.12.1939. 81.10.19.11.12.13				
63		112	151							
64		113	151							
65		114	151							
66		115	151							
67		116	151							
68		117	151							
69		118	151							
70		119	151							
71		120	151							
72		121	151							
73		122	151							
74		123	151							
75		124	151							
76		125	151							
77		126	151							
78		127	151							
79		128	151							
80		129	151							
81		130	151							
82		131	151							
83		132	151							
84		133	151							
85		134	151							
86		135	151							
87		136	151							
88		137	151							
89		138	151							
90		139	151							
91		140	151							
92		141	151							
93		142	151							
94		143	151							
95		144	151							
96		145	151							
97		146	151							
98		147	151							
99		148	151							
100		149	151							
101		150	151							
102		151	151							
103		152	151							

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)						A - MUTATIONS			SERVITUDES ACTIVES (Suite)			D - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)		
N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			101				après le décès, le 22.1.1970 du tuteur pour							
56			105				pour le tuteur							
57			106				NEVEU, Act. du 3.3.1973							
58			107				NEVEU, Act. du 20.7.1979							
59			108				Act. du 25.10.79 (p. 100)							
60			109											
61			110											
62			111											
63			112											
64			113				9) 15.9.1980, Act. 10.468 m ² /							
65			114				VENTE, 30.8.1980, M ^{re} BOUTIER à							
66			115				Dameville pour le conseil d'administration							
67			116				déclaré à NEVEU act. du 25.12.1955 et							
68			117				CLAUDETTE pour épouse							
69			118				Act. 3000 F							
70			119											
71			120											
72			121											
73			122											
74			123											
75			124											
76			125											
77			126											
78			127											
79			128											
80			129											
81			130											
82			131											
83			132											
84			133											
85			134											
86			135											
87			136											
88			137											
89			138											
90			139											
91			140											
92			141											
93			142											
94			143											
95			144											
96			145											
97			146											
98			147											
99			148											
100			149											
101			150											
102			151											
103			152											

2000

FICHE No 1 Commune DAMVILLE

Autres fiches A. citées au nom de l'intéressé

N° C= C= C= C=

L. — IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'annuaire, feuille B)

Section N° du plan

Altitudes (m ou mètre) ou, à défaut, livraisons

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Dates, nature et nature des formalités

Observations

Immeubles

Dates, nature et nature des formalités

Observations

Immeubles

Dates, nature et nature des formalités

Observations

NOM : NEVEU

né à Damville (Eure) le 30 3 1923

Prénoms : Jeanne, Rose, Jacqueline

Epx : GUILLEMAIN, Marius, Arthur, né le à

Epx : né le à

II. — IMMEUBLES RURAUX

N°	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan
1	Inclusion	10		37		
2	Inclusion	20		38		
3		21		39		
4		22		40		
5		23		41		
6		24		42		
7		25		43		
8		26		44		
9		27		45		
10		28		46		
11		29		47		
12		30		48		
13		31		49		
14		32		50		
15		33		51		
16		34		52		
17		35		53		
18		36		54		

1) 22.4.1923. Vol. 10. 1923. n° 16. Vol. attestation n° 4 même cadastre. Fiche de LENOIR, né le 22.10.1924. f. 15. 1924. f.

2) 10.12.1923. Vol. 10. 1923. n° 16. Vol. attestation n° 5. Fiche de NEVEU, né le 15. 1924. f.

3) 10.12.1923. Vol. 10. 1923. n° 16. Vol. attestation n° 5. Fiche de LENOIR, né le 22.10.1924. f.

4) 19.5.1924. Vol. 10. 1924. n° 16. Vol. attestation n° 8. Vol. de LENOIR, né le 22.10.1924. f.

5) 15.3.1924. Vol. 10. 1924. n° 16. Vol. attestation n° 7. Vol. de NEVEU, né le 15. 1924. f.

24	7	1929
----	---	------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

10

Monte T.

CONCLUSIONS

1

Observations	Statistics
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12
13	13
14	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20	20
21	21
22	22
23	23
24	24
25	25
26	26
27	27
28	28
29	29
30	30
31	31
32	32
33	33
34	34
35	35
36	36
37	37
38	38
39	39
40	40
41	41
42	42
43	43
44	44
45	45
46	46
47	47
48	48
49	49
50	50
51	51
52	52
53	53
54	54
55	55
56	56
57	57
58	58
59	59
60	60
61	61
62	62
63	63
64	64
65	65
66	66
67	67
68	68
69	69
70	70
71	71
72	72
73	73
74	74
75	75
76	76
77	77
78	78
79	79
80	80
81	81
82	82
83	83
84	84
85	85
86	86
87	87
88	88
89	89
90	90
91	91
92	92
93	93
94	94
95	95
96	96
97	97
98	98
99	99
100	100

11

Unit 1: Introduction

2025/05/26	2025/05/26
------------	------------

68

Indictment Total

6951 of B. m. m.

may not

No. 5234

1953

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Ag. 554

Y431163

100

4. 10. 2019. 10. 2019. 10. 2019.

100

11.5790

4-15-10

0-0

—

1961 71

g

1

1. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

100

1170

1

1

1000 JOURNAL OF CLIMATE

•

100

Journal of Management Education 36(7) 809-824

[illegible]

NOM : NEVEU né à Sauville (Dordogne) le

24	7	1929
----	---	------

Prénoms : Jacques, René

Epx : APPELLANS Joie né le 6.8.1934 à Chénoua (Val d'oise)

Epx : _____ né le _____ à _____

FICHE N° <u>115</u> Commune <u>DAMVILLE</u>	
Autres filiales A créées au nom de l'intéressé	
N°	N°
C	C
N	N

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX	
(Pour la formalité concernant les baux emphytéotiques, voir les feuillets de chacun des immatricules dont les adresses figurent au tableau D)	
A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Section	No du plan	Airmax (mes et nombre) ou, à défaut, literelles
I. — IMMEUBLES URRAINS (différences aux fiches d'assurances, modèle IV)		

Interpellé	Dates, statuts et nature des formalités	Observations	Interpellés	Dates, statuts et nature des formalités	Observations
			A.2.3.4.5.6 6.3.10.11	9.1.22.6.1982. Vol 2876 n° 30 Hypothèque légale en vertu de l'art. 136 du Code de S.S. de l'art. 15 du décret du 4.1.1955 et du décret du 30.5.1955 et de 2 mis en demeure, la suite au date du 6.6.1932. Dm. élé. Vice de l'U.R.S.S.A.F. à l'événement auparavant de l'U.R.S.S.A.F. de l'ère contre le titulaire - Pour bûche de 16.9.201. Effet pro qu'on: 30.6.1992. 11	Perimée
			A.2.3.4.5.6 7.10.11	1992. Vol 2881. N° 33 Hypothèque prédictive de la pape. Dm. élé. à l'événement au 10.6.1992. S.S.A.F. de l'événement Hyp. prédictive en vertu d'une convention du 18.6.1992. nouvelle exécution 1.23. 6.1992. Pour annuler 25.1.9. Hyp. prédictive en vertu de deux bulles et de mise en demeure en date du 2.8.1992. Pour annuler 16.9.201. Prédictive de l'événement Effet pro qu'on: 6.8.1992. 17.0.1992.	Perimée

IL — IMMEUBLES RURAUX						
ordre	Section	N° du plan	Surface	Section	N° du plan	Surface
1			19			37
2			20			38
3			21			39
4			22			40
5			23			41
6			24			42
7			25			43
8			26			44
9			27			45
10			28			46
11			29			47
12			30			48
13			31			49
14			32			50
15			33			51
16			34			52
17			35			53
18			36			54

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)	
ap 22 9 9	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Immeubles	Date, numéros et nature des formalités	Observations
55		104						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	Financer
56		105						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
57		106						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
58		107						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
59		108						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
60		109						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
61		110						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
62		111						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
63		112						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
64		113						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
65		114						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
66		115						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
67		116						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
68		117						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
69		118						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
70		119						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
71		120						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
72		121						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
73		122						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
74		123						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
75		124						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
76		125						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
77		126						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
78		127						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
79		128						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
80		129						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
81		130						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
82		131						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
83		132						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
84		133						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
85		134						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
86		135						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
87		136						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
88		137						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
89		138						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
90		139						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
91		140						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
92		141						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
93		142						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
94		143						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
95		144						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
96		145						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
97		146						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
98		147						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
99		148						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
100		149						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
101		150						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
102		151						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	
103		152						140118-2-1993 (cf 2801061) Hypothèque Legale au profit de l'association 10.11	

[illegible]

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)						A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
Section	N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Immatriculation	Date, numéro et nature des formalités	Observations	Immatriculation	Date, numéro et nature des formalités	Observations
55	104									actes et de la mise en demeure	
56	105									La devise de 23.11.1985	
57	106									Pour suite: 94.055 B-	
58	107									Effet jusqu'au 24.11.1995	
59	108										
60	109										
61	110										
62	111										
63	112										
64	113										
65	114										
66	115										
67	116										
68	117										
69	118										
70	119										
71	120										
72	121										
73	122										
74	123										
75	124										
76	125										
77	126										
78	127										
79	128										
80	129										
81	130										
82	131										
83	132										
84	133										
85	134										
86	135										
87	136										
88	137										
89	138										
90	139										
91	140										
92	141										
93	142										
94	143										
95	144										
96	145										
97	146										
98	147										
99	148										
100	149										
101	150										
102	151										
103	152										

VOIR SUITE
FICHE 7 (14)

FICHE N° 1 Commune DAMVILLE

NOM : NEVEU né à Damville (27) le 24 7 1929Prénoms : Jacques, RenéEpx : APPELMANS Marie née le 6.8.1934 à Chérence (Val d'Oise)

Epx : _____ né le _____ à _____

L. — IMMEUBLES URBAINS
(Références aux Edus d'Immeubles, modèle B)

Section	N° du plan	Adresses (noms et numéros) ou, à défaut, localités
---------	------------	--

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches des immeubles dont les adresses figurent au tableau D)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES		
Immeubles	Dates, mutations et autres des formalités	Observations	Immeubles	Dates, mutations et autres des formalités	Observations

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° d'ordre	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan
1		19		37		
2		20		38		
3		21		39		
4		22		40		
5		23		41		
6		24		42		
7		25		43		
8		26		44		
9		27		45		
10		28		46		
11		29		47		
12		30		48		
13		31		49		
14		32		50		
15		33		51		
16		34		52		
17		35		53		
18		36		54		

II. — IMMEUBLES BURAUX (suite)						A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)		
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	Immeubles	Dans, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dans, numéros et nature des formalités	Observations
33		104		153					12.3.H. 23) 5.10.1994. Podation totale form 16.17		
36		105		154					5.10.1994. del. Podat. 25.11.1995. Vol.		
37		106		155					11. 29.12.1995. at 2.5.1995. Vol.		
38		107		156					1995. m. 11.11. at 5. 1995. note		
39		108		157					5. 1995. at 27.1.1995. 5		
40		109		158							
41		110		159							
42		111		160							
43		112		161							
44		113		162							
45		114		163							
46		115		164							
47		116		165							
48		117		166							
49		118		167							
50		119		168							
51		120		169							
52		121		170							
53		122		171							
54		123		172							
55		124		173							
56		125		174							
57		126		175							
58		127		176							
59		128		177							
60		129		178							
61		130		179							
62		131		180							
63		132		181							
64		133		182							
65		134		183							
66		135		184							
67		136		185							
68		137		186							
69		138		187							
70		139		188							
71		140		189							
72		141		190							
73		142		191							
74		143		192							
75		144		193							
76		145		194							
77		146		195							
78		147		196							
79		148		197							
80		149		198							
81		150		199							
82		151		200							
83		152									

S. 1. 1. 1. 1. 1.

2704P

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M							
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z							
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

FICHE No 1 Commune DAMVILLE

NOM : SCI BORD DE L'EAU

Prénoms : Siegfried à Contain 27 le Vieux Château

Epx : B-C-S Epx n° 437 754 073 né le

Epx : né le

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

No	C°
No	C°
No	C°

I. — IMMEUBLES URBAINS (Références aux fiches d'immatriculation, modèle II)		III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les états de charges des immeubles dont les adresses figurent au tableau 2)							
Section	N° du plan	Adresses (noms et numéros) ou, à défaut, lieux-dits	A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES			
			Immeubles	Dates, nature et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, nature et nature des formalités	Observations	
			1	26-11-2001	Vol 2001 p 7444				
					Acquisition du 3-10-2001 de				
					Bois de la commune de				
					THIBAUT ne le 1-8-1952				
					et RICHARD son épouse ne				
					le 2-7-1953				
					PARA-53357/16 Eurocomit 350 000 €				

II — IMMEUBLES RURAUX						
N° du plan.	Section.	N° du plan.	Section.	N° du plan.	Section.	N° du plan.
1	AB	10		37		
2		20		38		
3		21		39		
4		22		40		
5		23		41		
6		24		42		
7		25		43		
8		26		44		
9		27		45		
10		28		46		
11		29		47		
12		30		48		
13		31		49		
14		32		50		
15		33		51		
16		34		52		
17		35		53		
18		36		54		



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
EVREUX

11 RUE GEORGES POLITZER

27020 EVREUX CEDEX

Téléphone : 0232233152

Télécopie : 0232233173

Mél. : spf.evreux@dgfip.finances.gouv.fr

Maître BARRANDON
PLACE DE LA GARE
BP 15
27240 MESNILS SUR ITON

Vous trouverez dans la présente transmission :

- Les désignations des immeubles et des personnes issues de votre demande et prises en compte par le serveur Télé@ctes ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- La période d'interrogation est précisée en début de document.
- La réponse à votre demande de renseignements comportant : le certificat, les images des fiches antérieures à Fidji, le relevé des formalités publiées et le certificat de dépôt.

VOUS SOUHAITEZ DEPOSER UNE DEMANDE DE COMPLEMENTAIRE

Pour obtenir les informations complémentaires à la réponse initiale, il vous suffit d'indiquer la référence de la demande initiale⁽¹⁾, Fidji calculera automatiquement la date de début de la période de recherche⁽²⁾ et reprendra l'ensemble des paramètres sur lesquels la réponse initiale a été formulée.

Pour télépublier un acte accompagné de la demande de complémentaire : la référence de la demande initiale suffit.

Même si votre acte n'entre pas dans le périmètre de Télé@ctes, une complémentaire peut être transmise, par dossier séparé, via Télé@ctes.

Si vous ne disposez pas de Télé@ctes, vous pouvez vous procurer l'imprimé 3240 à partir du site internet « www.impots.gouv.fr ».

VOUS SOUHAITEZ TRANSFERER UN DOSSIER

L'état réponse initial a été délivré via Télé@ctes

Transmettez tout le fichier dématérialisé à votre confrère qui nous transmettra uniquement la référence de la réquisition initiale⁽¹⁾ lors du dépôt d'un acte via Télé@ctes.

ou

L'état réponse initial a été délivré hors Télé@ctes

Transmettez tout le dossier papier (demande de renseignements, état-réponse) à votre confrère qui nous transmettra uniquement la référence de la réquisition initiale⁽¹⁾ lors du dépôt d'un acte via Télé@ctes.

NB : Une présentation des règles de délivrance des renseignements par les Services de la Publicité Foncière est diffusée sous forme d'une plaquette " La délivrance des renseignements " dont un exemplaire a été mis à la disposition de votre étude. Elle est également disponible sur votre intranet.

⁽¹⁾ La référence de la demande initiale est une information propre à Fidji, restituée automatiquement dans la " réponse du SPF " émanant de Télé@ctes. Elle figure également en entête du certificat du SPF, sous le format AAAA H XXXXX (XX), et au pied de chaque page sous le format AAAA H XXXXX.

⁽²⁾ La réponse complémentaire couvre la période de la date de mise à jour fichier de la réponse initiale à la date de dépôt de la réquisition complémentaire.

2704P01 2022H15131

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1956 au 28/03/2022

IMMEUBLES PRIS EN COMPTE DANS LE SERVEUR Télé@ctes

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
198	MESNILS-SUR-ITON	AB213		

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
198	MESNILS-SUR-ITON	AB 213		(*)

(*) Paramètre inconnu de Fidji ou incomplet

Cette réponse vous est transmise sous forme dématérialisée à votre demande.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
EVREUX

Numéro de dossier Télé@ctes : 202202323253

Demande de renseignements n° 2704P01 2022H15131 (35)
déposée le 28/03/2022, par Maître BARRANDON

Réf. dossier : 20220000032 - Vente SCI BORD DE L EAU / DUDE

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1956 au 16/05/2021 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 16 faces de copies ci-jointes,
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 17/05/2021 au 28/03/2022 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A EVREUX, le 31/03/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Gilles JOURDAN

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.



Déclaration préalable

Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis

N° 13404*08

Pour les déclarations portant sur une construction ou des travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes ou sur un ravalement, vous pouvez utiliser le formulaire cerfa n° 13703. Pour les déclarations portant sur un lotissement ou une division foncière non soumis à permis, vous pouvez utiliser le formulaire cerfa n° 13702.

A partir du 1er janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, aire d'accueil de gens du voyage,...) de faible importance soumis à simple déclaration.
- Vous réalisez des travaux (construction, modification de construction existante...) ou un changement de destination soumis à simple déclaration. (1)¹

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

D P 027 198 22 10026
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie



le 17 03 2022

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
☐ au Directeur du Parc National

1 - Identité du déclarant²

Le déclarant indiqué dans le cadre ci-dessous pourra réaliser les travaux ou les aménagements en l'absence d'opposition. Il sera redevable des taxes d'urbanisme le cas échéant. Dans le cas de déclarants multiples, chacun des déclarants, à partir du deuxième, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs».

Les décisions prises par l'administration seront notifiées au déclarant indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres déclarants, qui seront co-titulaires de la décision de non-opposition et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance

Date : ____/____/____ Commune : _____

Département : ____ Pays : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : SCI Bord de l'eau Raison sociale : SCI Bord de l'eau

N° SIRET : 43775401300013 Type de société (SA, SCI,...) : SCI

Représentant de la personne morale : Madame ☒ Monsieur ☐

Nom : THIBAUT Prénom : Brigitte

2 - Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : _____ Voie : Le Vieux Chateau

Lieu-dit : _____ Localité : Cintray

Code postal : 27160 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : 0232601381 indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Adresse électronique : brigitte.thibault298@orange.fr

¹ A compter du 1er janvier 2016, le contrôle des changements de destination ne porte pas sur les changements entre sous-destinations d'une même destination prévues à l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme. Il n'y a pas de formulaire à remplir dans ce cas.

² Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

2Bis - Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)³

Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Adresse électronique : _____ @

Transmission par voie électronique :

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

3 - Le terrain**3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)**

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 33 Voie : rue de Breteuil

Lieu-dit : _____ Localité : Damville (Mesnils-sur-Iton

Code postal : 27240

Références cadastrales⁴ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : _____ Section : A B Numéro : 213

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 65

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations : _____

³ J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée

⁴ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction)

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)**Quel que soit le secteur de la commune**

- ☐ Lotissement
- ☐ Division foncière située dans une partie de la commune délimitée par le conseil municipal⁵
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Installation d'une caravane en dehors d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs
- Durée annuelle d'installation (en mois) : _____
- ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes
- Contenance (nombre d'unités) : _____
- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
- Superficie (en m²) : _____
- Profondeur (pour les affouillements) : _____
- Hauteur (pour les exhaussements) : _____
- ☐ Coupe et abattage d'arbres
- ☐ Modification ou suppression d'un élément protégé par un plan local d'urbanisme ou document d'urbanisme en tenant lieu (plan d'occupation des sols, plan de sauvegarde et de mise en valeur, plan d'aménagement de zone)⁶
- ☐ Modification ou suppression d'un élément protégé par une délibération du conseil municipal
- ☐ Installation d'une résidence mobile constituant l'habitat permanent des gens du voyage pendant plus de trois mois consécutifs
- ☐ Aire d'accueil des gens du voyage
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier l'aménagement des espaces non bâtis autour d'un bâtiment existant situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords d'un monument historique.
- ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins deux résidences démontables, créant une surface de plancher totale inférieure ou égale à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- ☐ Aménagement d'aire d'accueil et terrain familial des gens du voyage recevant jusqu'à deux résidences mobiles
- Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, abords d'un monument historique, site classé ou réserve naturelle :**
- ☐ Installation de mobilier urbain, d'œuvre d'art
- ☐ Modification de voie ou espace publics
- ☐ Plantations effectuées sur les voies ou espaces publics

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) : _____

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre :

4.2 - À remplir pour la déclaration d'un camping, d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un terrain mis à disposition de campeurs**Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ?**Oui ☐ Non ☐

Si oui,

- Veuillez préciser la date et/ou le numéro de l'autorisation : _____

- Veuillez préciser le nombre d'emplacements : _____

▪ avant agrandissement ou réaménagement : _____

▪ après agrandissement ou réaménagement : _____

Veuillez préciser le nombre maximum d'emplacements réservés aux :☐ tentes : _____ ☐ caravanes : _____ ☐ résidences mobiles de loisirs : _____

et précisez le nombre maximal de personnes accueillies : _____

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : _____

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL : _____

⁵ En application de l'article L.115-3 du code de l'urbanisme⁶ Élément identifié et protégé en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. En cas de doute, veuillez vérifier auprès de la mairie.

4.3 - À remplir pour la déclaration de coupe et/ou abattage d'arbres

Courte description du lieu concerné :

☐ bois ou forêt ☐ parc ☐ alignement (espaces verts urbains)

Nature du boisement :

Essences : _____

Age : _____ Densité : _____ Qualité : _____

Traitement : _____ Autres: _____

5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction**5.1 - Nature des travaux envisagés**

- ☐ Nouvelle construction
☒ Travaux ou changement de destination⁷ sur une construction existante
☐ Piscine
☐ Clôture
☐ Autres (précisez) : _____

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le bien est actuellement à usage professionnel, nous demandons à passer à usage d'habitation, sans travaux ou modification de facade car il n'y a pas d'enseigne.

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

⁷ Pour des informations concernant les changements de destination, se reporter à la rubrique 5.3 et 5.4.

5.2 - Informations complémentaires

- Type d'annexes : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☐
- Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :
Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro
- Autres financements :
- Mode d'utilisation principale des logements :
Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location ☐
- S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐
- Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :
Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐
- Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐
- ☐ Autres, précisez :
- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :
1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus
- Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif : Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐
- Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

5.3 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).
surfaces de plancher⁸ en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁹ (B)	Surface créée par changement de destination ¹⁰ (C)	Surface supprimée ¹¹ (D)	Surface supprimée par changement de destination ¹⁰ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ¹²						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)						

⁸ Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

⁹ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

¹⁰ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

¹¹ Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

¹² L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.4 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.3)

Surface de plancher¹³ en m²

Destina- tions ¹⁴	Sous-destinations ¹⁵	Surface exis- tante avant travaux (A)	Surface créée ¹⁶ (B)	Surface créée par changement de destination ¹⁷ ou de sous-des- tination ¹⁸ (C)	Surface suppri- mée ¹⁹ (D)	Surface supprimée par changement de destination ¹⁷ ou de sous-destina- tion ¹⁸ (E)	Surface totale= (A)+(B)+(C)- (D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Equipement d'intérêt collectif et ser- vices publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des admi- nistrations publiques et assimilés						
	Établissements d'ensei- gnement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spec- tacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements rece- vant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau	100		100			
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)							

13 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

14 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

15 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

16 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

17 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

18 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

19 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.5 - Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 0 Après réalisation du projet : 0

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

6- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- ☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- ☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- ☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- ☐ relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☒ se situe dans les abords d'un monument historique

7 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Adresse électronique : _____ @ _____

8 - Engagement du déclarant

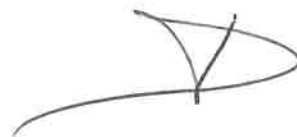
J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable.
Je certifie exacts les renseignements fournis.

Le déclarant a pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette déclaration préalable serviront, en cas de création de surfaces nouvelles, au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

À Cintray

Le : 16 Mars 2022



Signature du déclarant

Dans le cadre d'une déclaration par voie papier, votre déclaration doit être établie en deux exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :**Superficie totale du terrain (en m²) :**

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1- Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier.

Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2- Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère de la transition écologique, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R423-75 à R423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R.423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère de la transition écologique, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

- A l'adresse suivante : rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr **ou** dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr
- Ou par courrier (avec une copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

Ministère de la transition écologique

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

A l'attention du Délégué à la protection des données

SG/DAJ/AJAG1-2, 92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

A l'attention du délégué à la protection des données ;

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une déclaration préalable

Constructions, travaux, installations et aménagements
non soumis à permis

*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre déclaration, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de déclaration et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir deux dossiers complets dans le cas général. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si votre projet est situé dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)²⁰. Chaque dossier doit comprendre un exemplaire du formulaire de déclaration accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre demande, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 a) du code de l'urbanisme]. En outre, deux ou cinq exemplaires supplémentaires des pièces DP1, DP2, DP3 et DP10, doivent être fournis, quand ces pièces sont nécessaires à l'instruction de votre demande, afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 et A. 441-9 du code de l'urbanisme].

Attention : toutes les pièces ne sont pas à joindre systématiquement pour tout projet soumis à déclaration préalable. Seule la pièce DP1 (plan de situation) est à joindre obligatoirement, dans tous les cas.

1) Pièce obligatoire pour tous les dossiers :

<input checked="" type="checkbox"/> DP1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
---	---

2) Pièces complémentaires à joindre si votre projet porte sur des constructions :

<input type="checkbox"/> DP2. Un plan de masse coté dans les 3 dimensions [Art. R.431-36 b) du code de l'urbanisme] A fournir si votre projet crée une construction ou modifie le volume d'une construction existante (exemples : véranda, abri de jardin...)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> DP3. Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction par rapport au profil du terrain [Art. R.431-10b) du code de l'urbanisme] À fournir si votre projet modifie le profil du terrain (exemple : piscine enterrée)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> DP4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10a) du code de l'urbanisme] À fournir si votre projet les modifie (exemple : pose d'une fenêtre de toit, création d'une porte..). Inutile pour un simple ravalement de façade.	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP5. Une représentation de l'aspect extérieur de la construction faisant apparaître les modifications projetées [Art. R.431-36c) du code de l'urbanisme] À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour montrer la modification envisagée.	1 exemplaire par dossier

Si vous créez ou modifiez une construction visible depuis l'espace public ou si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :

(En dehors de ces périmètres de protection, ces pièces doivent, par exemple, être fournies pour une piscine couverte ou une véranda qui sera visible depuis la rue mais elles ne sont pas utiles, par exemple, pour une piscine non couverte qui ne se verra pas depuis l'espace public).

<input type="checkbox"/> DP6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c du code de l'urbanisme] ²¹	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²¹	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain, sauf si vous justifiez qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²¹	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP 8-1. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L.151-29-1 et L.152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

²⁰ Vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

²¹ Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

3) Pièces complémentaires à joindre si votre projet porte sur des travaux, installations et aménagements :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> DP9. Un plan sommaire des lieux indiquant, le cas échéant, les bâtiments de toute nature existant sur le terrain [Art. R. 441-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP10. Un croquis et un plan coté dans les trois dimensions faisant apparaître la ou les divisions projetées [Art. R. 441-10 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires

Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :

<input type="checkbox"/> DP 10-1. L'attestation de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

4) Pièces complémentaires à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier
-------	--

Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/> DP11. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14, R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/> DP11-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :

<input type="checkbox"/> DP11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

<input type="checkbox"/> DP12. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

<input type="checkbox"/> DP12-1. Un document prévu par l'article R. 171-1 à 5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DP12-2. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est accompagné d'une demande de dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/> DP14. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> DP15. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> DP16. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur une construction susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne :

<input type="checkbox"/> DP 16-1. Le justificatif de dépôt de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile [Art. R. 431-36 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte, dans un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), sur des travaux susceptibles de modifier l'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure au sens des articles 524 et 525 du code civil :

Si votre projet porte, dans un PSMV mis à l'étude, sur des travaux susceptibles de modifier les parties intérieures du bâti :

<input type="checkbox"/> DP17. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacun des éléments ou parties faisant l'objet de travaux [Art. R. 431-37 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :

<input type="checkbox"/> DP 18. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-10]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :

<input type="checkbox"/> DP21. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

<input type="checkbox"/> DP22. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

<input type="checkbox"/> DP23. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :

<input type="checkbox"/> DP24. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone réglementée dans le cadre de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :

<input type="checkbox"/> DP25. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
---	---



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les déclarations préalables

Constructions, travaux, installations et aménagements

non soumis à permis comprenant ou non des démolitions

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

Centre réservé à la mairie du lieu du projet

09 027 198 22 30 026
D P Dpt Commune Année N° de dossier

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être renseignées, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) :m²
 Surface taxable créée des parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale, ainsi que des locaux clos et couverts (2bis) à usage de stationnement non situés dans la verticalité du bâti :m²
 Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement situés dans la verticalité du bâti :m²
 Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s)²² :m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert non situées dans la verticalité du bâti (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert situées dans la verticalité du bâti (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)	0			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)	0			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) (5)	0			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)	0			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)					
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé				
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS				
	Bénéficiant d'autres prêts aidés				
Nombre total de logements créés					

Parmi les surfaces déclarées ci-dessus, quelle est la surface (1) affectée à la catégorie des abris de jardin, pigeonniers et colombiers ?m²

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante?m²

Quel est le nombre de logements existants ?

Quelle est la surface taxable démolie ?m²

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert non situées dans la verticalité du bâti (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert situées dans la verticalité du bâti (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m ² (9)				
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes				
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes				
Maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique				
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)				

²² Information à compléter uniquement si le projet de démolition s'accompagne d'un agrandissement

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)			
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)			
	Surfaces créées		
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)			

1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine : m².

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m :

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : m².

1.4 – Redevance d'archéologie préventive

Votre projet affecte-t-il le sous-sol (terrassement(s), fondation(s), creusement, rabotage ou excavation) ?

Oui ☐ Non ☐

1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ?

Oui ☐ Non ☐

La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ?

Oui ☐ Non ☐

2 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si vous pensez bénéficier d'une exonération prévue à l'article L. 331-7 1° du code de l'urbanisme, selon les cas :	
<input type="checkbox"/> F4. Le statut de l'établissement public (à caractère industriel et commercial ou administratif)	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'association et le justificatif de la gestion désintéressée au sens de l'article 206 1 bis 1er alinéa du code général des impôts	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F6. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F7. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F8. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur certifiant, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (14) :	
<input type="checkbox"/> F10. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

3 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Si à échéance de vos taxes vous n'habitez plus à l'adresse figurant sur la demande d'autorisation, merci de renseigner l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : [][][][][][][][] BP : [][][][] Cedex : [][][]

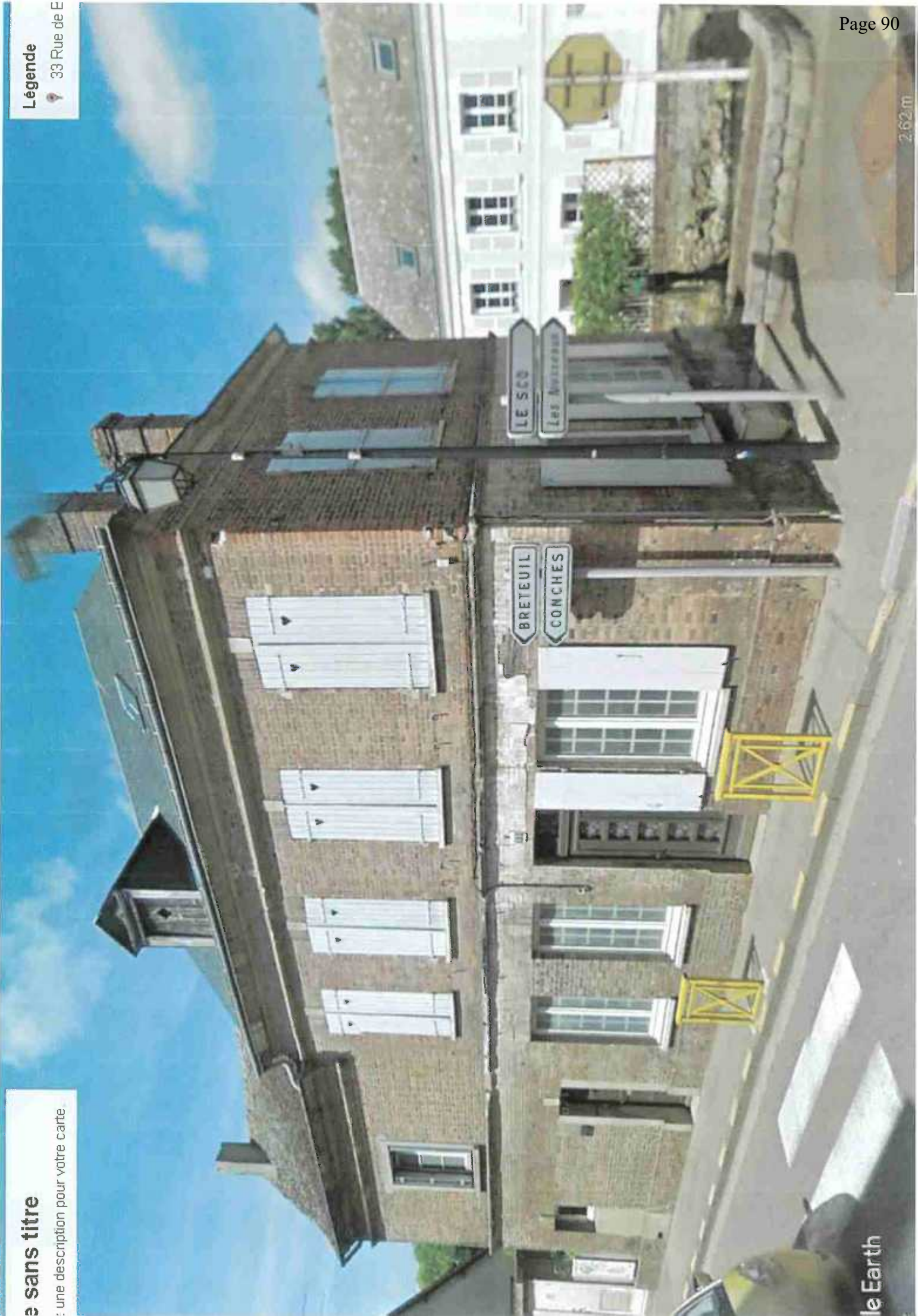
Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

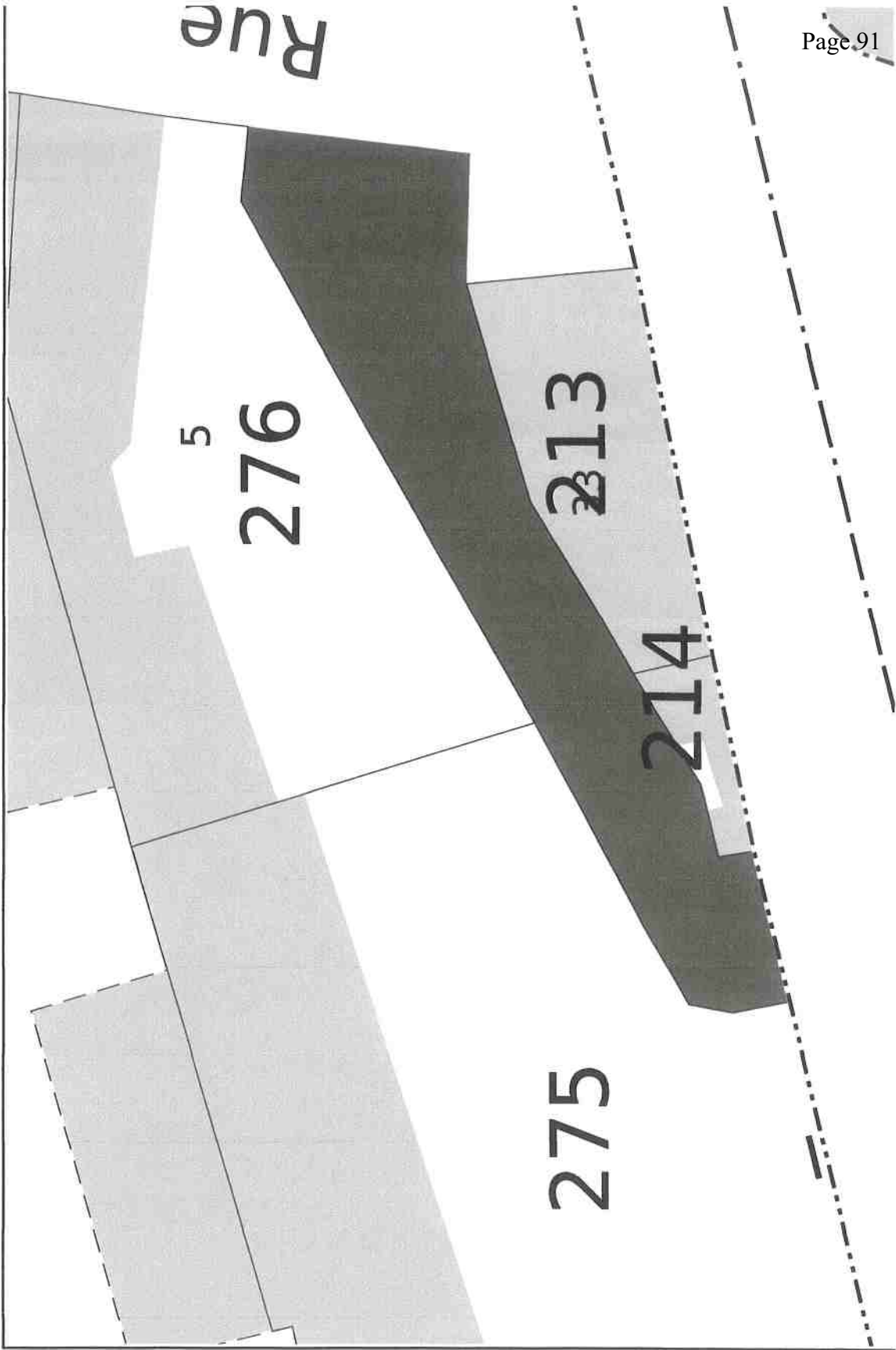
Date 16 Mars 2022

Nom et Signature du déclarant

THIBAUT BRIGITTE









Récépissé de dépôt d'une déclaration préalable¹

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une déclaration préalable à des travaux ou aménagements non soumis à permis. **Le délai d'instruction de votre dossier est d'UN MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une décision de non-opposition à ces travaux ou aménagements.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.
- **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre déclaration, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du mois suivant le dépôt de votre déclaration, vous pourrez commencer les travaux² après avoir :**
 - affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : la décision de non-opposition n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès que la décision de non-opposition vous est acquise et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux de coupe et abattage d'arbres, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une déclaration n° DPO2719822TC026,
déposée à la mairie le : 17.03.2022
par Mme THIBAUT Brigitte

Cachet de la mairie :



est autorisé à défaut de réponse de l'administration un mois après cette date³. Les travaux ou aménagements pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

³ Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

La décision de non-opposition est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.

¹ Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles de Normandie
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Eure

Dossier suivi par : UDAP3

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE MESNILS SUR ITON
NOUVELLE COMMUNE
53, RUE SYLVAIN LAGESCARDE -
DAMVILLE
27240 MESNILS SUR ITON
A ÉVREUX cedex, le 19/03/2022

numéro : dp19822i0026

adresse du projet : 33 rue de breteuil 27240 MESNILS SUR ITON

nature du projet :

déposé en mairie le : 17/03/2022

reçu au service le : 18/03/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -

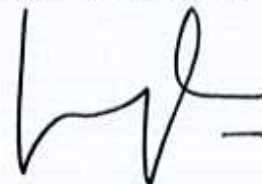
demandeur :

SCI BORD DE L EAU THIBAUT
BRIGITTE
le vieux chateau
27160 cintray

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord.

L'architecte des Bâtiments de France



France POULAIN

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de MESNILS SUR ITON

DOSSIER : N° DP 027 198 22 I0026

Déposé le : 17/03/2022

Affichage de l'avis de dépôt le : 17/03/2022

Demandeur : SCI BORD DE L'EAU

Nature des travaux : Changement de destination

Sur un terrain sis à : 33 Rue de Breteuil à MESNILS SUR ITON (27240)

Référence(s) cadastrale(s) : 198 AB 213

ARRÊTÉ**de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de MESNILS SUR ITON****Le Maire de la Commune de MESNILS SUR ITON**

VU la déclaration préalable présentée le 17/03/2022 par la SCI BORD DE L'EAU, représentée par Madame Brigitte THIBAUT demeurant, Le vieux château Cintray, BRETEUIL (27160) ;

VU l'objet de la déclaration :

- Pour un changement de destination d'un local professionnel à usage de bureau en maison d'habitation ;
- sur un terrain situé 33 Rue de Breteuil à MESNILS SUR ITON (27240) ;
- pour une surface de plancher de 100 m² ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine ;

VU l'avis conforme favorable du Préfet en date du 17/03/2022 ;

VU l'avis Favorable de Madame l'Architecte des Bâtiments de France en date du 19/03/2022 ;

ARRÊTE**Article unique**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée.

A MESNILS SUR ITON, le 31 Mars 2022

Le Maire,

Celette Bonnard



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

NOTA BENE :

- L'attention du pétitionnaire est attirée par le fait que la parcelle, objet du projet se situe :
 - en zone de présomption de diagnostic archéologique (seuil à 1 m²)
 - une zone humide non encore prospectée au titre du code de l'environnement
 - dans la zone du lit majeur du cours d'eau passant à proximité

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Vous devez utiliser ce formulaire pour :

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie

Le 16 / 05 / 2022

Cachet de la mairie et signature du receveur



1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

Déclaration préalable n° DP 027 198 22 I0026

En cas de Permis d'aménager, s'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : / /

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Nom : SCI BORD DE L'EAU

Qualité : Autre personne morale

Si vous êtes une personne morale

Raison sociale : SCI BORD DE L'EAU

N° SIRET : Catégorie juridique : SCI

Représentant de la personne morale : Madame THIBAUT Brigitte

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.

* Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : 16/05/2022

Ensemble des divisions effectué le : / /

Changement de destination effectué le : / /

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? Oui ☐ Non ☐

Surface créée (en m²) :

Nombre de logements terminés : dont individuels : dont collectifs :

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

☐ Prêt à taux zéro :

☐ Autres financements :

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non opposition à la déclaration préalable) ¹

À
Le : 16.05.2022
Signature du (ou des) déclarant(s)

À
Le :
Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux.

Pièces à joindre (<i>cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux</i>) :
<input type="checkbox"/> AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R.111-19-27 du code de la construction et de l'habitation (Art. R. 462.-3 du code de l'urbanisme) ;
<input type="checkbox"/> AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R.111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée du document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L.111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L.563-1 du code de l'environnement (Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme) ;
<input type="checkbox"/> AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R. 111-20-3 du code de la construction et de l'habitation (Art. R. 462-4-1 du code de l'urbanisme).
<input type="checkbox"/> AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R. 111-4-2 du code de la construction et de l'habitation (Art. R. 462-4-3 du code de l'urbanisme).
La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée : - soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ; - soit déposée contre décharge à la mairie.
A compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme ² .
Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classé dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Nous soussignés M. José DE ST ETIENNE, M. Julien MAO attestons sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du *Code de la Construction et de l'Habitation*. Nous attestons également disposer des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Conformément à l'article R.271-3 du même code, nous attestons n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à notre société, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé d'établir des états, constats, et/ou diagnostics du Dossier de Diagnostic Technique.

En complément à cette attestation sur l'honneur, vous trouverez joints nos états de compétences validés par la certification et l'attestation d'assurance.

Fait à Evreux, le 3 janvier 2022.

M. Julien MAO



M. José DE ST ETIENNE



BATI CONTROL

SAS au capital de 89 500€

5, rue du Général de Gaulle

27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT

Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83

RCS Evreux 793 912 965 - APE 7120 B

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société BATICONTROL
5 Rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Siret n°793 912 965 00019

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808/808109210.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
Diagnostic Accessibilité (Hors ERP)
Diagnostic amiante avant travaux / démolition sans préconisation de travaux
Diagnostic amiante avant vente
Diagnostic de performance énergétique
Etat des installations de gaz (Dossier de diagnostic technique)
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Dossier technique amiante
Etat de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)
Exposition au plomb (CREP)
Loi Carrez
Certificat de norme d'habitabilité dans le cadre de l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à taux zéro

Recherche de plomb avant travaux/Démolition
Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux (Hors milieu industriel)
Thermographie infrarouge
Audit énergétique sans préconisation de travaux
Diagnostic Amiante dans les Parties Privatives
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du 13/12/2000)
Contrôle visuel après travaux de désamiantage (Norme NFX 46-021)
Etat des risques et pollutions
Diagnostic Technique Global (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
Visite virtuelle 360°
Diagnostic plomb après travaux
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic de performance numérique

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/10/2021 au 30/09/2022

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillet d'adhésion 808109210), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

TABLEAU DE GARANTIE

Responsabilité civile « Exploitation »	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	9 000 000 € par sinistre
dont :	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	1 500 000 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :	150 000 € par année d'assurance
- Atteintes à l'environnement accidentelles (corporels, matériels et immatériels) :	750 000 € par année d'assurance
- Dommages aux bâtiments loués ou empruntés et à leur contenu	300 000 € par sinistre
Responsabilité civile « Professionnelle » (garantie par Assuré)	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	300 000 € par sinistre avec un maximum de 500 000 € par année d'assurance
dont :	
- Destruction ou détérioration des documents et autres supports d'informations confiés à l'Assuré pour l'exécution des prestations, y compris les frais de reconstitution des informations :	30 000 € par sinistre
Défense – Recours	
Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause.
Recours (préjudices supérieurs à 150 €) :	15 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des limites prévues par les clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2021

POUR LE CABINET CONDORCET



BUREAU VERITAS
Certification

Certificat
Attribué à

Monsieur Julien MAO

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des normes relatives aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271-1 du Code de la Construction et de l'habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du Code de la Construction.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de repérage et de vérification pérenne de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'évaluation et d'analyse trouvés dans les matériaux bâtis et les éléments d'installation des équipements de chauffage	23/12/2017	15/12/2022
DPE sans mention	Arrêté du 16 octobre 2016 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique au l'habitation de plus en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	06/03/2019	05/03/2023
Électrique	Arrêté du 3 juillet 2006 relatif à la certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation électrique et l'entretien et les critères d'accréditation des organismes de certification	27/01/2019	25/01/2024
Gas	Arrêté du 6 avril 2007 relatif à la certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation frigorifique de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	07/12/2017	06/12/2022
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2008 relatif à la certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition à la plomb, des diagnostics du risque d'insalubrité par la plomb ou la présence de plomb dans les peintures et les critères d'accréditation des organismes de certification	01/03/2018	31/01/2023

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-dag


Date : 21/12/2018
Numéro de certificat : 8078667

Jacques MATILLON, Président

10 rue de la République - 21000 Dijon - France
Tél : 03 80 30 30 30 - Fax : 03 80 30 30 31
Email : contact@bureauveritas.fr



Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

BatiControl

Expert en diagnostics immobiliers depuis 2004

Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 2201109
Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
Date du repérage : 02/02/2022

Adresse du bien immobilier Localisation du ou des bâtiments : Département : ... Eure Adresse : 33 rue de Breteuil Commune : 27240 DAMVILLE Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété	Donneur d'ordre / Propriétaire : Donneur d'ordre : Mme THIBAUT Brigitte 33 rue de Breteuil - 27240 DAMVILLE Propriétaire : Sci Bord de L'eau "Le Vieux Château" 870 rue du Vieux Château 27160 CINTRAY
---	---

Le CREP suivant concerne :

X	Les parties privatives	X	Avant la vente
	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux <small>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</small>
L'occupant est :		Le propriétaire	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire			
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans		NON	Nombre total : Nombre d'enfants de moins de 6 ans :

Société réalisant le constat	
Nom et prénom de l'auteur du constat	MAO Julien
N° de certificat de certification	8078867 n° 01/02/2018
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France
Organisme d'assurance professionnelle	ALLIANZ
N° de contrat d'assurance	808109210
Date de validité :	30/09/2022

Appareil utilisé	
Nom du fabricant de l'appareil	PROTEC
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	LPA-1 / UN2911
Nature du radionucléide	57 Co
Date du dernier chargement de la source	03/04/2016
Activité à cette date et durée de vie de la source	444MBq

Conclusion des mesures de concentration en plomb						
	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	205	10	178	17	0	0
%	100	5 %	87 %	8 %	0 %	0 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par MAO Julien le 02/02/2022 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Vu 3 mars 2022

Vu le 03 mars 2022

SOMMAIRE

1 Rappel de la commande et des références réglementaires	3
2 Renseignements complémentaires concernant la mission	3
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	4
2.3 Le bien objet de la mission	4
3 Méthodologie employée	4
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	4
3.2 Stratégie de mesurage	5
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	5
4 Présentation des résultats	6
5 Résultats des mesures	6
6 Conclusion	10
6.1 Classement des unités de diagnostic	10
6.2 Recommandations au propriétaire	10
6.3 Commentaires	11
6.4 Facteurs de dégradation du bâti	12
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	12
7 Obligations d'informations pour les propriétaires	13
8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb	13
8.1 Textes de référence	13
8.2 Ressources documentaires	14
9 Annexes :	14
9.1 Notice d'Information (2 pages)	14
9.2 Croquis	15
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	15

Nombre de pages de rapport : 15

Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 2

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

1 Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R.1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2 Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	PROTEC	
Modèle de l'appareil	LPA-1	
N° de série de l'appareil	UN2911	
Nature du radionucléide	57 Co	
Date du dernier chargement de la source	03/04/2016	Activité à cette date et durée de vie : 444MBq
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T270304	Date d'autorisation 20/01/2015
	Date de fin de validité de l'autorisation 23/02/2020	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Mr DE ST ETIENNE	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Mr De Saint Etienne José	

Étalon : **PROTEC**

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Étalonnage entrée	1	09/06/2017	1 (+/- 0,1)
Étalonnage sortie	308	09/06/2017	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	33 rue de Breteuil 27240 DAMVILLE
Description de l'ensemble immobilier	Habitation (maison individuelle) Maison d'habitation sur deux niveaux.
Année de construction	< 1949
Localisation du bien objet de la mission	Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	Sci Bord de L'eau "Le Vieux Château" 870 rue du Vieux Château 27160 CINTRAY
L'occupant est :	Le propriétaire
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	02/02/2022
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir annexe n° 9.2

Liste des locaux visités

Extérieur

Rez de chaussée - Entrée

Rez de chaussée - Chaufferie

Rez de chaussée - Wc

Rez de chaussée - Salon

Rez de chaussée - Chambre 1

Rez de chaussée - Dégagement

Rez de chaussée - Placard

Rez de chaussée - Accès R + 1

1er étage - Palier

1er étage - Cuisine

1er étage - Chambre 2

1er étage - Chambre 3

1er étage - Salle d'eau

1er étage - Chambre 4

2ème étage - Grenier

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Parties non affectées à l'habitation

3 Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb».

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb).

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais qu'au moins une unité de diagnostic du même type a été mesurée avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Lorsque la différence entre la valeur mesurée et le seuil de 1mg/cm² est inférieure à la valeur de la précision de l'appareil, la mesure est classée comme « non concluante ». La mesure est renouvelée sur un autre point de l'unité de diagnostic analysée.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs. La valeur retenue pour une unité de diagnostic donnée est la valeur mesurée la plus élevée, sous réserve d'écarter les valeurs aberrantes.

L'auteur du constat doit être capable de mesurer la concentration en plomb du revêtement d'une unité de diagnostic située jusqu'à 3 m de hauteur.

Lorsqu'à l'évidence, l'unité de diagnostic n'est recouverte d'aucun revêtement, la recherche de plomb n'est pas nécessaire. Il en sera de même en présence de carrelages ou de faïences.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2011, lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements, il peut effectuer des prélèvements de revêtements qui seront analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*». L'auteur du constat peut réaliser un prélèvement dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;
- lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm² ;
- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Conformément aux préconisations, de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» et de l'arrêté du 19 août 2011 (annexe 1 – chapitre 8.2 stratégie de mesurage), le prélèvement est réalisé sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g). L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les préconisations nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Si une analyse chimique est réalisée et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

4 Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
> seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

5 Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Rez de chaussée - Entrée	14	-	14 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Chaufferie	12	7 (58 %)	5 (42 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Wc	8	-	8 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Salon	19	-	17 (89 %)	2 (11 %)	-	-
Rez de chaussée - Chambre 1	19	-	19 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Dégagement	21	-	21 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Placard	6	-	6 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Accès R +1	6	2 (33 %)	3 (50 %)	1 (17 %)	-	-
1er étage - Palier	6	-	6 (100 %)	-	-	-
1er étage - Cuisine	18	-	16 (89 %)	2 (11 %)	-	-
1er étage - Chambre 2	29	-	23 (79 %)	6 (21 %)	-	-
1er étage - Chambre 3	23	1 (4 %)	20 (87 %)	2 (9 %)	-	-
1er étage - Salle d'eau	9	-	7 (78 %)	2 (22 %)	-	-
1er étage - Chambre 4	15	-	13 (87 %)	2 (13 %)	-	-
TOTAL	205	10 (5 %)	178 (87 %)	17 (8 %)	-	-

Rez de chaussée - Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
2	A	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
3					mesures	<0,4			
4					mesures	<0,4			
5	B	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
6					mesures	<0,4			
7					mesures	<0,4			
8	C	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
9					mesures	<0,4			
10					mesures	<0,4			
11	A	Cimaise	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
12	A	Cimaise (C2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
13	B	Cimaise (C3)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

13					mesures	<0,4			
14	C	Cimaise (C4)	Bois	Peinture	mesures	<0,4	0		
15					mesures	<0,4			
16	D	Cimaise (C5)	Bois	Peinture	mesures	<0,4	0		
17					mesures	<0,4			
18	A	Porte (P1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4	0		
19					mesures	<0,4			
20	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4	0		
21	C	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4	0		
22		Plafond	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4	0		
23		Plafond (P2)	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4	0		

Rez de chaussée - Chaufferie

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	B	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	C	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	D	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	E	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	F	Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
24	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
25					mesures	<0,4			
26	B	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
27	B	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
28	F	Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
29	F	Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
-		Plafond (P1)	placoplâtre		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - Wc

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
30	A	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
31					mesures	<0,4			
32	B	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
33					mesures	<0,4			
34	C	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
35					mesures	<0,4			
36	D	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
37					mesures	<0,4			
38	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
39					mesures	<0,4			
40	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
41	C	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
42		Plafond (P1)	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
43					mesures	<0,4			

Rez de chaussée - Salon

Nombre d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
44	A	Mur	-	tissu tendu	mesures	<0,4		0	
45					mesures	<0,4			
46	B	Mur	-	tissu tendu	mesures	<0,4		0	
47					mesures	<0,4			
48	C	Mur	-	tissu tendu	mesures	<0,4		0	
49					mesures	<0,4			
50	D	Mur	-	tissu tendu	mesures	<0,4		0	
51					mesures	<0,4			
52	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
53					mesures	<0,4			
54	A	Porte placard (P2)	bois	peinture	mesures	6,7	Non Dégradé	1	
55					mesures	6,7			
56	B	Porte R +1 (P3)	bois	peinture	mesures	3	Non Dégradé	1	
57					mesures	3			
58	D	Porte (P4)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
59					mesures	<0,4			
60	D	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
61	D	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
62	D	Tablette	Bois	peinture	mesures	<0,4		0	
63	D	Tablette (T2)	Bois	peinture	mesures	<0,4		0	
64	D	Embrasure	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
65	D	Embrasure (E2)	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
66	D	Fenêtre intérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
67	D	Fenêtre extérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
68	D	Tablette (T3)	Bois	peinture	mesures	<0,4		0	
69					mesures	<0,4			
70	D	Embrasure (E3)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
71					mesures	<0,4			
72		Plafond (P1)	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
73					mesures	<0,4			

Rez de chaussée - Chambre 1

Nombre d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
74	A	Mur	Plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
75					mesures	<0,4			
76	B	Mur	Plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
77					mesures	<0,4			
78	C	Mur	Plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
79					mesures	<0,4			
80	D	Mur	Plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
81					mesures	<0,4			
82	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
83					mesures	<0,4			
84	A	Porte placard (P2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
85					mesures	<0,4			
86	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

87	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
88					mesures	<0,4			
89	C	Tablette (T1)	Bois	peinture	mesures	<0,4		0	
90					mesures	<0,4			
91	C	Embrasure (E1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
92	C	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
93	C	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
94	D	Fenêtre intérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
95	D	Fenêtre extérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
96	D	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
97	D	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
98					mesures	<0,4			
99	D	Embrasure (E2)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
100					mesures	<0,4			
101	D	Tablette (T2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
102					mesures	<0,4			
103		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	

Rez de chaussée - Dégagement

Nombre d'unités de diagnostic : 21 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
104	A	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
105					mesures	<0,4			
106	B	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
107					mesures	<0,4			
108	C	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
109					mesures	<0,4			
110	D	Mur	Plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
111					mesures	<0,4			
112	A	Pinthes	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
113	A	Pinthes (P2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
114	B	Pinthes (P3)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
115					mesures	<0,4			
116	C	Pinthes (P4)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
117					mesures	<0,4			
118	D	Pinthes (P5)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
119					mesures	<0,4			
120	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
121					mesures	<0,4			
122	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
123	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
124	C	Embrasure (E1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
125					mesures	<0,4			
126	C	Tablette (T1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
127					mesures	<0,4			
128	D	Fenêtre intérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
129	D	Fenêtre extérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
130	D	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
131	D	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
132	D	Tablette (T2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
133					mesures	<0,4			
134	D	Embrasure (E2)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
135					mesures	<0,4			
136		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
137					mesures	<0,4			

Rez de chaussée - Placard

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
138	A	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
139					mesures	<0,4			
140	B	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
141					mesures	<0,4			
142	C	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
143					mesures	<0,4			
144	D	Mur	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
145					mesures	<0,4			
146	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
147					mesures	<0,4			
148		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
149					mesures	<0,4			

Rez de chaussée - Accès R+1

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
150		Marches	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
151		Rambarde	Bois	peinture	mesures	2,1	Non dégradé	1	
152		Contremarches	Bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
153					mesures	<0,4			
154		Mur	plâtre	peinture	mesures	<0,4		0	
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

1er étage - Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
155	A	Mur	plâtre	peinture	mesures	<0,4		0	
156					mesures	<0,4			
157	B	Mur	plâtre	peinture	mesures	<0,4		0	
158					mesures	<0,4			
159	C	Mur	plâtre	peinture	mesures	<0,4		0	
160					mesures	<0,4			
161	D	Mur	plâtre	peinture	mesures	<0,4		0	
162					mesures	<0,4			
163	A	Porte R+2 (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
164					mesures	<0,4			
165		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

166					mesures	<0,4			
-----	--	--	--	--	---------	------	--	--	--

1er étage - Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
167	A	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
168					mesures	<0,4			
169	B	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
170					mesures	<0,4			
171	C	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
172					mesures	<0,4			
173	D	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
174					mesures	<0,4			
175	A	Plinthes (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
176					mesures	<0,4			
177	B	Plinthes (P2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
178					mesures	<0,4			
179	C	Plinthes (P3)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
180					mesures	<0,4			
181	D	Plinthes (P4)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
182					mesures	<0,4			
183	A	Bâti Porte (P1)	bois	peinture	mesures	6,2	Non Dégradé	1	
184	A	Bâti Porte (P1)	bois	peinture	mesures	6,2	Non Dégradé	1	
185	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
186	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
187	C	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
188	C	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
189	C	Garde corps	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
190	C	Garde corps (G2)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
191	C	Embrasure (E1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
192					mesures	<0,4			
193		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
194					mesures	<0,4			

1er étage - Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 29 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
195	A	Mur	plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
196					mesures	<0,4			
197	B	Mur	plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
198					mesures	<0,4			
199	C	Mur	plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
200					mesures	<0,4			
201	D	Mur	plâtre	toile de verre peinte	mesures	<0,4		0	
202					mesures	<0,4			
203	A	Plinthes (P1)	bois	peinture	mesures	4,5	Non Dégradé	1	
204					mesures	4,5			
205	B	Plinthes (P2)	bois	peinture	mesures	4,5	Non Dégradé	1	
206	C	Plinthes (P3)	bois	peinture	mesures	4,5	Non Dégradé	1	
207	D	Plinthes (P4)	bois	peinture	mesures	4,5	Non Dégradé	1	
208	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	30	Non Dégradé	1	
209	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	30	Non Dégradé	1	
210	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
211	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
212	C	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
213	C	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
214	C	Garde corps (G1)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
215					mesures	<0,4			
216	C	Embrasure (E1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
217					mesures	<0,4			
218	D	Fenêtre intérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
219	D	Fenêtre extérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
220	D	Volet intérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
221	D	Volet extérieur	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
222	D	Garde corps (G2)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
223					mesures	<0,4			
224	D	Embrasure (E2)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
225					mesures	<0,4			
226	D	Fenêtre intérieure (F3)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
227	D	Fenêtre extérieure (F3)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
228	D	Volet intérieur (V2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
229	D	Volet extérieur (V2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
230					mesures	<0,4			
231	D	Garde corps (G3)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
232					mesures	<0,4			
233	D	Embrasure (E3)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
234					mesures	<0,4			
235		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	

1er étage - Chambre 3

Nombre d'unités de diagnostic : 23 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
236	A	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
237					mesures	<0,4			
238	B	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
239					mesures	<0,4			
240	C	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
241					mesures	<0,4			
242	D	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
243					mesures	<0,4			
244	A	Plinthes (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
245					mesures	<0,4			
246	B	Plinthes (P2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
247					mesures	<0,4			
248	C	Plinthes (P3)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
249					mesures	<0,4			
250	D	Plinthes (P4)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
251					mesures	<0,4			
252	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	11	Non Dégradé	1	

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

253	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	11	Non Dégradé	1	
254	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
255	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
256	C	Volet intérieur (V1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
257	C	Volet extérieur (V1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
258					mesures	<0,4			
259	C	Garde corps (G1)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
260					mesures	<0,4			
261	C	Embrasure (E1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
262	C	Fenêtre intérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
263	C	Fenêtre extérieure (F2)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
264	C	Volet intérieur (V2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
265	C	Volet extérieur (V2)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
266					mesures	<0,4			
267	C	Garde corps (G2)	Fer	peinture	mesures	<0,4		0	
268					mesures	<0,4			
269	C	Embrasure (E2)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
-		Plafond (P1)	dalles		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

1er étage - Salle d'eau

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
270	A	Mur	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
271					mesures	<0,4			
272	B	Mur	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
273					mesures	<0,4			
274	C	Mur	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
275					mesures	<0,4			
276	D	Mur	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	
277					mesures	<0,4			
278	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	9	Non Dégradé	1	
279	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	9	Non Dégradé	1	
280	C	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
281	C	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Vernis	mesures	<0,4		0	
282					mesures	<0,4			
283		Plafond (P1)	Plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	

1er étage - Chambre 4

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Type de dégradation	Classement UD	Observation
284	A	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
285					mesures	<0,4			
286	B	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
287					mesures	<0,4			
288	C	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
289					mesures	<0,4			
290	D	Mur	plâtre	Papier peint	mesures	<0,4		0	
291					mesures	<0,4			
292	A	Plinthes (P1)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
293					mesures	<0,4			
294	B	Plinthes (P2)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
295					mesures	<0,4			
296	C	Plinthes (P3)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
297					mesures	<0,4			
298	D	Plinthes (P4)	bois	peinture	mesures	<0,4		0	
299					mesures	<0,4			
300	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	8,7	Non Dégradé	1	
301	A	Porte (P1)	bois	peinture	mesures	8,7	Non Dégradé	1	
302	B	Fenêtre intérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
303	B	Fenêtre extérieure (F1)	bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
304	B	Volet intérieur (V1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
305	B	Volet extérieur (V1)	Bois	Peinture	mesures	<0,4		0	
306					mesures	<0,4			
307		Plafond (P1)	plâtre	Peinture	mesures	<0,4		0	

6 Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	205	10	178	17	0	0
%	100	5 %	87 %	8 %	0 %	0 %

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de

poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (non dégradé, non visible, état d'usage) sur certaines unités de diagnostic, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 01/02/2023).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Mme THIBAUT Brigitte

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

NON	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062) (détail sur www.info-certif.fr)**

Fait à **SAINT SEBASTIEN DE MORSENT**, le
02/02/2022

Par : MAO julien



BATI CONTROL
SAS au capital de 89 500€
5, rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83
RCS Evreux 702 812 965 - APE 7120 B

7 Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9 Annexes :

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessible. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2201109

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

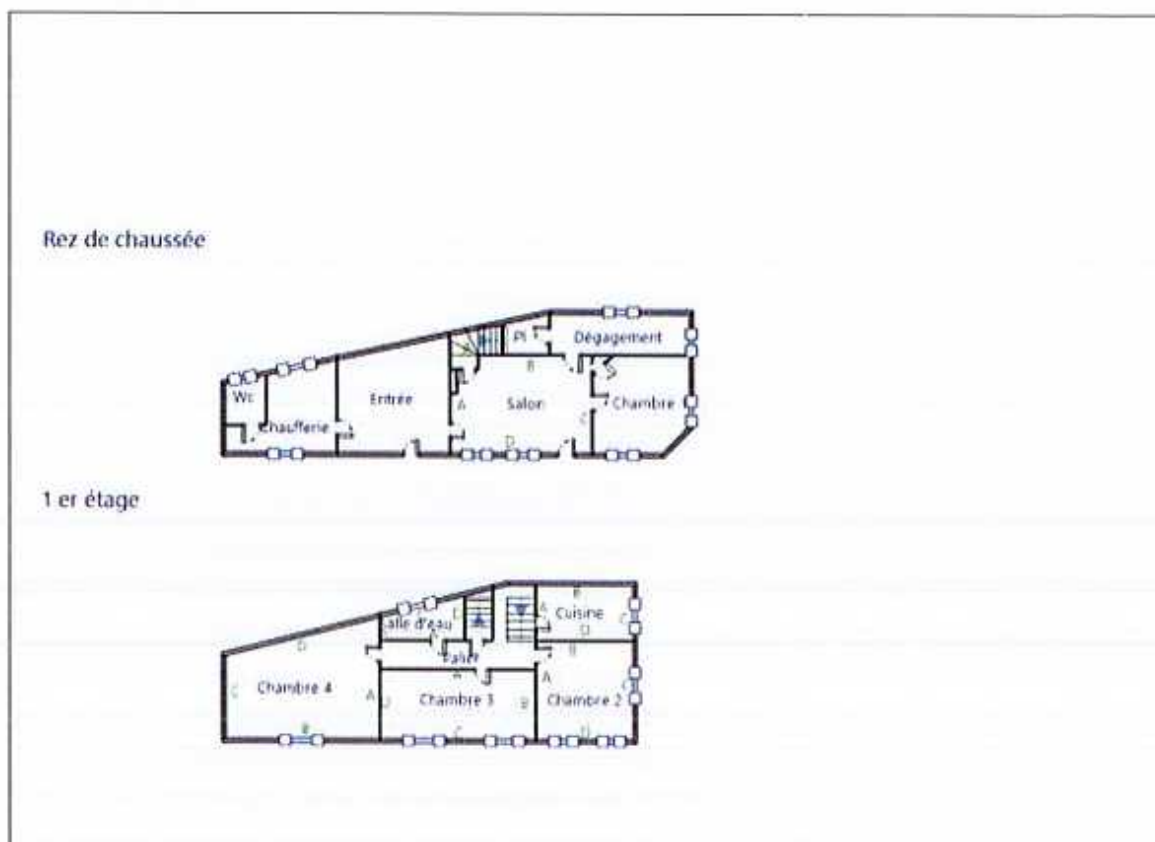
- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Croquis



Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

BatiControl

Expert en diagnostics immobiliers depuis 2004

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 2201109
Date du repérage : 02/02/2022

Références réglementaires et normatives	
Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue : 33 rue de Breteuil Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété . Code postal, ville : 27240 DAMVILLE
Périmètre de repérage : Maison d'habitation sur deux niveaux. Le Repérage est effectué sur les matériaux visibles et/ou rendus accessibles sans dégradations. Sont exclus du repérage : les matériaux sous revêtements collés, encastrés ou hermétiques tels que linoléum/moquette collé(e), parquet flottant, coffrage...
Type de logement : Maison d'habitation
Fonction principale du bâtiment : Habitation (maison individuelle)
Date de construction : < 1949

Le propriétaire et le donneur d'ordre	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... Sci Bord de L'eau Adresse : "Le Vieux Château" 870 rue du Vieux Château 27160 CINTRAY
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ... Mme THIBAUT Brigitte Adresse : 33 rue de Breteuil 27240 DAMVILLE

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	MAO Julien	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062)	Obtention : 20/12/2017 Échéance : 19/12/2022 N° de certification : 8078867
Raison sociale de l'entreprise : BATICONTROL (Numéro SIRET : 79391296500019) Adresse : SAS au capital de 89500€ - 5 rue du Général De Gaulle, 27180 SAINT SEBASTIEN DE MORSENT Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ Numéro de police et date de validité : 808109210 / 30/09/2022				

Le rapport de repérage	
Date d'émission du rapport de repérage :	02/02/2022, remis au propriétaire le 02/02/2022
Diffusion :	le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination :	le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 18 pages

Vu le 3 mars 2022

Vu le 03 mars 2022

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur connaissance de l'opérateur : Conduit en amiante-ciment le long du mur de la façade arrière (Extérieur) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*

*** Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... I.T.G.A

Adresse : Parc Edonia - Bât R - Rue de la Terre d'Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX

Numéro de l'accréditation Cofrac : 66862

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Entourages de poteaux (carton-plâtre)
	Coffrage perdu
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joint (traces)
Vide-ordures	Joint (bandes)
	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
Bardages et façades légères	Bardeaux bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
Conduits en toiture et façade	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Extérieur

Rez de chaussée - Entrée
 Rez de chaussée - Chaufferie
 Rez de chaussée - Wc
 Rez de chaussée - Salon
 Rez de chaussée - Chambre 1
 Rez de chaussée - Dégagement
 Rez de chaussée - Placard

Rez de chaussée - Accès R +1

1er étage - Palier
 1er étage - Cuisine
 1er étage - Chambre 2
 1er étage - Chambre 3
 1er étage - Salle d'eau
 1er étage - Chambre 4
 2ème étage - Grenier

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 25/01/2022

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 02/02/2022

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mme THIBAUT Brigitte

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Extérieur	<p>Identifiant: M001 échantillon: M001 Description: Conduit en amiante-ciment le long du mur de la façade arrière Composant de la construction: façade arrière Partie à sonder: Conduit Liste selon annexe 13-9 du CSP: B Localisation sur croquis: Point001</p>	Présence d'amiante (sur connaissance de l'opérateur)	<p>Matériau non dégradé</p> <p>Résultat EP**</p> <p>Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.</p>

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Nota : Dès réception de ce rapport, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France** 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062) (détail sur www.info-certif.fr)

Fait à **DAMVILLE**, le **02/02/2022**

Par : **MAO julien**



BATI CONTROL
SAS au capital de 89 500€
5, rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83
RCS Evreux 793 912 965 - APE 7120 B

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° 2201109****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes**

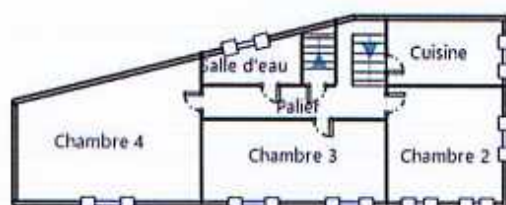
- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Recommandations générales de sécurité**
- 7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Croquis de repérage (Plan non côté)

Rez de chaussée

Point001

Conduit en amiante-ciment le long du mur de la façade arrière

1^{er} étage

Localisation	Description
Rez de chaussée - Entrée	Sol Carrelage Mur Plâtre, toile de verre peinte Plafond Plâtre, toile de verre
Rez de chaussée - Chauffage	Sol Ciment Mur Ciment Plafond Placoplâtre
Rez de chaussée - Wc	Sol Ciment Mur Ciment, peinture Plafond Plâtre peint
Rez de chaussée - Salon	Sol Carrelage Mur Tissu tendu Plafond Plâtre peint
Rez de chaussée - Chambre 1	Sol Ciment, moquette Mur Papier peint, plâtre Plafond Plâtre peint
Rez de chaussée - Dégagement	Sol Ciment, moquette Mur Plâtre, toile de verre peinte Plafond Plâtre peint
Rez de chaussée - Placard	Sol Carrelage Mur Peinture, plâtre Plafond Plâtre peint
1 ^{er} étage - Palier	Sol Moquette, tomettes Mur Peinture, plâtre Plafond Plâtre peint
1 ^{er} étage - Cuisine	Sol Bois Mur Papier peint, plâtre Plafond Plâtre peint
1 ^{er} étage - Chambre 2	Sol Bois Mur Plâtre, toile de verre peinte Plafond Plâtre peint
1 ^{er} étage - Chambre 3	Sol Moquette, tomettes Mur Papier peint, plâtre Plafond dalles
1 ^{er} étage - Salle d'eau	Sol Carrelage Mur Peinture, plâtre Plafond Plâtre peint
1 ^{er} étage - Chambre 4	Sol Bois, moquette Mur Papier peint, plâtre Plafond Plâtre peint

Constat de repérage Amiante n° 2201109

Localisation	Description
2ème étage - Grenier	Sol Bois, tomettes Mur Briques, peinture, plâtre Plafond Toiture nue

Photos

Photo n° PhAA001
 Localisation : Extérieur
 Ouvrage : façade arrière
 Partie d'ouvrage : Conduit
 Description : Conduit en amiante-ciment le long du mur de la façade arrière
 Localisation sur croquis : Point001

7.2 - Annexe - Rapports d'essais**Identification des prélèvements :**

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais :

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**Aucune évaluation n'a été réalisée****Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres, ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau		
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>		EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>		EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>		AC1
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>		EP
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>		AC1
					AC2
		généralisée <input type="checkbox"/>			AC2

Dossier n° 2201109
Date de l'évaluation : 02/02/2022
Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur
Identifiant Matériau : M001
Matériau : Conduit en amiante-ciment le long du mur de la façade arrière
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents

Néant

Constat de repérage Amiante n° 2201109



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adèle - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



accréditation n° 1-0953

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071311-5821 EN DATE DU 13/11/2013 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : BATI CONTROL
5 rue du Général de Gaulle
27180 SAINT SEBASTIEN DE MORSENT

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 05/11/2013
Analysé à : ITGA SAINT-GREGOIRE

Réf. Commande Client : 131069

Réf. Dossier Client : Sci Bord de l'eau

Référence Client de l'échantillon :

P1 - Dalle de plafond
Plafond ch2

Réf. Commande ITGA : IT0713-36293

Réf. Echantillon ITGA : IT071311-5821

Description ITGA :

Amas beige fibreux en vrac

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique

Technique Analytique :

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Préps.
Amas beige fibreux en vrac	MOLP le 12/11/2013	Amiante non détecté	---	2

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Bastien PORRES

Analyste



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

En lution avec : DTR n°24

DTA 164 rev 07



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société BATICONTROL
5 Rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Siret n°793 912 965 00019

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ, 1 cours Michelot, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808/808109210.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Evaluation Périodique de l'état de conservation
des matériaux et produits contenant de l'amiante
Diagnostic Accessibilité (Hors ERP)
Diagnostic amiante avant travaux / démolition sans
préconisation de travaux
Diagnostic amiante avant vente
Diagnostic de performance énergétique
Etat des installations de gaz (Dossier de diagnostic
technique)
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Dossier technique amiante
Etat de l'installation intérieure de l'électricité des
parties privatives et communes (DTT)
Exposition au plomb (CREP)
Loi Carrez
Certificat de norme d'habitabilité dans le cadre de
l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à
taux zéro

Recherche de plomb avant travaux/Démolition
Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les
locaux (Hors milieu industriel)
Thermographie infrarouge
Audit énergétique sans préconisation de travaux
Diagnostic Amiante dans les Parties Privatives
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du
13/12/2000)
Contrôle visuel après travaux de désamiantage
(Norme NFX 46-021)
Etat des risques et pollutions
Diagnostic Technique Global (article L.731-1 du
Code de la Construction et de l'Habitation)
Visite virtuelle 360°
Diagnostic plomb après travaux
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic de performance numérique

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/10/2021 au 30/09/2022

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

Tel : 09 72 36 98 00
2 rue Grignan 13001 Marseille
contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com
Bureau Rédaction : contact@quadrantecol.com • 2 Rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 98 00
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 252 183 - Formations SAS GRAS 07 620 427 www.gras.fr - Sous le contrôle de l'ACCF
Autorité de contrôle prudentiel et de supervision - 40 Rue Trétaut 75009 Paris



La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillelet d'adhésion 808109210), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

Tel : 09 32 36 90 00
2 rue Grignan 13003 Marseille
contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com
Service Réclamation : contact@serviceclient.cabinet.com - 2 Rue Grignan 13003 Marseille 09 32 36 90 00



TABLEAU DE GARANTIE

Responsabilité civile « Exploitation »	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommmages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	9 000 000 € par sinistre
dont :	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	1 500 000 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :	150 000 € par année d'assurance
- Atteintes à l'environnement accidentelles (corporels, matériels et immatériels) :	750 000 € par année d'assurance
- Dommages aux bâtiments loués ou empruntés et à leur contenu	300 000 € par sinistre
Responsabilité civile « Professionnelle » (garantie par Assuré)	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommmages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	300 000 € par sinistre avec un maximum de 500 000 € par année d'assurance
dont :	
- Destruction ou détérioration des documents et autres supports d'informations confiés à l'Assuré pour l'exécution des prestations, y compris les frais de reconstitution des informations :	30 000 € par sinistre
Défense – Recours	
Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause.
Recours (préjudices supérieurs à 150 €) :	15 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des limites prévues par les clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2021

POUR LE CABINET CONDORCET



Tel : 09 72 36 90 00
2 rue Grignan 13001 Marseille
contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com
Service Réclamation : contact@ajacabinetcondorcet.com • 2 Rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00

BUREAU VERITAS
Certification

Certificat
Attribué à

Monsieur Julien MAO

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des normes relatives aux critères de certification de compétences d'exercices pris en application des articles L271-6 et R271-1 du Code de la Construction et de l'habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du même code.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Aviation sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de réparations d'avionnettes périodique de l'état de conservation des matériels et produits couverts par l'arrêté, et d'autres travaux effectués dans les installations liées et les critères d'accréditation des organismes de certification	30/12/2017	10/12/2022
DPE sans mention	Arrêté du 16 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique en application de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	06/03/2018	06/03/2023
Électricité	Arrêté du 31 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic technique électrique et les critères d'accréditation des organismes de certification	27/01/2018	25/01/2024
Gaz	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic technique des installations de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	07/12/2017	06/12/2022
Piscine sans mention	Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics de sécurité des piscines, des diagnostics de sécurité d'entretien des piscines ou des contrôles après travaux de piscines en piscine de piscine et les critères d'accréditation des organismes de certification	01/02/2018	31/01/2023

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-fr



Date : 21/12/2018

Numéro de certificat : 8078867

Jacques MATILLON, Président

ALGER RECHERCHES : Bureau Veritas Certification France - 11 Avenue de l'Industrie - 13008 Marseille Cedex 09
BUREAU VERITAS : Bureau Veritas Certification France - 11 Avenue de l'Industrie - 92000 Nanterre Cedex



Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

BatiControl

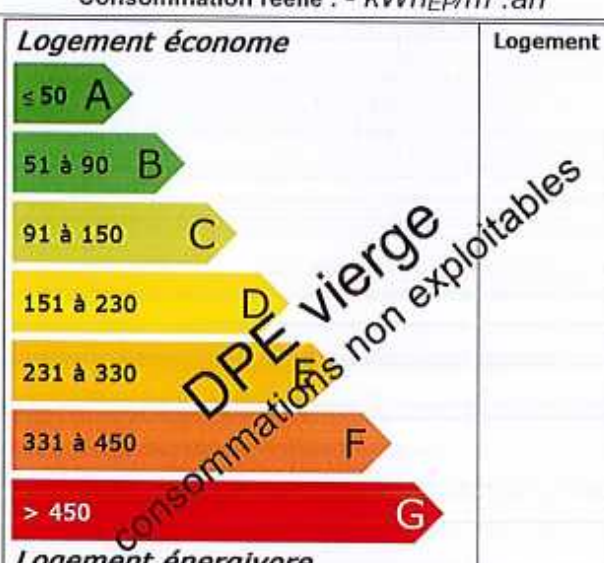
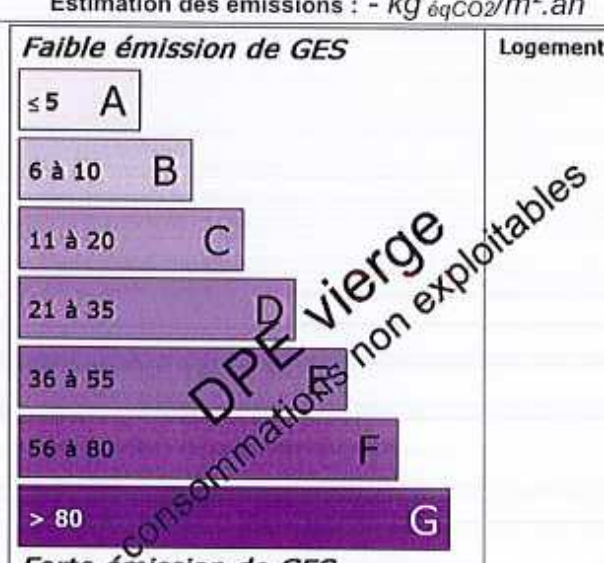
Expert en diagnostics immobiliers depuis 2004


Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)


N° : 170627 Valable jusqu'au : 14/06/2027 Type de bâtiment : Habitation (en maison individuelle) Année de construction : .. Avant 1948 Surface habitable : 98 m ² Adresse : 33 rue de Breteuil 27240 DAMVILLE	Date (visite) : 09/06/2017 Diagnostiqueur : .. MAO Julien Certification : BUREAU VERITAS CERTIFICATION France n°2529587 obtenue le 13/12/2007+01/02/2013 Signature :  BATI CONTROL SAS au capital de 89 500€ 5, rue du Général de Gaulle 27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83 RCS Evreux 793 912 965 - APE 7120 B
Propriétaire : Nom : Sci Bord de L'eau Adresse : "Le Vieux Château" 870 rue du Vieux Château 27160 CINTRAY	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles

Consommations énergétiques (en énergie primaire) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement	Émissions de gaz à effet de serre (GES) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement
Consommation réelle : - kWh _{EP} /m ² .an 	Estimation des émissions : - kg _{eqCO2} /m ² .an 

Vu le 3 mars 2022 

Vu le 03 mars 2022 

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Mur simple en briques pleines donnant sur l'extérieur	Système de chauffage : Chaudière individuelle fioul	Système de production d'ECS : Chauffe-eau électrique (système individuel)
Toiture : Plafond donnant sur un comble faiblement ventilé	Emetteurs: Radiateurs munis de robinets thermostatiques	
Menuiseries : Porte(s) bois opaque pleine Porte(s) bois avec double vitrage Fenêtres oscillantes bois simple vitrage Fenêtres battantes bois simple vitrage Fenêtres battantes bois double vitrage Fenêtres battantes bois en survitrage	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : Naturelle par conduit
Plancher bas : Plancher donnant sur un terre-plein	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Énergies renouvelables		Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m².an
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit,
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes),
- Evitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques,...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique/audiovisuel :

- Eteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Electroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation de la toiture par l'intérieur	Recommandation : Isolation de la toiture, en veillant à ce que l'isolation soit continue. Détail : Pour une charpente ancienne, il faut impérativement avant d'entreprendre des travaux d'isolation procéder à un examen minutieux de l'état des bois. (remplacement des bois attaqués ou affaiblis, traitement curatif ou préventif en contrant les insectes xylophages et les moisissures. Pour les toitures anciennes il importe de ne pas aboutir à un confinement des bois de charpente. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 6 m².K/W.	30%
Remplacement chaudière (fioul à condensation)	Recommandation : Lors du remplacement de la chaudière, envisager son remplacement par une chaudière condensation ou à défaut basse température. Détail : Une visite annuelle par un professionnel est obligatoire. Celui-ci va nettoyer, effectuer les réglages et contrôles nécessaires pour un bon fonctionnement de l'installation. Une chaudière bien réglée consommera moins d'énergie et rejettera moins de CO2.	30%
Remplacement de l'ECS existant par un ECS thermodynamique	Recommandation : Lors du remplacement envisager un équipement performant type ECS thermodynamique. Détail : Remplacer par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon) ou chauffe-eau thermodynamique. Un ballon vertical est plus performant qu'un ballon horizontal. Il est recommandé de régler la température à 55°C et de le faire fonctionner de préférence pendant les heures creuses. Pendant les périodes d'inoccupation importante, vous pouvez arrêter le système de chaude sanitaire et faire une remise en température si possible à plus de 60°C avant usage.	
Installation d'une VMC hygroréglable	Recommandation : Mettre en place une ventilation mécanique contrôlée hygroréglable. Détail : La VMC permet de renouveler l'air intérieur en fonction de l'humidité présente dans les pièces. La ventilation en sera donc optimum, ce qui limite les déperditions de chaleur en hiver.	

Commentaires

Néant

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 22 mars 2017décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 et décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX** (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

BatiControl

Expert en diagnostics immobiliers depuis 2004

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : 2201109
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)
 Date du repérage : 02/02/2022

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017, 10 aout 2015 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**

Adresse : **33 rue de Breteuil**

Commune : **27240 DAMVILLE**

Département : **Eure**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **Maison d'habitation sur deux niveaux.**

Année de construction : **< 1949**

Année de l'installation : **< 1949**

Distributeur d'électricité : **ERDF**

Parties du bien non visitées : **Néant**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **Mme THIBAUT Brigitte**

Adresse : **33 rue de Breteuil**

27240 DAMVILLE

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Bouche à oreille**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :

Nom et prénom : **Sci Bord de L'eau**

Adresse : **"Le Vieux Château"**

870 rue du Vieux Château

27160 CINTRAY

C. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **MAO Julien**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **BATICONTROL**

Adresse : **SAS au capital de 89500€ - 5 rue du Général De Gaulle**


27180 SAINT SEBASTIEN DE MORSENT


Numéro SIRET : **79391296500019**

Désignation de la compagnie d'assurance : **ALLIANZ**

Numéro de police et date de validité : **808109210 / 30/09/2022**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France** le **27/01/2019** jusqu'au **26/01/2024**. (Certification de compétence **8078867**)

Vu le 3 mars 2022 

Vu le 03 mars 2022 

D. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☒ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- ☒ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☒ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

E.3. Les constatations diverses concernent :

- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- ☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre
B3.3.1 d	La valeur de la résistance de la prise de terre n'est pas adaptée au courant différentiel résiduel (sensibilité) du ou des dispositifs différentiels protégeant l'ensemble de l'installation électrique.		-Néant
B3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.		-Néant
B3.3.6 a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.		-Néant
B3.3.7 a	Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre.		-Néant
B4.3 b	Le type d'au moins un fusible ou un disjoncteur n'est plus autorisé (fusible à tabatière, à broches rechargeables, coupe-circuit à fusible de type industriel, disjoncteur réglable en courant protégeant des circuits terminaux).		-Néant
B6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).		-Néant
B7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension		-Néant
B7.3 e	L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible. Remarques : Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension		-Néant
B8.3 a	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes		-Néant

N° Article (1)	Libellé des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre
B8.3 e	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés		-Néant

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. – Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a3	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.
B11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. – Constatations diverses

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Constatation type E1. – Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
B3.3.4 b	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale	-Non visible
B5.3 b	B5 - Liaison équipotentielle supplémentaire (LES) dans chaque local contenant une baignoire ou une douche Article : Section satisfaisante de la partie visible du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire	-Non visible

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

Constatation type E3. – Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062) (détail sur www.info-certif.fr)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **02/02/2022**

Etat rédigé à **DAMVILLE**, le **02/02/2022**

Par : **MAO julien**



BATI CONTROL
SAS au capital de 89 500€
5, rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83
RCS Evreux 793 912 565 - APE 7120 B

Cachet de l'entreprise

BATI CONTROL
SAS au capital de 89 500€
5, rue du Général de Gaulle
27180 ST SEBASTIEN DE MORSENT
Tél : 02 32 28 05 38 - Fax : 02 32 30 42 83
RCS Evreux 793 912 565 - APE 7120 B

I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.1	Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
B.2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.3	Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.4	Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B.5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B.10	Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires

Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.11	<p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p>

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Annexe - Photos

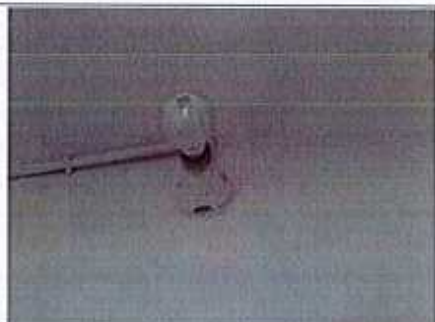


Photo phEle001

Libellé de l'anomalie : B8.3 a L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.

Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...); Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes

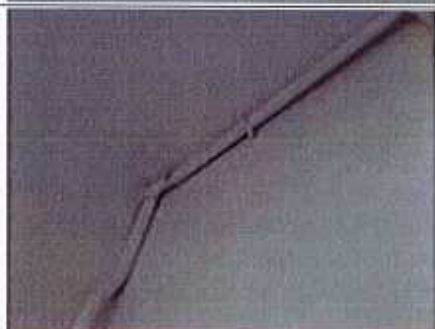


Photo phEle002

Libellé de l'anomalie : B3.3.7 a Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre.



Photo phEle003

Libellé de l'anomalie : B4.3 b Le type d'au moins un fusible ou un disjoncteur n'est plus autorisé (fusible à tabatière, à broches rechargeables, coupe-circuit à fusible de type industriel, disjoncteur réglable en courant protégeant des circuits terminaux).



Photo phEle004

Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.



Photo phEle005

Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a2 Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.



Photo phEle006

Libellé de l'anomalie : B7.3 d L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.
Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension



Photo phEle007

Libellé de l'anomalie : B8.3 e Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.
Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécaniques sur les conducteurs non protégés



Photo phEle008

Libellé de l'anomalie : B3.3.1 d La valeur de la résistance de la prise de terre n'est pas adaptée au courant différentiel résiduel (sensibilité) du ou des dispositifs différentiels protégeant l'ensemble de l'installation électrique.



Photo phEle009

Libellé de l'anomalie : B7.3 e L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.
Remarques : Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

En présence d'anomalie(s) repérée(s), il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Mme BRIGITTE THIBAUT
870 RUE DU VIEUX CHATEAU
CINTRAY
27160 BRETEUIL

Direction : Direction Infrastructures & Environnement
Service : Eau et assainissement
Affaire suivie par : Maud FARGE
Mail : maud.farge@inse27.fr
Tél : 02.32.26.39.12
Référence : 01/06/2017-DirIE/SPANC-0483-CB
Objet : contrôle de conformité périodique - compte-rendu
Réf. Abonné : MSI-226

Madame,

J'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu de contrôle de conformité périodique de votre dispositif d'assainissement non collectif, effectué le 01/06/2017 sur la propriété située 33 RUE DE BRETEUIL, DAMVILLE, 27240 MESNILS-SUR-ITON.
Ce document reprend toutes les informations recueillies par le SPANC. Pour rappel, votre installation est classée :

5 : Absence d'installation

En cas de désaccord avec un ou plusieurs points, je vous prie de contacter le SPANC aux coordonnées ci-dessus. Le détail du contrôle est donné dans le rapport ci-joint.

Je me tiens à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président de l'Interco
Normandie Sud Eure



Jean-Luc BOULOGNE



Interco Normandie Sud Eure
Service Public d'Assainissement
Non collectif
84 rue des canons
27130 VERNEUIL-SUR-AVRE

En date du :	01/06/2017
Technicien :	CYRIL BENTEN
Edition du :	01/06/2017
Visite précédente :	25/01/2007
Fréquence de visite :	<10ans
Numéro d'abonné :	MSI-226

Contrôle de conformité du dispositif d'assainissement autonome
Compte-rendu de la visite

1. DESCRIPTION DE L'HABITATION




**IDENTIFICATION
DES USAGERS**

Nom : Mme BRIGITTE THIBAUT
Adresse : 33 RUE DE BRETEUIL, DAMVILLE, 27240 MESNILS-SUR-ITON
Adresse principale : 870 RUE DU VIEUX CHATEAU, 27160 BRETEUIL
Téléphone : 02 32 34 43 43
Si locataire, nom :

CARACTERISTIQUES DE L'HABITATION

Usage de l'habitation : Habitation secondaire
Références cadastrales : AB 213
Superficie de la parcelle : 65,00 m²
Nombre d'occupants permanents : 0
Nombre de pièces principales déclarées : 6
Type de l'habitation : Habitation individuelle
Date de mise en place de l'assainissement : /
Equipements déclarés : Habitation
- WC : 1
- Salle de bains : 1

2. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

Cours d'eau		
	Désignation, localisation	
	Etat?	Mauvais
	Débit suffisant?	Non
	Uniquement eaux usées traitées?	Non
Remarques : <i>Rejet des eaux usées de l'habitation en direct dans la rivière</i>		

4. AVIS SUR LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT EXISTANT ⁽³⁾ Avis transmis le :

Comment lire ce tableau ?

1. Les modalités d'évaluation de l'installation ainsi que sa localisation sont indiquées par des croix blanches.
2. La classification de l'installation ainsi que les éventuels travaux à réaliser sont indiqués par une croix noire.

PROBLEMES CONSTATES SUR L'INSTALLATION	INSTALLATION SITUÉE DANS UNE ZONE A ENJEUX		
<input type="checkbox"/> ABSENCE D'INSTALLATION	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> ZONE A ENJEUX SANITAIRES	<input type="checkbox"/> ZONE A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX
<input type="checkbox"/> DEFAUT DE SECURITE SANITAIRE (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances affectives et sonores)	<input checked="" type="checkbox"/> NON-RESPECT DE L'ARTICLE L 1331-1-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ➤ MISE EN D'ŒUVRE DE RÉALISER UNE INSTALLATION CONFORME ➤ TRAVAUX DANS LES MEILLEURS DÉLAIS		
<input type="checkbox"/> DEFAUT DE STRUCTURE OU DE FERMETURE des ouvrages constituant l'installation	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE		
<input type="checkbox"/> IMPLANTATION A MOINS DE 35 METRES EN AMONT D'UN PUIT PRIVE DECLARE et utilisé pour l'ASP d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE		
<input type="checkbox"/> INSTALLATION INCOMPLETE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME RISQUE ENVIRONNEMENTAL AVERE ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE
<input type="checkbox"/> INSTALLATION SIGNIFICATIVEMENT SOUS-DIMENSIONNEE			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION PRESENTANT DES DYSFONCTIONNEMENTS MAJEURS			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION PRESENTANT DES DEFAUTS D'ENTRETIEN OU UNE USURE DE SES ELEMENTS CONSTITUTIFS	<input type="checkbox"/> INSTALLATION DONT LE FONCTIONNEMENT GENERAL EST SATISFAISANT LISTE DE RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION		
<input type="checkbox"/> AUTRE(S)			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION NE PRESENTANT PAS DE DEFAUT			

⁽³⁾ au regard de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - JO du 10 mai 2012

3. EVALUATION DE L'INSTALLATION

	MODALITES D'EVALUATION ⁽¹⁾	NON		COMMENTAIRES
PROBLEMES CONSTATES SUR L'INSTALLATION	Absence d'installation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Rejet de l'ensemble des eaux usées de la maison à la rivière sans qu'elle soit au préalable prés-traité
	L'installation présente t'elle un défaut de sécurité sanitaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation présente t'elle un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle située à moins de 35m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'AEP d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle incomplète ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle significativement sous dimensionnée ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation présente t'elle un dysfonctionnement majeur ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation présente t'elle un défaut d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
LOCALISATION ⁽²⁾	Autre(s) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est-elle située dans une zone à enjeux sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	L'installation est-elle située dans une zone à enjeu environnemental ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- (1) Ces modalités sont décrites dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - ANNEXE II
 (2) Ces zones sont décrites dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - Art. 2

5. CONCLUSION

☑ ABSENCE D'INSTALLATION

- Mise en place d'une installation conforme selon la réglementation en vigueur dans les meilleurs délais

Travaux nécessaires pour supprimer les risques et/ou les dangers dans un délai de 4 ans ou 1 an en cas de vente :

- **Raccordement au tout à l'égout obligatoire dans un délai de 1 an**
- **Se rapprocher du service du SEPASE pour organiser le raccordement sur la partie voirie, joignable au 02 32 07 19 79**

NR :

1) Le remplacement de l'un des dispositifs de traitement (primaire ou secondaire) correspond à une réhabilitation, soumise au contrôle du SPANC qui vérifie la conformité globale du projet par rapport à la réglementation. Ainsi, les ouvrages existants qui composent la filière, même s'ils ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement, pourront nécessiter une mise en conformité.

2) Le maire peut raccourcir ce délai selon l'importance du risque, en application de l'article L2212-7 du CGCT.

NR : La mise en conformité totale correspond à la réhabilitation de tous les éléments composant l'installation avec la possibilité de conserver les éléments existants conformes à la réglementation (cf. article 5 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif au contrôle).

Quelques rappels

- La vidange doit impérativement être effectuée par un vidangeur agréé par la Préfecture de l'Eure. La liste vous a été transmise avec l'avis de passage du SPANC. Tout manquement expose à des sanctions. Cette sanction est prévue par l'article L1331-8 du code de la santé publique. Ce texte déclare : « Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement ...d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %. »
- La vidange de la fosse septique et/ou de la fosse toutes eaux doit être effectuée dès que le niveau de boue dépasse 50% du volume utile de la fosse,
- Le bac dégraisseur doit être nettoyé tous les 6 mois pour assurer un bon fonctionnement dans le temps,
- Aucune charge lourde ne doit être stockée sur les éléments du dispositif d'assainissement,
- Les véhicules ne doivent pas circuler sur les éléments du dispositif d'assainissement,
- Ne pas planter d'arbres, arbustes à moins de 3m des dispositifs de traitement (épandage...),
- Ce rapport est basé sur des données recueillies auprès de l'utilisateur (oral et documents fournis) ainsi que sur les observations du technicien.

Verneuil d'Avre et d'Iton, le 16/02/2022



Direction : Direction Infrastructures & Environnement
 Service : Assainissement non collectif
 Affaire suivie par :
 Mail : spanc@inse27.fr
 Tél. : 02.32.26.39.12
 Référence : 20220216-DirIE/SPANC-0058-AD
 Objet : contrôle de conformité dans le cadre d'une mutation immobilière
 Réf. Abonné : MSI-226-05

Mme BRIGITTE THIBAUT
 870 RUE DU VIEUX CHATEAU
 CINTRAY
 27160 BRETEUIL

Madame,

Dans le cadre de la vente de votre bien immobilier situé 33 RUE DE BRETEUIL, 27240 MESNILS-SUR-ITON (DAMVILLE), vous avez fait appel au SPANC afin de réaliser un contrôle de conformité de votre dispositif d'assainissement non collectif.

L'article L.1331-11-1 du Code de santé publique modifié par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art.160 stipule que le vendeur doit fournir un document de moins de 3 ans au moment de la signature de l'acte de vente. Aussi, j'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu de ce contrôle, effectué le 16/02/2022. Ce document reprend toutes les informations recueillies par le technicien. Pour information, votre installation a été classée :

5 : Absence d'installation

Le présent rapport est valable pour la situation constatée au moment de la visite. Toutes modifications des usages de l'eau et/ou du système d'assainissement peuvent entraîner un changement de classement.

Un système d'assainissement est par nature enfoui, le présent compte rendu est établi sur les déclarations faites par le propriétaire ou son représentant le jour de la visite, et le SPANC se prononce sur le fonctionnement qui a été porté à sa connaissance et/ou qu'il a constaté.

En cas de désaccord avec un ou plusieurs points, je vous prie de contacter le SPANC aux coordonnées ci-dessus. Ce contrôle fait l'objet d'une redevance de 154 euros TTC.

Afin de ne pas avoir le désagrément de recevoir d'autres factures du SPANC pour la propriété visée à l'avenir, Je vous invite à nous transmettre l'attestation de vente, produite par le notaire lors de la signature de l'acte authentique de vente.

Je me tiens à votre disposition pour tous renseignements complémentaires et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le président de l'Interco
 Normandie Sud Eure



Jean-Luc BOULOGNE



Interco Normandie Sud Eure
Service Public d'Assainissement
Non collectif
BP 616
27134 VERNEUIL D'AVRE ET
D'ITON CEDEX

En date du :	16/02/2022
Dossier suivi par :	ARTHUR DECOIN
Edition du :	16/02/2022
Visite précédente :	16/11/2021
Fréquence de visite :	<10ans
Numéro d'abonné :	MSI-226-05

Contrôle de conformité du dispositif d'assainissement autonome Intervention dans le cadre d'une mutation immobilière

1. DESCRIPTION DE L'HABITATION

IDENTIFICATION DES USAGERS

Nom :	Mme BRIGITTE THIBAUT
Adresse :	33 RUE DE BRETEUIL, 27240 MESNILS-SUR-ITON (DAMVILLE)
Adresse principale :	870 RUE DU VIEUX CHATEAU, 27160 BRETEUIL (CINTRAY)
Téléphone :	02 32 60 13 81
Si locataire, nom :	

CARACTERISTIQUES DE L' HABITATION

Usage de l'habitation :	Habitation principale
Références cadastrales :	AB 213
Superficie de la parcelle :	65 m ²
Nombre d'occupants permanents :	0
Nombre de pièces principales déclarées :	6
Type de l'habitation :	Habitation individuelle
Date de mise en place de l'assainissement :	/
Equipements déclarés :	Habitation - (Etag : 0) WC : 1 - (Etag : 0) Salle de bains : 1 - (Etag : 0) Evier : 3



2. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

Plan d'eau (mare, étang, ...)



Désignation, localisation

Rivière ITON / DAMVILLE 27240

Etat ?

Bon



Uniquement eaux usées traitées ?

Non

Remarques : Rejet des eaux usées brutes de l'habitation directement dans la rivière ITON qui passe au pied de celle-ci.

3. EVALUATION DE L'INSTALLATION

	MODALITES D'EVALUATION ⁽¹⁾	NON		COMMENTAIRES
PROBLEMES CONSTATES SUR L' INSTALLATION	Absence d'installation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'y pas d'assainissement non collectif pour prétraiter et traiter les eaux usées.
	L'installation présente t'elle un défaut de sécurité sanitaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Rejet des eaux usées en direct dans la rivière passant au pied de l'habitation.
	L'installation présente t'elle un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle située à moins de 35m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'AEP d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle incomplète ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est t'elle significativement sous dimensionnée ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation présente t'elle un dysfonctionnement majeur ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation présente t'elle un défaut d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autre(s) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
LOCALISATION ⁽²⁾	L'installation est-elle située dans une zone à enjeux sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	L'installation est-elle située dans une zone à enjeu environnemental ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

(1) Ces modalités sont décrites dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - ANNEXE II

(2) Ces zones sont décrites dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - Art. 2

4. AVIS SUR LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT EXISTANT ⁽³⁾

Comment lire ce tableau ?

1. Les modalités d'évaluation de l'installation ainsi que sa localisation sont indiquées par des croix blanches.
2. La classification de l'installation ainsi que les éventuels travaux à réaliser sont indiqués par une croix noire

PROBLEMES CONSTATES SUR L'INSTALLATION	INSTALLATION SITUEE DANS UNE ZONE A ENJEUX		
<input checked="" type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> ZONE A ENJEUX SANITAIRES	<input type="checkbox"/> ZONE A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	
<input checked="" type="checkbox"/> ABSENCE D'INSTALLATION	<input checked="" type="checkbox"/> NON-RESPECT DE L'ARTICLE L 1331-1-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ➤ MISE EN DEMEURE DE REALISER UNE INSTALLATION CONFORME ➤ TRAVAUX DANS LES MEILLEURS DELAIS		
<input checked="" type="checkbox"/> DEFAUT DE SECURITE SANITAIRE (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE		
<input type="checkbox"/> DEFAUT DE STRUCTURE OU DE FERMETURE des ouvrages constituant l'installation	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE		
<input type="checkbox"/> IMPLANTATION A MOINS DE 35 METRES EN AMONT D'UN PUIS PRIVE DECLARE et utilisé pour l'AEP d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION INCOMPLETE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME DANGER POUR LA SANTE DES PERSONNES ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION NON CONFORME RISQUE ENVIRONNEMENTAL AVERE ➤ TRAVAUX OBLIGATOIRES SOUS 4 ANS ➤ TRAVAUX DANS UN DELAI DE 1 AN EN CAS DE VENTE
<input type="checkbox"/> INSTALLATION SIGNIFICATIVEMENT SOUS-DIMENSIONNEE	<input type="checkbox"/> INSTALLATION PRESENTANT DES DEFAUTS D'ENTRETIEN OU UNE USURE DE L'UN DE SES ELEMENTS CONSTITUTIFS OU UN DEFAUT N'ENTRAINANT PAS UNE NON CONFORMITE MAJEURE LISTE DE RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION		
<input type="checkbox"/> INSTALLATION PRESENTANT DES DYSFONCTIONNEMENTS MAJEURS			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION PRESENTANT DES DEFAUTS D'ENTRETIEN OU UNE USURE DE SES ELEMENTS CONSTITUTIFS			
<input type="checkbox"/> AUTRE(S)			
<input type="checkbox"/> INSTALLATION NE PRESENTANT PAS DE DEFAUT			

⁽³⁾ au regard de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de contrôle des installations d'ANC - JO du 10 mai 2012.

5. CONCLUSION

☒ ABSENCE D'INSTALLATION

- Mise en place d'une installation conforme selon la réglementation en vigueur dans les meilleurs délais et sous présentation d'une étude de sol validée en amont par le SPANC.

Quelques rappels

- **La vidange doit impérativement être effectuée par un vidangeur agréé pour le département de l'Eure. Tout manquement expose à des sanctions. Cette sanction est prévue par l'article L1331-8 du code de la santé publique. Ce texte déclare : « Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement ...d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %. »**
- La vidange de la fosse septique et/ou de la fosse toutes eaux doit être effectuée dès que le niveau de boue dépasse 50% du volume utile de la fosse,
- Le bac dégraisseur doit être nettoyé tous les 6 mois pour assurer un bon fonctionnement dans le temps,
- Aucune charge lourde ne doit être stockée sur les éléments du dispositif d'assainissement,
- Les véhicules ne doivent pas circuler sur les éléments du dispositif d'assainissement,
- Ne pas planter d'arbres, arbustes à moins de 3m des dispositifs de traitement (épandage...),
- Ce rapport est basé sur des données recueillies auprès de l'utilisateur (oral et documents fournis) ainsi que sur les observations du technicien.

**SCI BORD DE L'EAU**

Le Vieux Château
Cinray
27160 BRETEUIL

N/Réf. : 2020/VA/2020 EU 21

BRETEUIL, le 12 novembre 2020

Objet : Frais de raccordement à l'égout
33, rue de Breteuil - Damville - 27240 Mesnils-sur-Iton

Correspondant : Vincent ARPIN

Tél : 02.77.63.53.09 - 06.42.65.37.31 - e-mail : arpin.vincent@sepase.fr

Madame, Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, vous trouverez ci-joint le montant de la desserte de votre parcelle par le réseau d'assainissement collectif public.

La réalisation de ce raccordement est subordonnée à la réception d'un exemplaire du devis approuvé et signé, accompagné d'un règlement par chèque à l'ordre du Trésor Public.

Vous en souhaitant bonne réception et,

Restant à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires,

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président

le 12/11/20

Pierre HOSPITAL

Vu le 3 mars 2022

Vu le 03 mars 2022



SCI BORD DE L'EAU

Frais de raccordement à l'égout

33, rue de Breteuil - Damville - 27240 Mesnils-sur-Iton

2020 EU 21

N/Réf. : 2020/VA/2020 EU 21

Devis (en euros)					
N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	U	QTE	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT
	Raccordement au réseau d'eaux usées parcelle cadastrée section 000 AB n°213				
1	Frais de raccordement comprenant :	Ft	1,00	2 200,00 €	2 200,00 €
1,1	la fourniture et pose des éléments composant le branchement d'assainissement sur domaine public (raccordement entre le réseau public et la limite de propriété)				
1,2	la réalisation des terrassements, la fourniture et mise en place des matériaux de remblais (sable, tout-venant, béton, enrobé)				
1,3	l'évacuation des déblais en décharge				
	MONTANT H.T.				2 200,00 €
	T.V.A. 20 %				440,00 €
2	Taxe de Participation Financière à l'Assainissement Collectif :				
	Pour un logement individuel (1 à 6 Eq/H)	U	1,00	2 000,00 €	2 000,00 €
	MONTANT TTC				4 640,00 €

Nos conditions générales font partie intégrante de la présente offre

BRETEUIL, le 12 novembre 2020

Le Président : Pierre HOSPITAL

Conditions de règlement :

100% à la commande par cheque au nom du TRESOR PUBLIC

Durée de validité : 3 (mois)

Délai d'exécution : 2 (mois)

indice 0

SCI BORD DE L'EAU
33, rue de Breteuil
Damville
27240 Mesnils-sur-Iton



Raccordement assainissement suivant devis n°2020 EU 21.



En marron : réseau d'eaux usées collectif public

En rouge : branchement d'assainissement à créer sur domaine public avec pose d'une boîte de raccordement assainissement sous trottoir. L'emplacement de la boîte de raccordement dépendra de la présence des réseaux enterrés existants.

Mme LUCEAU Naya / DUDEMAINE Daphné
Frais de raccordement à l'égout
33, rue de Breteuil - Damville - 27240 Mesnils-sur-Iton
2022 EU 11

SEPA SE
25 AVR. 2022
ARRIVÉE

N/Réf. : 2022/VA/2022 EU 11

Devis (en euros)					
N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	U	QTE	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT
	Raccordement au réseau d'eaux usées parcelle cadastrée section 000 AB n°213				
1	Frais de raccordement comprenant :	Ft	1,00	2 200,00 €	2 200,00 €
1,1	la fourniture et pose des éléments composant le branchement d'assainissement sur domaine public (raccordement entre le réseau public et la limite de propriété)				
1,2	la réalisation des terrassements, la fourniture et mise en place des matériaux de remblais (sable, tout-venant, béton, enrobé)				
1,3	l'évacuation des déblais en décharge				
	MONTANT H.T.				2 200,00 €
	T.V.A. 20 %				440,00 €
2	Taxe de Participation Financière à l'Assainissement Collectif :				
	Pour un logement individuel (1 à 6 Eq/H)	U	1,00	2 000,00 €	2 000,00 €
	MONTANT TTC				4 640,00 €

Nos conditions générales font partie intégrante de la présente offre

BRETEUIL, le 6 avril 2022

Le Président : **CONCEDIEU Benoît**

Bon pour accord

Bon pour accord




Durée de validité :

3 (mois)

Délai d'exécution :

2 (mois)

Conditions de règlement :

100% à la commande par cheque au nom du TRESOR PUBLIC

indice 0

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L 125-7 du Code de l'Environnement



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON
Numéro de dossier	CFB/NB-9329
Date de réalisation	25/02/2022
Localisation du bien	Damville, 33 Rue de Breteuil 27240 MESNILS SUR ITON
Section cadastrale	AB 213
Altitude	134.84m
Données GPS	Latitude 48.869729 - Longitude 1.071301
Désignation du vendeur	SCI BORD DE L'EAU
Désignation de l'acquéreur	Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCE

* Document réalisé sur commande par Media Immo qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON soient exactes.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES				
Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 1 - Très faible			EXPOSÉ	-
Commune à potentiel radon de niveau 3			NON EXPOSÉ	-
Immeuble situé dans un Secteur d'information sur les sols			NON EXPOSÉ	-
INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE				
-	Mouvement de terrain	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
-	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
-	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)				
Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb Plan disponible en Préfecture et/ou en Mairie de MESNILS SUR ITON				
-	Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	Informatif	NON EXPOSÉ	-

⁽¹⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre INFORMATIF et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

Vu le 3 mars 2022

Vu le 3 mars 2022

Vu le 03 mars 2022

Vu le 03 mars 2022

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques et Pollutions
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
 En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! Si la n° implique pas d'obligation ou d'intensification réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° _____ du _____ mis à jour le _____

Adresse de l'immeuble : Damville, 33 Rue de Breteuil
 27240 MESNILS SUR ITON

Cadastre : AB 213

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
 prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date _____ 1 oui ☐ non ☒

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
 Inondation ☐ crue torrentielle ☐ mouvements de terrain ☐ avalanches ☐ sécheresse / argile ☐
 cyclone ☐ remontée de nappe ☐ feux de forêt ☐ séisme ☐ volcan ☐

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
 2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés : oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
 prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date _____ 3 oui ☐ non ☒

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
 mouvements de terrain ☐ autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
 4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés : oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé
 5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
 effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐ projection ☐ risque industriel ☐

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé
 oui ☐ non ☒

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement
 oui ☐ non ☒

> L'immeuble est situé en zone de prescription
 6 si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés : oui ☐ non ☒

6 si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente : oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en :
 zone 1 très faible ☒ zone 2 faible ☐ zone 3 modérée ☐ zone 4 moyenne ☐ zone 5 forte ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 : oui ☐ non ☒

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS) : NC* ☐ oui ☐ non ☒

* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique
 > L'information est mentionnée dans l'acte de vente : oui ☒ non ☐

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Carte Sismicité

Vendeur - Acquéreur

Vendeur : SCI BORD DE L'EAU

Acquéreur : Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCEAU

Date : 25/02/2022

Fin de validité : 25/08/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site <https://www.nota-riques-urbains.fr/>
 © 2022 Media Immo. Siège social : 134 rue Louis Baudouin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 475 613 - RCP GENERALI N°AP 659 256

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Eure
Adresse de l'immeuble : Damville, 33 Rue de Breteuil 27240 MESNILS SUR ITON
En date du : 25/02/2022

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Date de Fin	Publication	JO	Indemnisé
Inondations et coulées de boue	25/05/1992	25/05/1992	04/02/1993	27/02/1993	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	21/02/1995	24/02/1995	<input type="checkbox"/>
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Inondations par remontées de nappe phréatique	01/02/2001	02/04/2001	27/12/2001	18/01/2002	<input type="checkbox"/>
Inondations par remontées de nappe phréatique	08/02/2001	15/04/2001	27/12/2001	18/01/2002	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	23/03/2001	27/03/2001	03/12/2001	19/12/2001	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	16/06/2006	14/07/2006	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2017	30/09/2017	18/09/2018	20/10/2018	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	04/06/2018	04/06/2018	26/06/2018	05/07/2018	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	04/06/2018	05/06/2018	09/07/2018	27/07/2018	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain	05/06/2018	06/06/2018	26/11/2018	07/12/2018	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	12/06/2018	12/06/2018	17/09/2018	20/10/2018	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	12/06/2018	12/06/2018	09/07/2018	27/07/2018	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : SCIBORD DE L'EAU

Acquéreur : Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LL

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique : "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

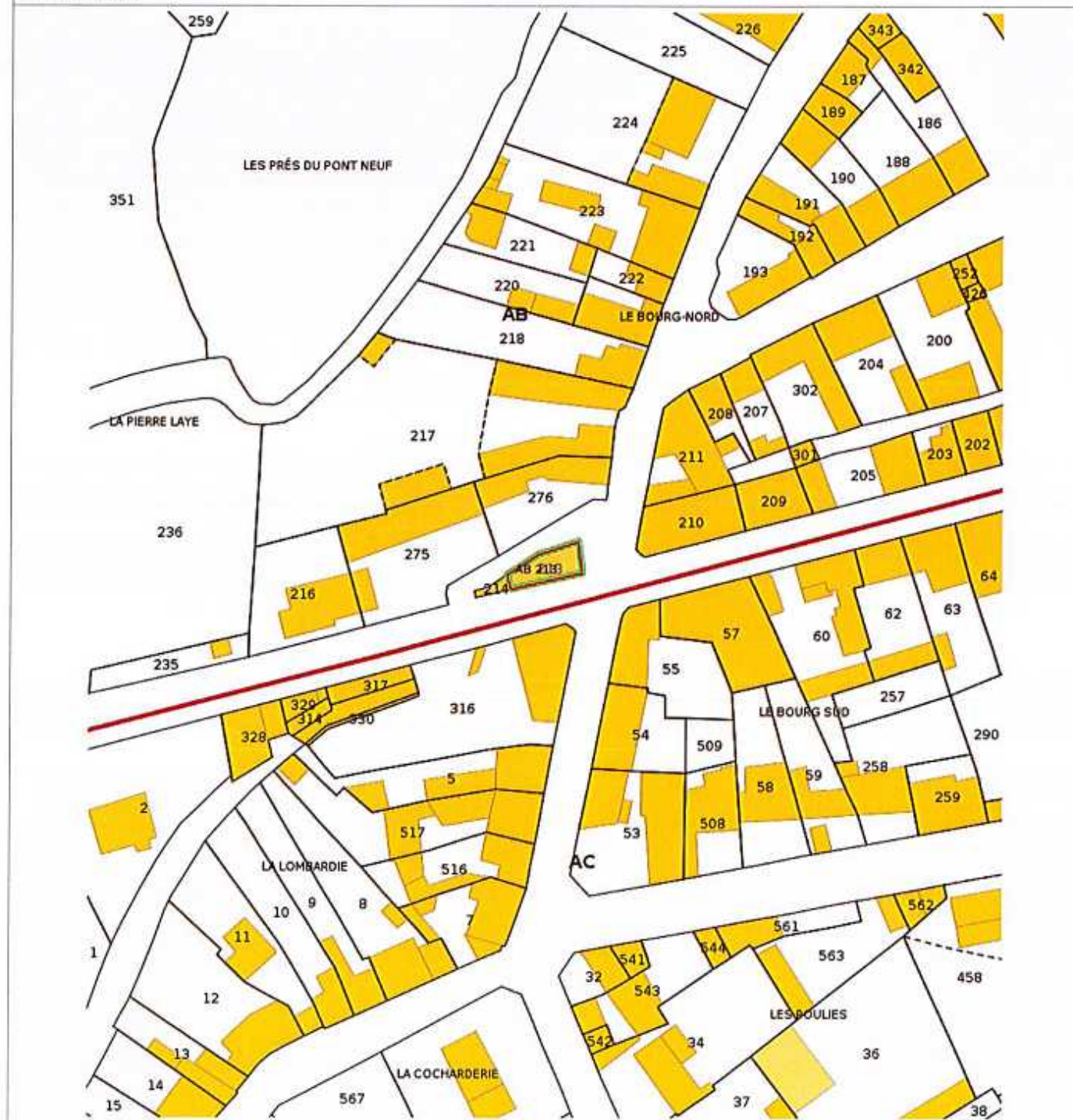
Département : Eure

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

Commune : MESNILS SUR ITON

IMG REPERE

Parcelles : AB 213

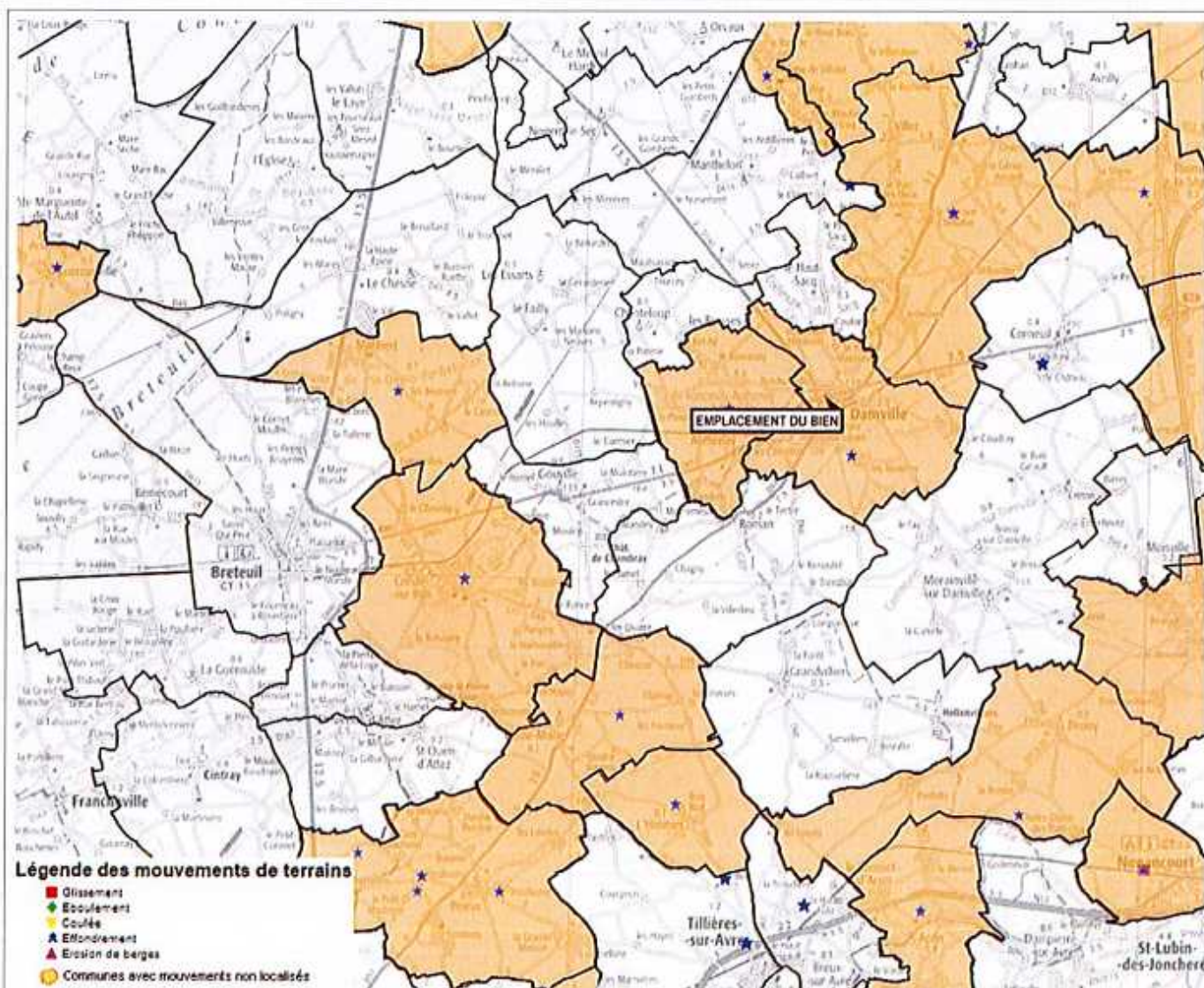


Zonage réglementaire sur la Sismicité



Carte

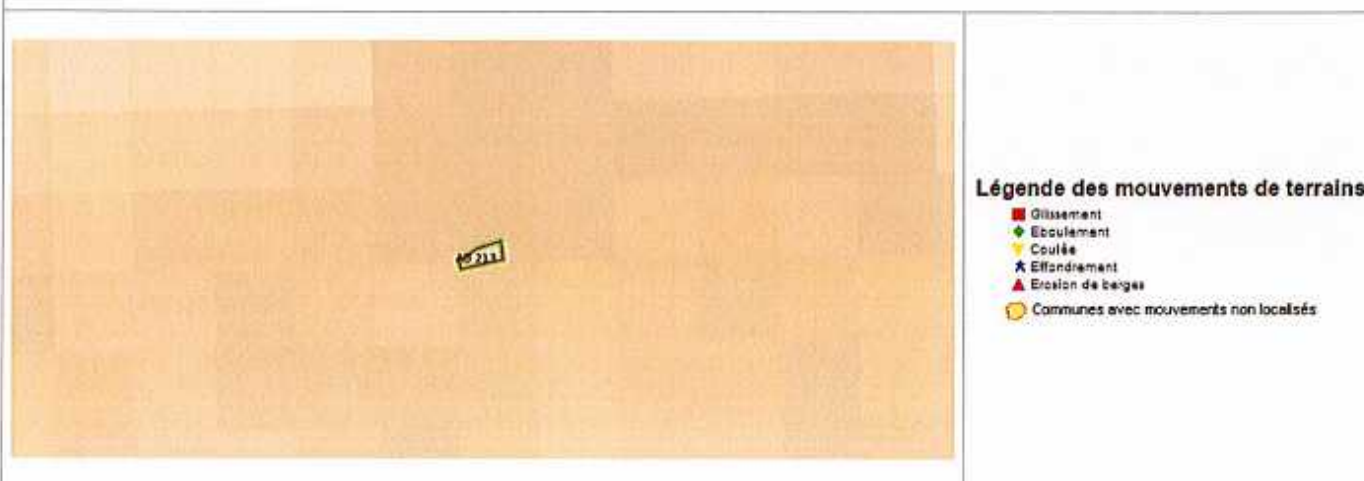
Mouvement de terrain



Mouvement de terrain Informatif

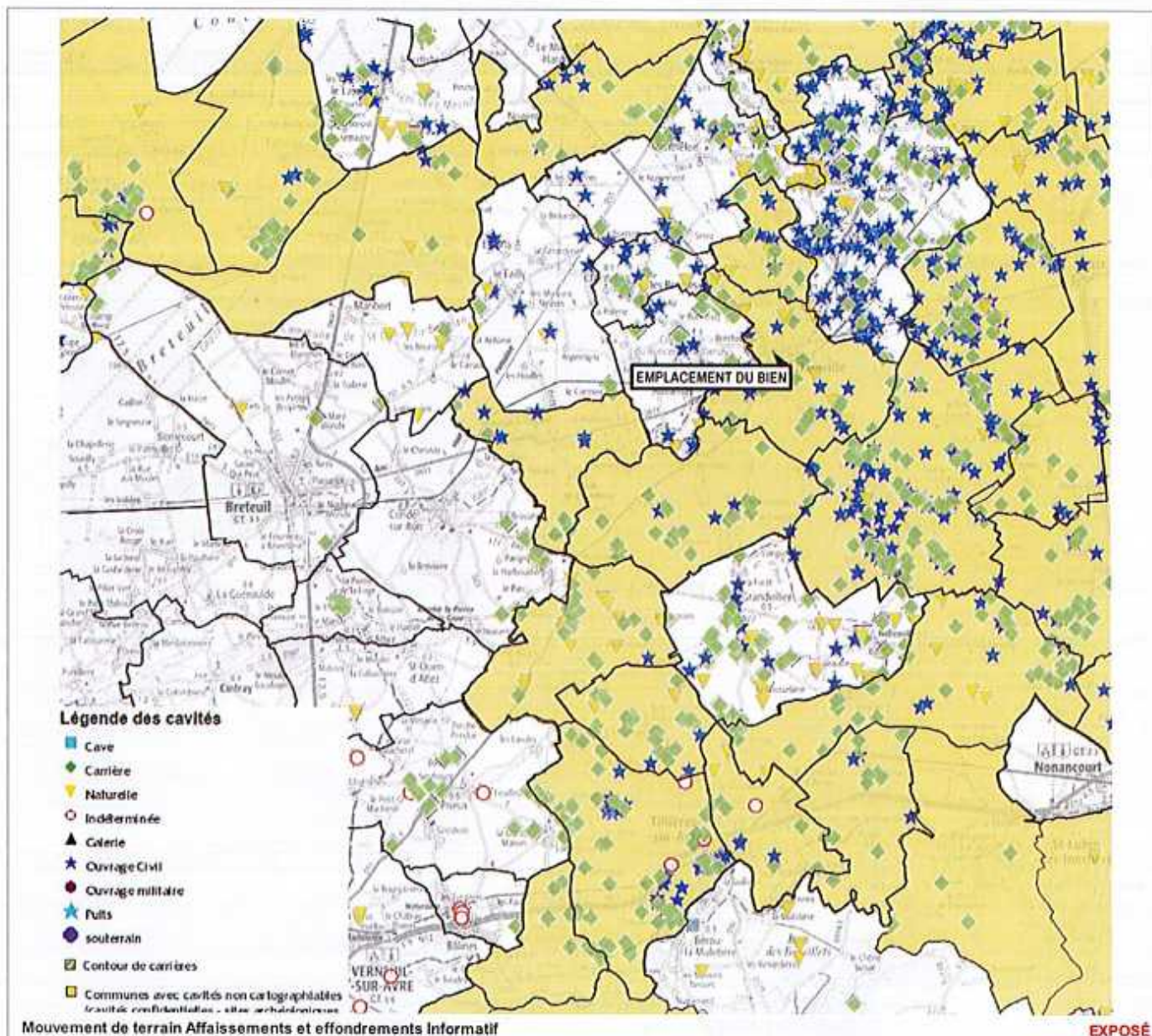
EXPOSÉ

Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus

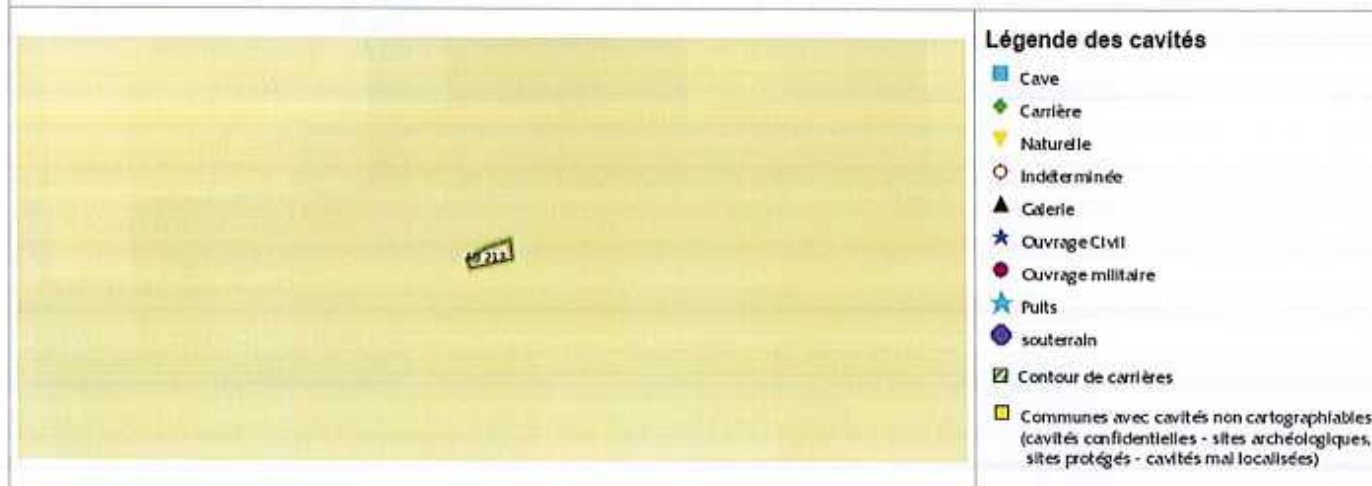


Carte

Mouvement de terrain Affaissements et effondrements

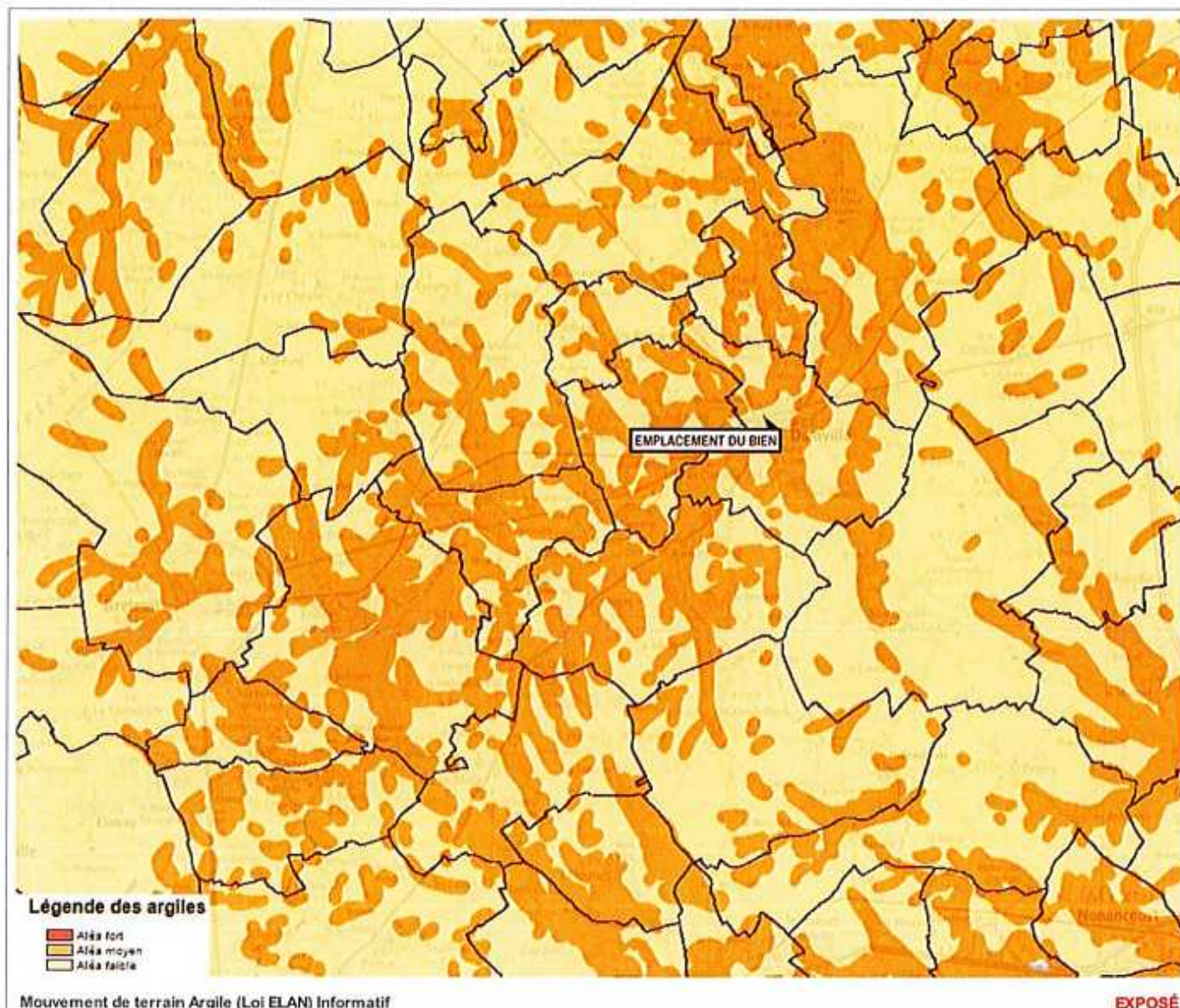


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus

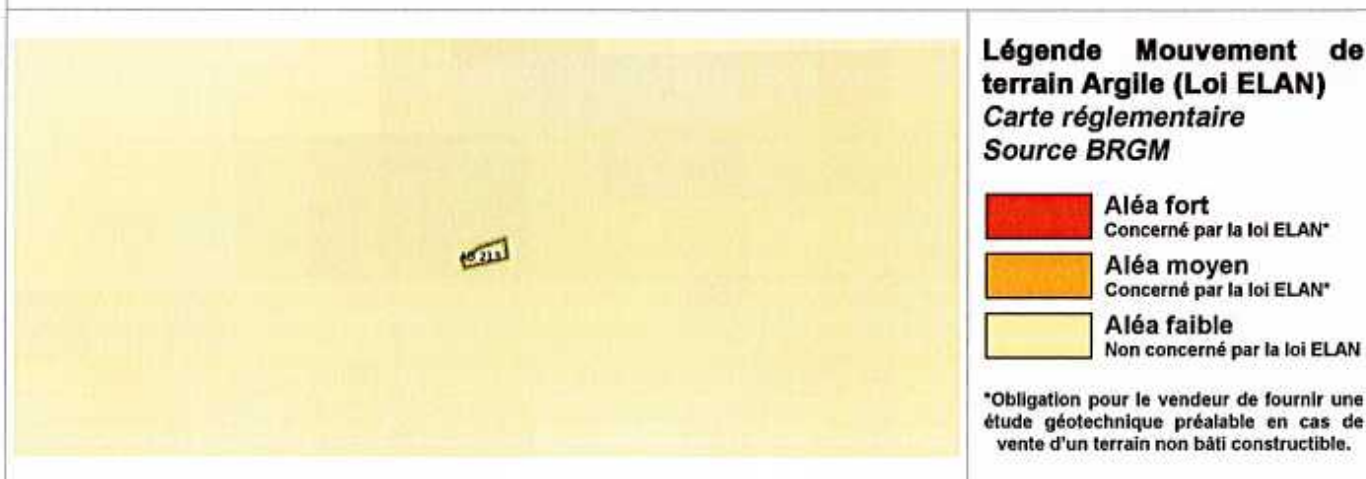


Carte

Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Annexes

Attestation d'assurance



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOUIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 28 novembre 2021

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOUIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent du fait de son activité professionnelle :

- Notes de Renseignements d'Urbanisme, Droit de préemption, Certificats de carrières, Non péril, Alignement, Hygiène/Salubrité, Numérotage, Concordanance Cadastre, état ERP/ERPS, ICPE

TABEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre
• Atteintes accidentelles à l'environnement sur site non soumis à autorisation ou enregistrement	750 000 EUR par année d'assurance

1/ 2

FSIP0019 / 446-403149
2840 D



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Annexes

Attestation d'assurance



Attestation contrat N°AP559256

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus	3 000 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Dommages immatériels non consécutifs	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Frais de restauration de l'image de marque	200 000 EUR par année d'assurance
• Biens, documents, médias et données confiés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution	500 000 EUR par année d'assurance
Frais de prévention	
Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Responsabilité Environnementale	
Pertes pécuniaires	500 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Atteinte Logique / Cyber	
Tous dommages et frais confondus	150 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de notification	50 000 EUR par année d'assurance
• Frais en cas d'atteinte à la réputation	50 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
 Directeur des Opérations



 FSIP0019 / 446-4031-09
 2040 D

2/ 2



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 830 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
 Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
 Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en commande** par Media Immo
Pour le compte de MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON
Numéro de dossier CFB/NB-9329
Date de réalisation 25/02/2022

Localisation du bien Damville, 33 Rue de Breteuil
27240 MESNILS SUR ITON
Section cadastrale AB 213
Altitude 134.84m
Données GPS Latitude 48.869729 - Longitude 1.071301

Désignation du vendeur SCI BORD DE L'EAU
Désignation de l'acquéreur Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCE/

Dans un rayon de
200m autour du bien



Dans un rayon entre
200m et 500m du bien



Conclusion

A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :

- ➔ 0 site pollué (ou potentiellement pollué) est répertorié par BASOL.
- ➔ 5 sites industriels et activités de service sont répertoriés par BASIAS.
- ➔ 5 sites sont répertoriés au total.

MEDIA IMMO
124, rue Louis Braille
91100 CORBEIL-ESSONNES
TEL: 01 60 90 30 35
SIRET 750 675 613 00015

Fait à Corbeil Essonnes, le 25/02/2022

* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données BASIAS et BASOL

(gérées par le BRGM - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le MEDDE - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés.

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Qui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

- ➔ **BASOL** : Base de données des sites et **SOLs** pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- ➔ **BASIAS** : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à l'échelle cadastrale.

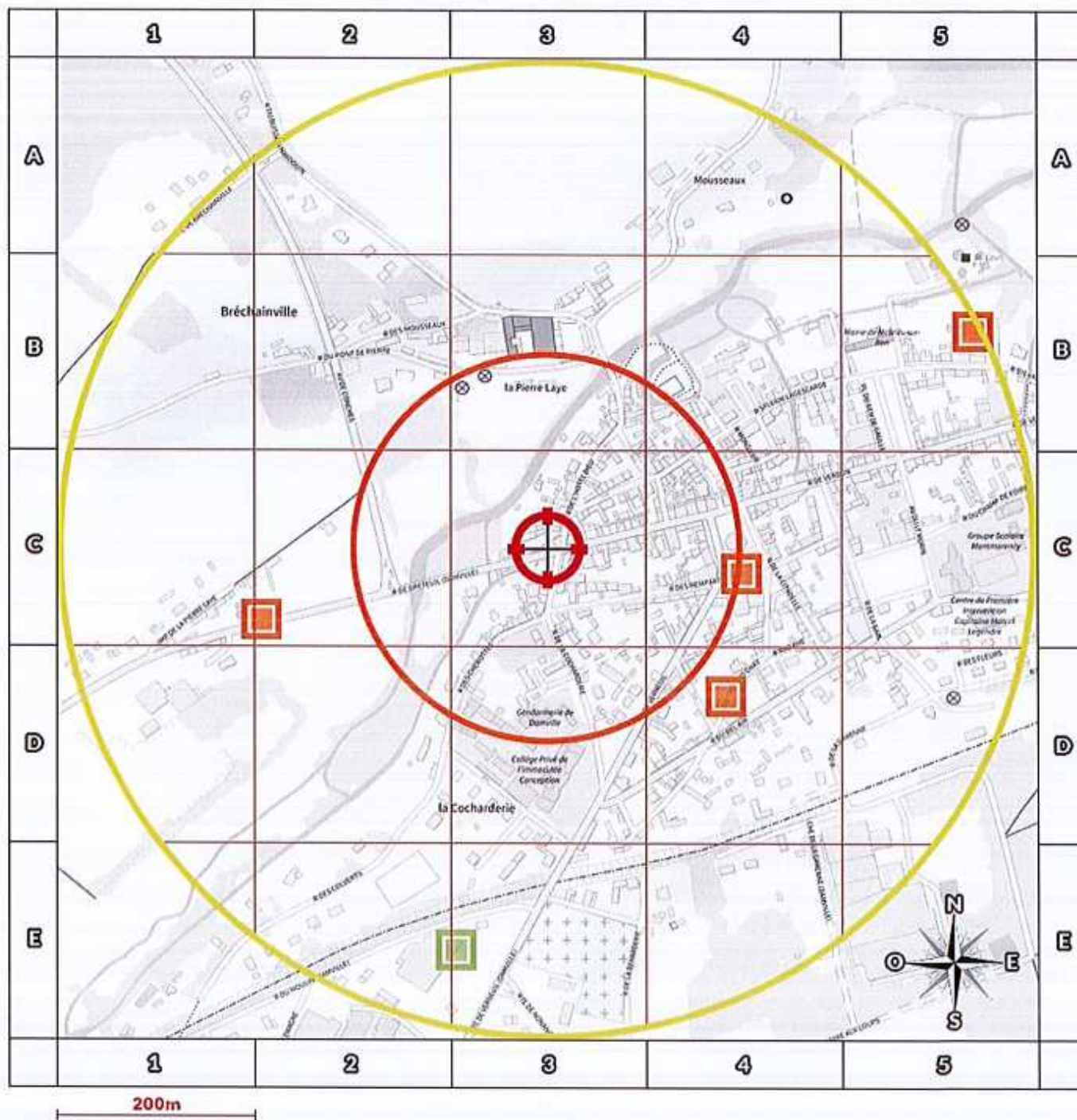
Qu'est-ce qu'un site pollué ?








Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.



Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)

Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien




-  BASOL : Base de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Emplacement du bien
-  Zone de 200m autour du bien
-  Zone de 500m autour du bien





Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos  et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Repère	Nom	Activité des sites situés à moins de 200m	Adresse	Distance (Environ)
	BOUITIER GERARD	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Verneuil, 32, rue de DAMVILLE	200 m

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
	METAYER CLAUDE	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	DAMVILLE	237 m
	JEAN EDOUARD	Travaux de finition (plâtrier, menuisier bois, PVC, métaux, serrurier, revêtement sols et murs, peintre, vitrier)	Breteuil, 11, rue de DAMVILLE	300 m
	Comptoirs Modernes (Sté des) Station service		Verneuil sur Avre (av. de) DAMVILLE	420 m
	HERVIER THEOPHILE ET LEON FRERES	Fonderie de fonte	Lagescard, Rue DAMVILLE	487 m

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
FONTANIER ETS (SARL) / ex Fontanier Jean garage Fontanier	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Le Moulin d'Ebeul ; RN 833 LE RONCENAY-AUTHENAY
FERRON JEAN	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferraillier, casse auto...)	CONDE-SUR-ITON
ROUILLARD / ex Gautier R.	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.). Construction de réseaux et de lignes (électricité, isolation, eau, gaz, plomberie)	"Les Minières" ; RN 833 ; lieu dit "le pré de l'Blang" DAMVILLE
NEVEU RENE	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	Breteuil, 30, rue de DAMVILLE
SAGOT JEAN / ex Roussin	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Breteuil, 39 rue de DAMVILLE
MUTEL / ex Gouache	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Lagescard, 49, rue DAMVILLE
ROUILLARD - TOTAL (CIE FRANCAISE DE RAFFINAGE) / ex Gautier station total, relais de la Route Fleurie	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	D833 DAMVILLE
GLAUBERT - CEGECOL (STE CHIMIQUE) CEGECOL	Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic, Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants	route de Nonancourt DAMVILLE
BAGAGES HENRY PIERRE	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...)	"La Garenne" DAMVILLE
NASSOT	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Breteuil, 2 rue DAMVILLE
ABROUTY JULES FILS	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	CD833 DAMVILLE
LYCEE AGRICOLE DE CHAMBRAY		GOUVILLE
VILLAGE (SCL LE)		Amiens, 12 rue d' GRANDVILLIERS
DUCROQU / ex Oury Bernard	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Carrefour de Nuisement MANTHELON
décharge	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M ; déchetterie)	Dans une ancienne mare sise au "Fay" BUIS-SUR-DAMVILLE
JOSSE (SA) Station service SHELL	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Orme, 5 rue BUIS-SUR-DAMVILLE

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON
Numéro de dossier	CFB/NB-9329
Date de réalisation	25/02/2022

Localisation du bien	Damville, 33 Rue de Breteuil 27240 MESNILS SUR ITON
Section cadastrale	AB 213
Altitude	134,84m
Données GPS	Latitude 48.869729 - Longitude 1.071301

Désignation du vendeur	SCI BORD DE L'EAU
Désignation de l'acquéreur	Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCE

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

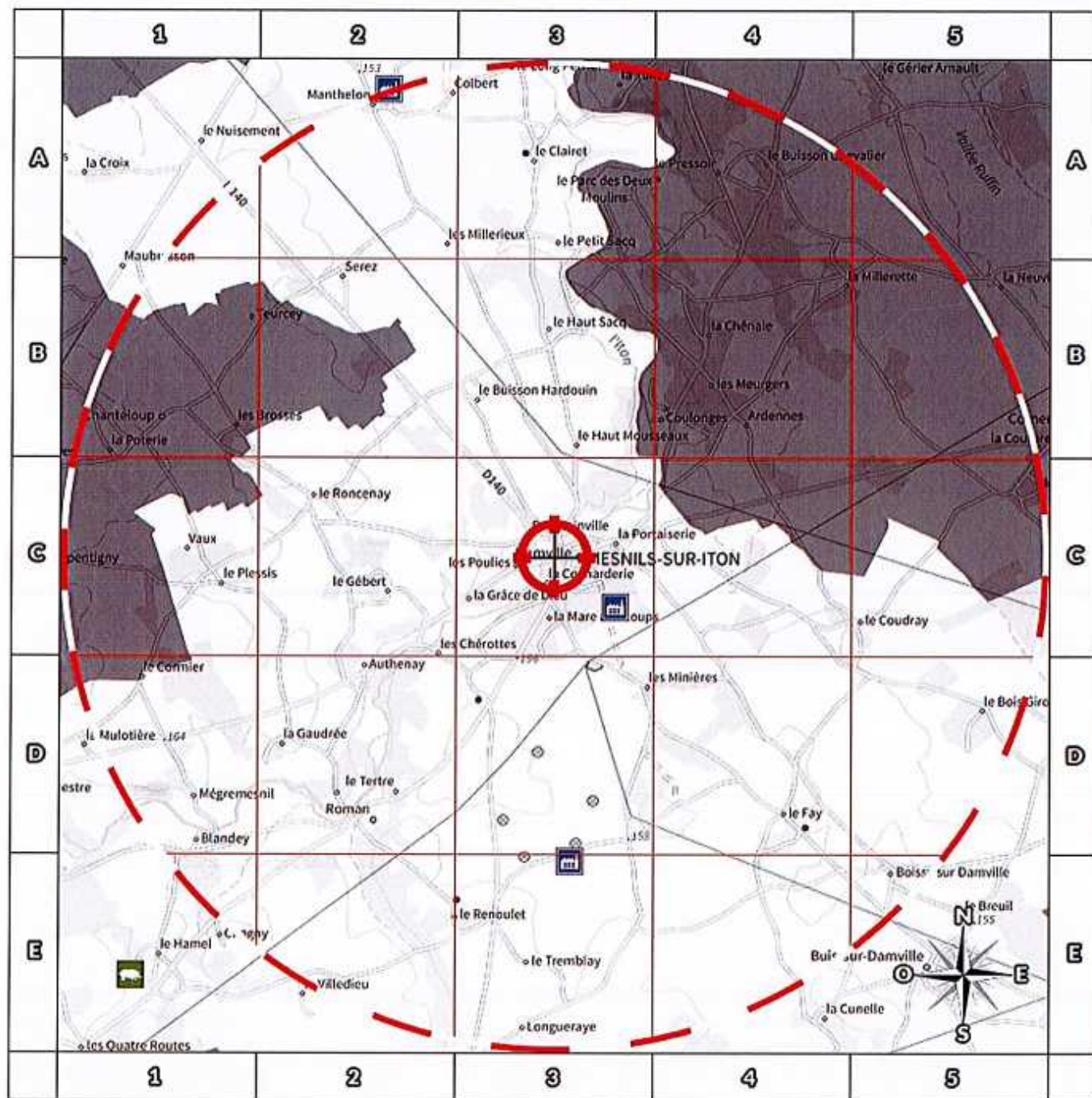
* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE
Commune de MESNILS SUR ITON



2000m



Using Seveso



Using non Seveso



Carrière



Emplacement du bien



Élevage de porc









Reyane de bovin



Bevage de volaille





Zone de 5000m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos      et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de MESNILS SUR ITON

Repère	Situation	Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à moins de 5000m du bien</i>					
	Centre de la commune	GROUPE PIERRE HENRY	Chemin de la Garenne 27240 MESNILS SUR ITON	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Valeur Initiale	SARL TOUCHARD et Fils	route des marnières fondues MANTHELON 27240 MESNILS SUR ITON	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON

Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à plus de 5000m du bien</i>			
Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la commune MESNILS SUR ITON			

Descriptif des risques

Extrait des données publiques de l'Etat disponibles sur le site Georisques.gouv.fr

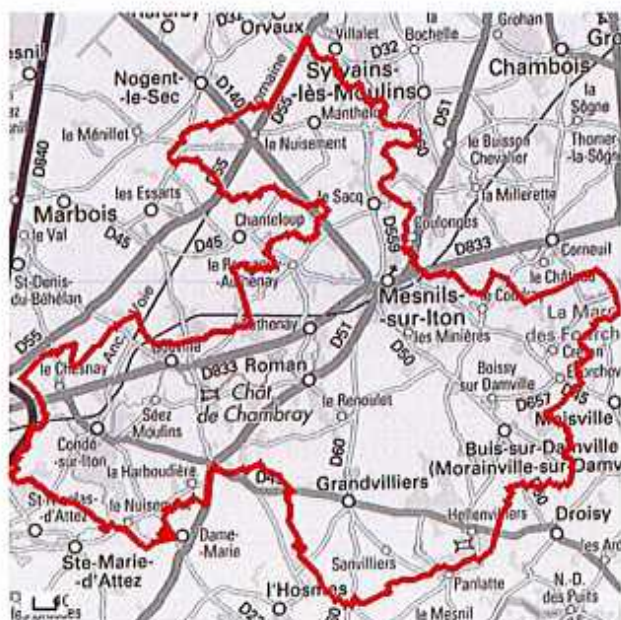


Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation



Coordonnées GPS :
Longitude = 1.071301
Latitude = 48.869729



Informations sur la commune

Nom : MESNILS-SUR-ITON

Code Postal : 27240

Département : EURE

Région : NORMANDIE

Code INSEE : 27198

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 23

Population à la date du 29/07/2014 : 1982

Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflement des sols



Séisme
1 - TRES FAIBLE



Sites inventaire BASIAS

Inondations

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non

Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
AZI ITON	Inondation	23/03/2004	

Inondations (suite)

Informations historiques sur les inondations

5 événements historiques d'inondations sont identifiés dans le département EURE

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
06/07/1875 06/07/1875	Crue pluviale (temps montée indéterminé), Ruissellement rural, Ruissellement urbain	10-99morts	inconnu
31/01/1784 27/03/1784	Crue nivale, Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu
31/01/1784 27/03/1784	Crue nivale, Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu
12/01/1841 25/01/1841	Crue nivale	1-9morts	inconnu
15/06/1997 16/06/1997	Crue pluviale éclair (tm < 2 heures), Lave torrentielle, coulée de boue, lahar, Ecoulement sur route, Ruissellement rural, Ruissellement urbain	1-9morts	3M-30M

Inondations (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non

MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON - PL DE LA GARE 27240 DAMVILLE - 419956172

Mouvements de Terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non

Cavités Souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non

Séismes

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 1 - TRES FAIBLE

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



- 1 (très faible)
- 2 (faible)
- 3 (modérée)
- 4 (moyenne)
- 5 (forte)

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui

Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non

Installations Industrielles

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 0

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 3

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



- Installations classées (Grande échelle)
-  Usine Seveso
 -  Usine non Seveso
 -  Eolienne
 -  Elevage de bovin
 -  Elevage de volaille
 -  Elevage de porc
 -  Carrière

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



-  Stations d'épuration
-  Elevage
-  Industries
-  Etablissements Pollueurs

Installations Industrielles (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non

Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Non

Installations Nucléaires

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : Non

Installations Nucléaires

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : potentiel de catégorie 1 (faible)

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Glossaire

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication. Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Définition juridique (source : guide général PPR)

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Définition juridique (source: <http://www.prim.net/>)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle. Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage. Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique). Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

Catastrophes Naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 23

Libellé	Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	27PREF19930007	25/05/1992	25/05/1992	04/02/1993	27/02/1993
Inondations et coulées de boue	27PREF19950082	17/01/1995	31/01/1995	21/02/1995	24/02/1995
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990032	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990169	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990199	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990292	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990296	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990382	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990410	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990481	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27PREF19990492	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations par remontées de nappe phréatique	27PREF20010232	01/02/2001	02/04/2001	27/12/2001	18/01/2002
Inondations par remontées de nappe phréatique	27PREF20010220	08/02/2001	15/04/2001	27/12/2001	18/01/2002
Inondations et coulées de boue	27PREF20010157	23/03/2001	27/03/2001	03/12/2001	19/12/2001
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	27PREF20060013	01/07/2003	30/09/2003	16/06/2006	14/07/2006
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	27PREF20190021	01/07/2017	30/09/2017	18/09/2018	20/10/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20180083	04/06/2018	04/06/2018	26/06/2018	05/07/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20180100	04/06/2018	05/06/2018	09/07/2018	27/07/2018
Mouvements de terrain	27PREF20190005	05/06/2018	06/06/2018	26/11/2018	07/12/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20180089	12/06/2018	12/06/2018	09/07/2018	27/07/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20180106	12/06/2018	12/06/2018	09/07/2018	27/07/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20190026	12/06/2018	12/06/2018	17/09/2018	20/10/2018
Inondations et coulées de boue	27PREF20190028	12/06/2018	12/06/2018	17/09/2018	20/10/2018

Précautions d'usage

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous.

Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer « l'Information » ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de « l'Information », notamment pour créer des « Informations dérivées » ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres « Informations », ou en l'incluant dans votre propre produit ou application, sous réserve de mentionner la paternité de « l'Information » ;
- sa source (à minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	MONSIEUR CHRISTOPHE BARRANDON
Numéro de dossier	CFB/NB-9329
Date de réalisation	25/02/2022

Localisation du bien	Damville, 33 Rue de Breteuil 27240 MESNILS SUR ITON
Section cadastrale	AB 213
Altitude	134,84m
Données GPS	Latitude 48.869729 - Longitude 1.071301

Désignation du vendeur	SCI BORD DE L'EAU
Désignation de l'acquéreur	Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCE/

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé

AB 213

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Nuisances Sonores Aériennes
 Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
 Cartographie
 Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° du mis à jour le

Adresse de l'immeuble
Damville, 33 Rue de Breteuil
27240 MESNILS SUR ITON

Cadastre
AB 213

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB 1 oui ☐ non ☒

révisé ☐

approuvé ☐

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation 2 oui ☐ non ☒

² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB 1 oui ☐ non ☒

révisé ☐

approuvé ☐

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹
forte ☐

zone B ²
forte ☐

zone C ³
modérée ☐

zone D ⁴ ☐

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 65 et 60)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1009 quaterbis A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Préfecture et/ou en Mairie de MESNILS SUR ITON

Vendeur - Acquéreur

Vendeur

SCI BORD DE L'EAU

Acquéreur

Mme Daphné DUDEMAINE et Mme Naya LUCEAU

Date

25/02/2022

Fin de validité

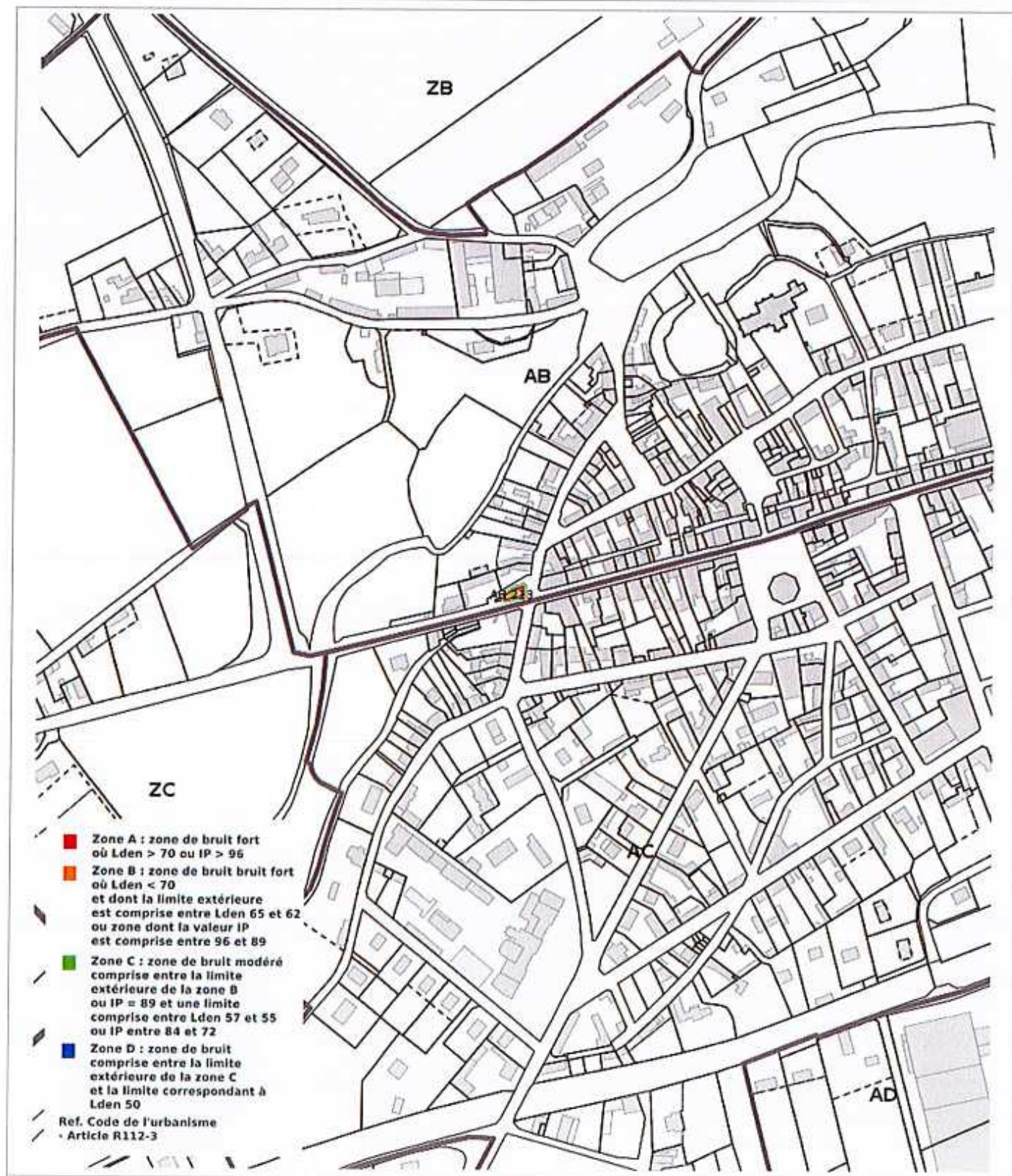
25/08/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente au détail futur d'achèvement.

Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire : <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site <https://www.nota-risques-urbaine.fr/>
© 2022 Media Immo - Siège social : 124 rue Louis Braille 91100 CORBÉIL-ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RDP GENERALI N°AF 589 298

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aéroports



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aéroport, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées	si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil			
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants	si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores			

CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT		
autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004

Commune de **MESNILS SUR ITON**Déposé le : **18 Février 2022**Demandeur : **Etude de Maître Christophe BARRANDON**Pour : **“Information pour vente en l'état”**Sur un terrain sis à : **33 Rue de Breteuil – Damville
– 27240 MESNILS SUR ITON**

CERTIFICAT D'URBANISME

délivré au nom de la commune

Le Maire de la Commune de MESNILS SUR ITON

Vu la demande présentée le **18 Février 2022** par **Etude de Maître Christophe BARRANDON** demeurant à **MESNILS-SUR-ITON 27240 – Place de la Gare** en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- Cadastéré **AB 213**
- situé à **MESNILS SUR ITON, Damville, 33 Rue de Breteuil**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

CERTIFIE

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Le terrain est situé dans une commune régie par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :
art. L.111-6 et L.111-7, art. L.111-9 et L.111-10, art. R.111-2, R.111-4, R.111-20 à R.111-27.

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes.

- **AC.1 : Servitude de protection des monuments historiques classés.**

Pour Information :

La parcelle est située dans une zone de présomption de prescription archéologique.

La parcelle est située dans le lit majeur de l'Iton.

Pour les informations concernant les risques, le pétitionnaire est invité à consulter le site internet suivant : www.georisques.gouv.fr

Article 2

Les taxes et contributions suivantes pourront être exigées à compter de la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable :

TA Communale	Taux = 2.50 %
TA Départementale	Taux = 2.50 %
Redevance d'Archéologie Préventive	Taux = 0,40 %

Article 3

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

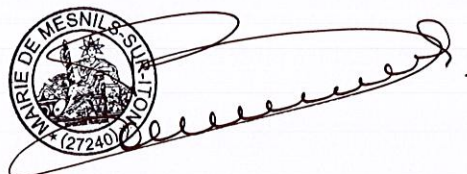
- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L.332-6-1-2° c) et L.332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération : Néant

A Mesnils sur Iton, le 15 Mars 2022

Le Maire,

Colette BONNARD



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

A défaut de notification d'une décision expresse portant prorogation du certificat d'urbanisme dans le délai de deux mois suivant la réception en mairie de la demande, le silence gardé par l'autorité compétente vaut prorogation du certificat d'urbanisme. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale (Art. .R. 410-17-1)

Le délai de dix-huit mois prévu au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 court à compter de la date d'acquisition du certificat d'urbanisme tacitement obtenu en application des dispositions de l'article R. 410-12, nonobstant toute délivrance ultérieure d'un certificat d'urbanisme exprès.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

OFFICE NOTARIAL DE MESNILS-SUR-ITON (DAMVILLE)
 MAITRE CHRISTOPHE BARRANDON, NOTAIRE
 Place de la Gare, Damville, B.P.15, 27240 MESNILS-SUR-ITON
 Dossier suivi par M. Nicolas BOURRELY
 Tél. : 02.32.34.89.32. // Fax : 02.32.34.83.73
 e-mail : nicolas.bourrely.27010@notaires.fr

NOTE D'INFORMATIONS COMMUNALES

POUR IMMEUBLE BATI ET NON BATI

Sur l'IMMEUBLE situé à : MESNILS-SUR-ITON (27240), Damville, 33, rue de Breteuil.

CADASTRE de l'immeuble objet de cette note :

Préfixe	Sect.	Numéro	Lieudit / Nature	Contenance		
				ha	a	Ca
-	AB	213	RUE DE BRETEUIL-DAMVILLE	00	00	65
Contenance totale				00	00	65

Un extrait de plan cadastral est joint à la présente note

APPARTENANT à : SCI BORD DE L'EAU

ZONE D'URBANISME

Existe-t-il sur votre commune :

*un **PLAN D'OCCUPATION des SOLS (P.O.S.)**

Oui ☐ Non ☒

* Si OUI, dans quelle zone le bien immobilier objet de cette note se situe-t-il ?

⇒ Pour un POS en zone : U {a, b, c ou y} ou NA, ou NB ou NC ou ND « entourer la zone SVP »

*un **PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)** (L. 123-1 du Code de l'Urbanisme)

Oui ☐ Non ☒

* Si OUI, dans quelle zone le bien immobilier objet de cette note se situe-t-il ?

⇒ pour un PLU en zone : U ou AU ou A ou N « entourer la zone SVP »

*une **CARTE COMMUNALE** (L. 124-1 du Code de l'Urbanisme)

Oui ☐ Non ☒

* Si OUI, dans quelle zone le bien immobilier objet de cette note se situe-t-il ?

⇒ **Secteur où les constructions sont autorisées :**

Oui ☐ Non ☐

⇒ **ou Secteur où les constructions ne sont pas admises :**

Oui ☐ Non ☐

*A défaut de POS ou de PLU, votre commune est soumise au **Règlement National d'Urbanisme -R.N.U.-** (L.111-1 du Code de l'Urbanisme) ; aussi, le bien immobilier objet des présentes est-il situé :

⇒ **En partie urbanisée de votre Commune** (art. L.111-3 du Code de l'urbanisme) : Oui ☐ Non ☒

⇒ **Dans une autre partie :**

Oui ☐ Non ☐

DROITS DE PREEMPTION

Le bien objet de cette note est-il situé dans une zone ouvrant droit aux préemptions suivantes :

- Une zone de Droit de Préemption Urbain non renforcé (L.211-1 du Code de l'Urbanisme): Oui ☐ Non ☒

- Une zone de Droit de Préemption Urbain « renforcé » (L.211-4 du Code de l'Urbanisme): Oui ☐ Non ☒

- Une zone de préemption au titre des espaces naturels et sensibles départementaux: (L. 142-3 du Code de l'Urbanisme)

Oui ☐ Non ☒

- Une Zone d'Aménagement Différé dite ZAD (article L.212-2 du Code de l'Urbanisme): Oui ☐ Non ☒

(Signature et cachet de la mairie à apposer sur chaque page)

Attention : Mettre une croix dans la bonne réponse

⇒ ce document informatif peut être annexé à un acte notarié



- Un périmètre de sauvegarde du Commerce et de l'Artisanat de proximité (article L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Urbanisme issus de la loi n°2005-882 du 02 août 2005) Oui ☐ Non ☒
- une zone de Droit de Préemption des surfaces agricoles pour la préservation des ressources en eau destinée à la consommation humaine (L.218-1 du Code de l'Urbanisme) : Oui ☐ Non ☒

DROIT DE DELAISSEMENT

Le bien objet de cette note est-il situé dans une zone ouvrant au droit de délaissement suivant :

- Une Zone d'Aménagement Concerté (article L.311-2 du Code de l'Urbanisme) : Oui ☐ Non ☒
- Un emplacement réservé (article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme) : Oui ☐ Non ☒

LOTISSEMENT

Le bien objet de cette note est-il compris :

- Dans un lotissement : Oui ☐ Non ☒
- Si oui, ce lotissement a-t-il plus de dix ans (article L.442-9 du Code de l'urbanisme) : Oui ☐ Non ☒

VOIRIE ET PROJETS COMMUNAUX

Le bien objet de cette note est-il :

- Desservi par une voie publique : Nationale [] Départementale ☒ Communale []
- * Si NON est-il desservi par une voie privée : Appartenant à la commune : Chemin rural [] Autres []

-Merci de préciser le NUMERO ET LE NOM EXACTS DE LA VOIE :

..... 33 Rue de Breteuil

- En règle générale, existe-t-il un ou des projets communaux en cours pouvant intéresser cet immeuble?

Oui ☐ Non ☒

* Si OUI, lesquels?

ARRÊTÉS

Le bien objet de cette note fait-il l'objet :

- d'un plan ou arrêté d'alignement : Oui ☐ Non ☒
- d'un arrêté de Péril prescrivant la réparation ou la démolition du bâtiment menaçant ruine (article L.511-1 du Code de la Construction et de l'Habitation) : Oui ☐ Non ☒
- d'un arrêté d'insalubrité (article L. 1331-23 du Code de La Santé Publique) : Oui ☐ Non ☐

ENVIRONNEMENT

Le bien objet de cette note est-il situé à votre connaissance :

- à proximité d'une carrière souterraine ou de marnières : Oui ☐ Non ☒ Ne sait pas ☐
- à proximité d'une carrière à ciel ouvert : Oui ☐ Non ☒
- à l'intérieur d'un périmètre d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles (loi du 02/02/1995 N°

(Signature et cachet de la mairie à apposer sur chaque page)

Attention : Mettre une croix dans la bonne réponse

=> ce document informatif peut être annexé à un acte notarié



95.101 codifié sous les articles L. 562-1 et suivants du Code de l'Environnement) :

Oui ☐ Non ☒

- à l'intérieur d'un périmètre d'exposition aux risques défini par un Plan de Préventions des Risques Technologiques (Loi n°2003-699 du 30 Juillet 2003 codifiée sous les articles L. 515-15 et suivants du Code de l'Environnement) Oui ☐ Non ☒
- proche d'une installation (usines, ateliers, chantiers, dépôts...) classée pour la protection de l'Environnement en raison de la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter son exploitation (article L.511-1 du Code de l'Environnement) Oui ☐ Non ☒
- dans une zone ayant connu des inondations fortes et régulières ? Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas ☐
- dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit des aérodromes prévu à l'article L. 112-6 du Code de l'urbanisme ? Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas ☐

ASSAINISSEMENT

- Votre commune a-t-elle un réseau d'assainissement collectif ? Oui ☒ Non ☐
 - * Si OUI, cet assainissement collectif dessert-il la voirie d'accès au bien objet de cette note : Oui ☒ Non ☐
 - * Si OUI, le bien objet de cette note est-il raccordé à ce réseau par application de l'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique ? ☐ Oui --> Si OUI : En totalité [] Partiellement []
☐ Non
☒ Ne sait pas

Compétence SEPASE

* Si NON, connaissez-vous le type d'assainissement utilisé ?

- Votre commune a-t-elle un réseau d'eaux pluviales : Oui ☒ Non ☐

- Le bien objet de cette note a-t-il fait l'objet d'un contrôle technique de la part du service communal ou gestionnaire d'assainissement non collectif : Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas ☒

* Si OUI, le système est-il considéré comme étant aux normes actuelles : Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas ☐

Compétence SPANC

LUTTE CONTRE LES TERMITES, LA MERULE, LE PLOMB et LE RADON

(à ne remplir que si, sur la parcelle objet de cette note, il existe du bâti)

Le bien objet de cette note est-il situé dans :

- ☐ une zone prévue par l'article 59 de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006, tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages (article L.133-5 du Code de la Construction et de l'Habitation) Oui ☐ Non ☒
- ☐ une zone prévue par l'article 76 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014, tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre la présence d'un risque de mērule (article L.133-8 du Code de la Construction et de l'Habitation) Oui ☐ Non ☒
- ☐ une zone à risque d'exposition au plomb fixée par arrêté du Préfet par application de l'article R-32-8 du Code de la Santé Publique ? Oui ☒ Non ☐
- ☐ une zone prévue par l'article L.125-5, I du Code de l'environnement, tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles dans les zones à potentiel radon ou exposées au radon définies par voie réglementaire ? Oui ☐ Non ☒

(Signature et cachet de la mairie à apposer sur chaque page)

Attention : Mettre une croix dans la bonne réponse

=> ce document informatif peut être annexé à un acte notarié



Avez-vous reçu du propriétaire ou d'un occupant ou du syndic de copropriété de cet immeuble la déclaration suivante :

- ☐ qu'il existait à sa connaissance des termites dans son bien (article L.133-4 du code de la Construction et de l'Habitation) : Oui ☐ Non ☒
- ☐ qu'il existait à sa connaissance des mères dans son bien (article L. 133-7 du Code de la Construction et de l'Habitation) : Oui ☐ Non ☒
- ☐ qu'il existait à sa connaissance un risque d'accessibilité au plomb dans le bien : Oui ☐ Non ☒
- ☐ qu'il existait à sa connaissance un risque de radon dans le bien ? Oui ☐ Non ☒

FISCALITE LOCALE

Votre Conseil Municipal a-t-il institué :

- ☐ Une TAXE D'AMENAGEMENT (L.331-1 à L.331-9 du Code de l'Urbanisme) Oui ☒ Non ☐
- ☐ Une Participation pour non réalisation d'aires de stationnement (article L. 332-6 du Code de l'Urbanisme) Oui ☐ Non ☒

* Si OUI : Quel est le montant fixé par place manquante ?

- ☐ Une TAXE FORFAITAIRE sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par le PLU dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible applicable depuis le 01.01.2007 (article 1529 du CGI) : Oui ☐ Non ☒
- ☐ Un VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE (dit V.S.D.) (article L.331-35 à L.331-38 du Code de l'Urbanisme) Oui ☐ Non ☒
- ☐ Une PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RESEAU (dite P.V.R.) (article L. 332-6-1-2° du Code de l'Urbanisme) Oui ☐ Non ☒

--> La parcelle est concernée par une délibération spécifique de « P.V.R. » ?

Oui ☐ Non ☒

* Si OUI : Quel est le montant ?

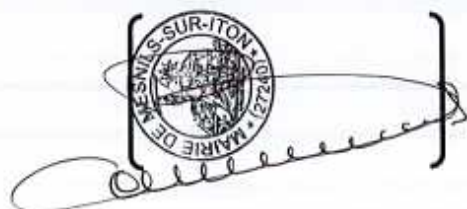
Rédigé sur QUATRE (4) pages, à Lez-les-sur-Itou Le 15 mars 2022

(signature et cachet de la mairie)

(Signature et cachet de la mairie à apposer sur chaque page)

Attention : Mettre une croix dans la bonne réponse

=> ce document informatif peut être annexé à un acte notarié



Département :
EURE

Commune :
MESNILS-SUR-ITON

Section : AB
Feuille : 000 AB 01

Échelle d'origine : 1/ 1000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 17/02/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

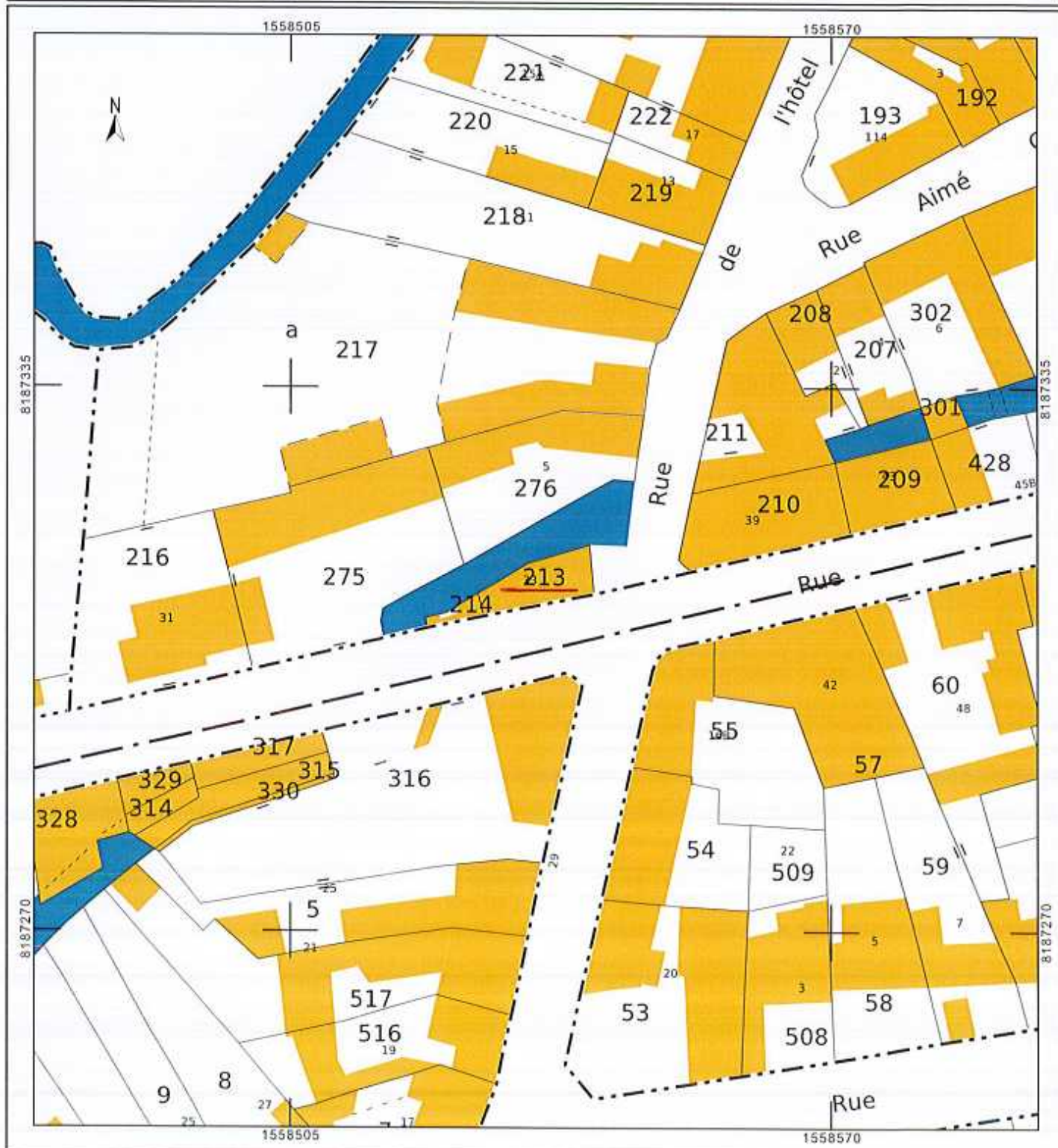
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DE L'EURE
Centre des Finances publiques PLACE
DE LA DEMI LUNE 27405
27405 LOUVIERS CEDEX
tél. 02-32-25-71-13 -fax
plgc.270.louviers@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Commune nouvelle de
MESNILS-SUR-ITON



à ETUDE de Maître Christophe BARRANDON

Place de la gare
Damville
27240 MESNILS-SUR-ITON

Objet : Alignement - Numérotage

Vos réf. : Vente SCI BORD DE L'EAU /DUDEMAINE Daphné
Et LUCEAU Naya

Affaire suivie par : L. LOTTIN

☎ 02.32.22.69.87 ✉ : laurence.lottin@mesnills-sur-iton.fr

Réf. : CB/LOL/15032022

Maître,

Suite à votre correspondance, j'ai l'avantage de vous faire savoir que la parcelle cadastrée AB213 située à MESNILS-SUR-ITON - Damville – 33 Rue de Breteuil appartenant à la SCI BORD DE L'EAU ne fait pas l'objet d'un arrêté d'alignement et l'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par l'alignement de fait.

Espérant vous avoir donné satisfaction,

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes plus respectueuses salutations.

Colette BONNARD,
Maire,





Vérification des condamnations à la peine d'interdiction d'achat



Fichiers centraux
Service Interrogation du Casier Judiciaire
95 avenue des Logissons
13107 Venelles cedex

Etude : 27010

Référence : 1648200907.12854C24549

Me BARRANDON Christophe
PLACE DE LA GARE - BP 15 -
DAMVILLE
27240 MESNILS-SUR-ITON

**DEMANDE DE VERIFICATION D'EXISTENCE D'UNE
CONDAMNATION A LA PEINE D'INTERDICTION D'ACHAT**

28/03/2022

2208750849/2022032812460

ETAT-CIVIL INTERROGÉ

Nom : **LUCEAU**
Prénoms : **NAYA, JOSY**
Né(e) le : **07/04/1988** à : **Mourenx (64), FRANCE**
Sexe : **Féminin**

Interrogation avec filiation : **NON**

ABSENCE DE CONDAMNATION

Le casier judiciaire correspondant à l'état-civil indiqué ci-dessus **ne présente pas**, en date du 28/03/2022, de condamnation définitive à l'interdiction d'acheter un bien à usage d'hébergement telle que visée par l'article L551-1 du code de la construction et de l'habitation.



Vérification des condamnations à la peine d'interdiction d'achat



Fichiers centraux
Service Interrogation du Casier Judiciaire
95 avenue des Logissons
13107 Venelles cedex

Etude : 27010

Référence : 1648200907.12854C23031

Me BARRANDON Christophe
PLACE DE LA GARE - BP 15 -
DAMVILLE
27240 MESNILS-SUR-ITON

DEMANDE DE VERIFICATION D'EXISTENCE D'UNE
CONDAMNATION A LA PEINE D'INTERDICTION D'ACHAT

28/03/2022

2208750833/2022032812460

ETAT-CIVIL INTERROGÉ

Nom : DUDEMAINE
Prénoms : DAPHNE, DEBORAH, ANNABELLE
Né(e) le : 27/12/1986 à : Mantes-la-Jolie (78), FRANCE
Sexe : Féminin

Interrogation avec filiation : NON

ABSENCE DE CONDAMNATION

Le casier judiciaire correspondant à l'état-civil indiqué ci-dessus **ne présente pas**, en date du 28/03/2022, de condamnation définitive à l'interdiction d'acheter un bien à usage d'hébergement telle que visée par l'article L551-1 du code de la construction et de l'habitation.